

**ANNEXE 10 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES
DEPENSES – PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE
(DPPD-PAP) 2018 – 2020**

LES CINQ MINISTÈRES PILOTES

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

TABLE DES MATIERES

SECTION 21 : MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES (MIE)	4
I- Présentation Générale du Ministère.....	5
I.1- Situation du secteur.....	5
I-2- Politique sectorielle	14
I-3- Mission-vision du Ministère	18
I-4- Identification des programmes	19
II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP).....	20
II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)	20
II.2- Budget Programme	31
SECTION 22 : MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	68
I- Présentation Générale du Ministère.....	69
I.1- Situation du secteur.....	69
I-2- Politique sectorielle	73
I-3- Mission-vision du Ministère	74
I-4- Identification des programmes	75
II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets annuels de Performance (PAP).....	76
II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)	76
II.2- Budget Programme	82
SECTION 24 : MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE.....	95
I- Présentation Générale du Ministère.....	96
I.1- Situation du secteur.....	96
I-2- Politique sectorielle	98

I-3- Missions-vision du Ministère	101
I-4- Identification des programmes	101
II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP).....	102
II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)	102
II.2- Budget Programme	107
SECTION 33 : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	127
I- Présentation générale du Ministère	128
I.1- Situation du secteur.....	128
I-2- Politique sectorielle	135
I-3- Mission-vision du Ministère	138
I-4- Identification des programmes	138
II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP).....	139
II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)	139
II.2- Budget Programme	148
SECTION 34 : SECRETARIAT D'ETAT, CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	172
I- Présentation générale du Ministère	173
I.1- Situation du secteur.....	173
I-2- Politique sectorielle	179
I-3- Mission-vision du Ministère	181
I-4- Identification des programmes	182
II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP).....	183
II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)	183
II.2- Budget Programme	191

SECTION 21 : MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES (MIE)

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Diagnostic du secteur

Le secteur des infrastructures économiques occupe une place importante dans le développement de la Côte d'Ivoire. Le diagnostic établi dans ce secteur met en relief les points suivants :

Au niveau de l'Administration Générale

L'Administration Générale du Ministère des Infrastructures Economiques (MIE) repose sur l'élaboration des politiques en matière d'activités professionnelles, la gestion des ressources humaines, matérielles et financières. Elle assure la coordination du système de planification et du suivi de la mise en œuvre du processus de décentralisation et de déconcentration des services.

La Direction des Ressources Humaines assure la gestion de 952 agents dont 431 fonctionnaires (45,27%), 489 agents contractuels (51,36%) et 32 agents journaliers (3,36%).

L'effectif des agents du ministère a augmenté de 936 en 2013 à 952 agents en 2016, soit une évolution de 1,68%. On constate une forte concentration des agents au niveau des services d'Abidjan (423 agents, soit plus de 44%). Cette inégale répartition des agents du ministère a pour conséquence une sous-activité dans les différentes circonscriptions administratives.

Selon le décret n° 2016-596 du 03 Août 2016 portant Organisation du ministère, le MIE dispose :

- ✓ d'un Cabinet ;
- ✓ de Directions et Services rattachés au Cabinet ;
- ✓ de Directions Générales ;
- ✓ de Directions Centrales ;
- ✓ des Services Extérieurs.

Jusqu'en Août 2016, les budgets de fonctionnement des directions centrales à l'exception de la Direction de la Planification et de l'Evaluation (DPE), étaient exécutés au niveau de la DAFP/MIE. Les différents Directeurs n'étaient pas des Administrateurs de crédits.

Par ailleurs, la vétusté et l'insuffisance des locaux et des équipements de certaines directions centrales et services extérieurs impactent négativement le travail des agents.

Au niveau des Infrastructures routières

La Côte d'Ivoire a fait des progrès importants grâce à des réformes du secteur routier. Elle a mis en place à la fois un Fonds d'Entretien Routier (FER) et une Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE). Elle dispose d'un réseau routier national de 82 090 km dont 75 392 km de routes non revêtues et 6 698 km de routes revêtues comprenant 258 km d'autoroutes. Cela équivaut à une densité routière d'environ 26 km de routes pour 100 km de territoire. A ce réseau de routes interurbaines, s'ajoute la voirie urbaine estimée à plus de 4 000 Km de voies bitumées sur l'ensemble du territoire national.

Les grands investissements réalisés dans ce secteur depuis 2012 ont permis le renforcement des tronçons de routes et la construction d'autoroutes d'une part et d'autre part la réhabilitation de routes et des pistes de dessertes.

De plus, ce secteur dispose de 20 bacs de traversée et 4 600 ouvrages d'art.

En dépit de tous ces efforts, le pourcentage de routes revêtues qui est de 8% du réseau routier total est en deçà du niveau des pays tels que le Ghana, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Maroc, la Malaisie et le Singapour avec respectivement 13%, 15%, 21%, 70%, 80% et 100%. De plus, 75% du réseau de routes revêtues ont un âge variant entre 15 et 35 ans dont 44% de plus de 20 ans alors que celles-ci sont conçues pour résister à l'usure et à la fatigue sur une durée de 15 ans. En outre, 4 500 km de routes revêtues sont en mauvais état, dont 1500 km en très mauvais état. Ces problèmes ralentissent le trafic sur une grande partie du réseau et mettent aussi en danger la vie des populations.

Au niveau des infrastructures de l'hydraulique humaine

La Côte d'Ivoire dispose de ressources en eau abondantes. Le volume d'eau mobilisable est d'environ 77 milliards de m³/an dont près de 39 milliards de m³ d'eau de surface et environ 38 milliards de m³ d'eau souterraine. Le bassin sédimentaire, dont les réserves sont estimées à 13 milliards de m³, constitue un atout majeur pour le secteur, avec notamment la nappe d'Abidjan qui fournit 70% de la production totale du pays. Pour résorber le déficit de production et d'alimentation en eau potable du District d'Abidjan, le Gouvernement a fait recours à d'autres ressources en eau souterraine à partir de la nappe de Bonoua. De nouveaux champs captants ont été aussi créés notamment à Anyama, St Viateur, Songon et le doublement de la station de Niangon par l'apport de 40 000 m³/j. La quasi-totalité des 31 chefs-lieux de Région sont alimentés en eau potable à partir de 36 barrages et/ou seuils de retenue d'eau construits sur les cours d'eau.

Concernant la gestion de l'eau en milieu rural, la Cellule Nationale de coordination des Comités Villageois de Gestion des Pompes à motricité humaine (CNC-CGPE), mise en place par Arrêté N°0012/MIE-CAB du 24 octobre 2011, mène des actions visant à l'appropriation des ouvrages réalisés par les populations bénéficiaires.

Toutefois, l'inégale répartition des ressources en eau sur l'ensemble du territoire national pose la problématique de la capacité de leur mobilisation pour l'hydraulique humaine. De plus, la qualité des eaux brutes des barrages et/ou seuils de retenue d'eau, dont les derniers datent des années 1980, se dégrade d'année en année.

Concernant la nappe d'Abidjan, elle est menacée par la surexploitation, l'occupation illicite des périmètres de protection des champs captants et l'imperméabilisation des sols. Au niveau de l'Hydraulique Urbaine (HU), la difficulté majeure porte sur l'insuffisance des infrastructures. Ce qui se traduit par un déficit de production d'environ 250 000 m³/jour, dont 100 000 m³/jour pour la seule ville d'Abidjan qui représente 70% de la consommation nationale. Par ailleurs, 163 unités de traitement sur 437 soit 37% ont atteint leur niveau de saturation, occasionnant une certaine surexploitation des 274 autres unités qui pourraient connaître aussi la même situation.

De nombreuses localités éligibles à l'hydraulique villageoise ne sont pas encore desservies, dont environ 100 qui ont plus de 10 000 habitants chacune. Et pour beaucoup de localités desservies, de nombreux quartiers lotis sont dépourvus de réseaux de distribution. Enfin, l'urbanisation anarchique a engendré le développement de plusieurs quartiers précaires dans les zones non constructibles ou non viabilisées et dans les périphéries des villes. En milieu rural, il convient de relever la réalisation, la réhabilitation et la maintenance d'un ensemble de plus de 12 000 pompes à motricité humaine. En ce qui concerne l'HVA, 40 systèmes défectueux ont été réhabilités tandis que 50 nouveaux ont été réalisés.

Les taux de couverture sont en progression, mais certains segments de la population sont encore insuffisamment approvisionnés en eau potable. En effet, l'accès des populations à de l'eau de robinet dans leurs concessions est plus fréquent en milieu urbain (63%) qu'en milieu rural (7%) où l'utilisation de pompes publiques (41%) est plus répandue qu'en milieu urbain (12%). Les populations urbaines (17%) sont par contre aussi nombreuses que les populations rurales (18%) à utiliser des puits protégés (EDS-MICS 2011-2012).

Plusieurs facteurs limitent l'accès des ménages à l'eau potable à savoir :

- (i) le coût des raccordements ;
- (ii) le nombre limité des branchements sociaux ;
- (iii) la faiblesse des revenus des couches défavorisées ;
- (iv) le manque de volonté de certaines communautés à s'approvisionner à la source d'eau potable.

A cela s'ajoutent les pesanteurs socioculturelles, les querelles intercommunautaires et surtout la défaillance de l'entretien des ouvrages due, notamment à la faible implication des populations dans l'entretien et la gestion des points d'eau.

De plus, les textes d'application des lois portant Code de l'Eau et transfert de compétences aux Collectivités Territoriales ne sont pas encore pris. De même, certains documents importants n'ont pas encore été signés par les autorités compétentes. Il s'agit, notamment :

- (i) des textes réglementaires portant organisation et répartition des rôles des acteurs étatiques ;
- (ii) du décret d'application du tarif de l'eau potable ;
- (iii) du document de Politique Nationale de l'Eau Potable (PNEP) ;
- (iv) des actes et recommandations issus des Etats Généraux de l'Eau Potable (EGEP) tenus en 2009 à Yamoussoukro.

Toutefois, des acquis ont été enregistrés dans le secteur notamment le décret n° 2012-239 du 7 mars 2012 portant déclaration d'utilité publique de périmètres rapprochés et sécurisation de périmètres immédiats de champs captant du District Autonome d'Abidjan.

Identification des problèmes

Le diagnostic ci-dessus traduit l'inadéquation entre les objectifs du développement économique et le niveau de développement des infrastructures routières et hydrauliques. Cette inadéquation est essentiellement due aux problèmes suivants :

Au niveau de l'Administration Générale

- L'absence de profil de carrière des Fonctionnaires du MIE ;
- l'absence de motivation des agents entraîne notamment le départ des agents techniques et administratifs ;
- l'absence de formalisation des actes de nomination des Directeurs Généraux, Directeurs Centraux et les Sous- Directeurs ;
- la vétusté des locaux des directions (territoriales, régionales et départementales) et de certaines directions centrales ;
- l'absence de bases de données fiables du patrimoine.

Au niveau des infrastructures routières

- L'état de vieillissement des routes revêtues ;
- la surcharge à l'essieu : plus de 80% des camions sont en surcharge par rapport au règlement 14 mis en œuvre depuis 2005 dans les pays de l'UEMOA en plus du Ghana et de la Guinée et 10% sont en extrême surcharge (au-delà des poids normaux + 20% de tolérance) ;
- le déficit d'entretien et d'extension du réseau routier lié à l'insuffisance de financement du secteur routier.

Au niveau des infrastructures d'hydraulique humaine

- la vétusté des installations de production ;
- l'insuffisance de sécurisation et de mobilisation des ressources en eau ;
- l'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de l'hydraulique humaine ;
- la faiblesse de maintenance et de gestion des ouvrages en milieu rural ;
- l'insuffisance de sensibilisation des populations pour qu'elles s'approprient les ouvrages réalisés.

Les réponses apportées

Les principales contraintes répertoriées montrent l'ampleur des défis à relever pour développer le secteur. Ainsi, le Ministère a entrepris des actions d'envergure en vue d'accroître et d'assurer des infrastructures de qualité. Ces mesures se sont traduites par:

Au niveau de l'Administration Générale

- Le MIE a entrepris, depuis 2014, un vaste programme de réhabilitation des directions territoriales, à savoir :
 - les travaux de réhabilitation et d'aménagement de la Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) de Jacqueville ;
 - les travaux de réhabilitation des Direction Régionale des Infrastructures Economiques (DRIE) et Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) de Bondoukou ;
 - les travaux de réhabilitation et d'aménagement de la Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) de Sinfra ;
 - la réhabilitation et l'aménagement de la Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) de Duekoué ;
 - les travaux de réhabilitation des Direction Régionale des Infrastructures Economiques (DRIE) et Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) de Tengrela ;
 - les travaux de réhabilitation des Direction Régionale des Infrastructures Economiques (DRIE) et Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) de Toulepleu ;

- les travaux de réhabilitation des Direction Régionale des Infrastructures Economiques (DRIE) et Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) de Dimbokro, d'Elibou et d'Abidjan ;
 - les travaux de réhabilitation des Direction Régionale des Infrastructures Economiques (DRIE) et Direction Départementale des Infrastructures Economiques (DDIE) d'Odienné.
- Depuis Août 2016, tous les actes relatifs au poste de responsabilité ont été signés (décrets N° 2016-618 du 03 août 2016 portant nomination des Directeurs Centraux au MIE et N° 2016 -596 du 03 août 2016 portant organisation du MIE et des arrêtés portant nomination des SD).

Au niveau des infrastructures routières

Le premier Plan National de Développement (PND 2012-2015) mis en place par le Gouvernement a permis la réalisation de grands projets structurants dans le secteur des Infrastructures Routières notamment :

- **au niveau des ouvrages d'art** avec la construction du pont Henri Konan BEDIE, de l'échangeur du VGE, de l'échangeur de la riviera 2, du pont de Bouaflé, du pont Philippe Grégoire YACE de Jacqueville, du pont de Salonkourani à Odienné, du pont métallique de Gbéléban, des ponts de Béoumi sur le Kan et le Bandaman, du pont de Bassawa ;
- **au niveau des routes revêtues** avec le prolongement de l'autoroute Singrobo – Yamoussoukro (86 km), le bitumage de la route Boundiali-Bolona (92,5 km), le bitumage de la route Abobo-Anyama (4,6 km), la construction de l'autoroute Abidjan-Bassam (28 km), le bitumage ou le renforcement d'environ 110 km de voiries urbaines, la réparation d'environ 3000 km de routes revêtues ;
- **au niveau des routes en terre** avec le Programme d'Entretien Routier (PER 2014-2015) qui a permis le reprofilage lourd et le traitement de points critiques d'environ 4700 km et le reprofilage léger et la pose de buses sur 3000 km de routes en terre, la réparation du réseau revêtu sur environ 760 km, le débroussaillage des accotements et les curages des ouvrages sur environ 6000 km de routes revêtues ainsi que la construction de 50 dalots. En outre, il y a eu la construction de 06 bacs automoteurs et les travaux de réparation superficielle sur 800 km de routes revêtues.

Toutes ces réalisations ont permis d'augmenter le réseau national d'environ 211 km de linéaire de routes revêtues y compris la section autoroutière longue de 86 km.

Tableau 1 : Infrastructures routières à juin 2015

Nature de la route	Nature de revêtement	Linéaire en KM	Ratio (%)
Autoroute	Bitumées	258	0,19
Routes		6440	4,76
Voiries urbaines		4050	2,99
Routes	En terre praticables	40 402	29,84
	En terre dégradées	15 000	11,08
	En terre fortement dégradées	20 000	14,77
Routes non classées		49 250	36,37

Source : PND 2016-2020

En ce qui concerne le développement de nouvelles routes, des projets portant sur d'importants axes interurbains ont vu leurs études réalisées et leur financement obtenu. C'est le cas de l'axe Mankono-Séguéla (55km), Toulepleu-Zouan-hounien (55km).

En ce qui concerne les surcharges à l'essieu, plusieurs postes de pesage ont été créés et fonctionnent notamment le pesage d'Allokoï sur l'autoroute du Nord, le corridor d'Anyama, le pesage de Divo, le pesage sur la route de Bonoua et les pesages mobiles de Yamoussoukro et Ouangolodougou.

Au niveau des infrastructures de l'hydraulique humaine

En vue d'apporter des solutions à ces problèmes, le Gouvernement s'est attelé à :

- la sécurisation des ressources en eau mobilisable ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- le développement d'infrastructures d'hydrauliques humaines.

Ces efforts se traduisent par :

- la réalisation de la première phase d'adduction d'eau potable à partir de la nappe de Bonoua pour un prélèvement de 80 000 m³/jour ;
- l'identification de nouvelles sources en eau notamment l'eau du fleuve Bandama, la lagune Aghien ou encore le fleuve Comoé ;
- la création en 2013 de la Cellule Nationale de Coordination des Comités Villageois de Gestion des Pompes Hydrauliques à Motricité Humaine ;
- l'équipement en 2014 de 833 localités sur 1415 en Hydraulique Urbaine soit 60% de taux de couverture ;
- l'équipement de 268 localités sur 2 093 en Hydraulique Villageoise Améliorée soit un taux de couverture de 13% ;

- la réalisation de 17 485 points d'eau modernes sur 23 000 forages dans le cadre du Programme National d'Hydraulique Villageoise (PNHV) soit une couverture de 76% des besoins actuels ;
- l'appui en équipement en 2014 au Laboratoire de Contrôle et de la Qualité de l'Eau (LACQUE) de l'ONEP (matériels d'analyse de l'eau brute, mobiliers de bureau, matériels roulants et matériels informatiques) ;
- la construction des 1430 nouveaux points d'eau et la réalisation de 95 nouveaux HVA ;
- la réhabilitation de 8 000 pompes villageoises défectueuses et la réhabilitation de 40 HVA défectueux ;
- l'entretien et la maintenance de 17 000 pompes à motricité humaine ;
- la prise de cinq (5) décrets à savoir :
 - ✓ le décret n° 2013-440 du 13 juin 2013 déterminant le régime juridique des périmètres de protection des ressources en eau des aménagements et ouvrages hydrauliques,
 - ✓ le décret n° 2013-441 du 13 juin 2013 relatif à la protection des ressources en eau,
 - ✓ le décret n° 2013-507 du 25 juin 2013 portant détermination de la périodicité de l'inventaire des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques,
 - ✓ le décret n° 2013 – 44 du 30 janvier 2013 portant institution de la Semaine Nationale de l'Eau en Côte d'Ivoire,
 - ✓ le décret n° 2015 – 346 du 13 mai 2015 portant détermination de la liste des infractions au Code de l'eau,
- la signature en 2014 d'une convention-cadre de délégation de maîtrise d'ouvrage ou mission de maîtrise d'œuvre dans le secteur de l'eau potable entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Office National de l'Eau Potable (ONEP),

Tableau 2 : Indicateurs d'accès des populations à l'eau potable

Indicateurs	Urbaines	Périurbaines	Rurales
Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable	70%	15%	73%
Coût moyen de raccordement des ménages à l'eau potable	170 000 FCFA	170 000 FCFA	80 000 FCFA

Source : Ministère des Infrastructures Economiques/ valeur à fin mai 2015

Les investissements de l'Etat en matière d'eau potable ont connu une nette progression : ils sont passés de 0,3% sur la décennie 2000-2011 à 9% sur la période 2014-2016.

Toutefois, des efforts restent à fournir en vue de rattraper le retard accusé par la Côte d'Ivoire en matière de gestion des infrastructures hydrauliques d'une part, et par la croissance démographique galopante d'autre part.

Défis et priorités

La pérennisation des acquis et le renforcement des infrastructures routières et hydrauliques restent les défis majeurs du ministère. Pour y parvenir, le MIE a retenu les priorités suivantes :

- accroître l'accès à l'eau potable de l'ensemble de la population ;
- accroître et maintenir les infrastructures routières et hydrauliques ;
- améliorer la gouvernance des sous-secteurs ;
- diversifier les sources de production en eau potable en vue de pérenniser les ressources naturelles.

Au niveau de l'Administration Générale

Les défis majeurs au niveau de l'Administration Générale restent :

- l'instauration d'une source de motivation des agents ;
- la définition de profil de carrière des fonctionnaires ;
- la création ou la mise en place d'une base de données du patrimoine du Ministère ;
- la poursuite de la réhabilitation des directions territoriales du ministère telles que :
 - les travaux de réhabilitation et d'aménagement de la DRIE de Katiola ;
 - les travaux de construction des bureaux de la DRIE d'Alépé ;
 - les travaux de réhabilitation des bureaux de la DDIE de Dabou ;
 - les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux de la DIE de Béoumi ;
- les travaux de construction et de réhabilitation des bureaux de la DIE de M'bahiakro ;
- la prise et l'adoption des textes réglementaires relatifs à l'occupation du domaine public de l'Etat.

Au niveau des infrastructures routières

De tout ce qui précède, les défis majeurs en matière d'infrastructures routières sont :

- l'entretien, la réhabilitation et le développement des routes ;
- le financement du sous- secteur routier.

Aussi, en vue de pérenniser les acquis et promouvoir les infrastructures routières, le Gouvernement s'est engagé à réaliser un certain nombre de travaux au cours de la période 2016 - 2020(Source PND 2016 -2020 Tome 2 p 57).

Au niveau des infrastructures d'hydraulique humaine

Les principaux défis portent sur :

- la poursuite de la mise en place du programme de réhabilitation et de développement des infrastructures d'hydraulique ;
- la réhabilitation des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- le financement du sous- secteur hydraulique ;
- le renforcement de la capacité de production et de distribution d'eau potable ;
- l'extension du service public de distribution d'eau potable à toutes les localités de plus de 4 000 habitants et à tous les chefs-lieux de sous-préfecture ;
- l'équipement en systèmes d'hydraulique villageoise améliorée (HVA) de toutes les localités de 2 000 à 4 000 habitants ;
- la création de points d'eau villageois pour les localités de 100 à 2 000 habitants ;
- la sécurisation des infrastructures d'hydrauliques humaines ;
- la mobilisation des ressources en eau potable.

Ainsi, en vue de pérenniser les acquis et promouvoir les infrastructures d'hydraulique, le Gouvernement s'engage à porter la proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source d'eau potable de 85% en 2017 à 90% en 2019.

I-2- Politique sectorielle

Contexte

La préparation du budget 2018 du MIE se déroule dans un environnement socio-politique et économique difficile, lié aux chocs internes et externes auxquels le gouvernement a fait face au cours du premier trimestre de l'exercice 2017. Toutefois, les perspectives de la Côte d'Ivoire demeurent favorables dans son objectif d'atteindre l'émergence à l'horizon 2020. Pour se faire la Côte d'Ivoire devra :

- (i) améliorer l'accès des populations à des infrastructures routières durables et de qualité ;
- (ii) développer des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité.

Présentation de la politique du ministère

La politique du ministère vise à assurer un meilleur niveau de services des infrastructures routières et d'accroître l'accès à l'eau potable.

Principales orientations stratégiques retenues

Celles-ci découlent de l'axe stratégique IV du PND 2016-2020 à savoir « le développement des Infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et la préservation de l'environnement ».

- Au niveau des infrastructures routières

Les grandes orientations du MIE sont les suivantes :

- (i) renforcer les cadres légaux et réglementaires des services des infrastructures routières ;
- (ii) entretenir régulièrement les infrastructures routières ;
- (iii) réhabiliter les infrastructures routières ;
- (iv) construire des infrastructures routières de qualité ;
- (v) renforcer les capacités des acteurs du secteur des infrastructures routières.

- Au niveau des infrastructures d'hydrauliques

Les grandes orientations du ministère sont les suivantes :

- (i) sécuriser les ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable ;
- (ii) réhabiliter les infrastructures d'hydraulique humaine ;
- (iii) construire des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité ;
- (iv) promouvoir des innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine ;
- (v) renforcer la gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- (vi) renforcer les capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable.

Objectifs

L'objectif global du ministère est l'amélioration des infrastructures économiques.

Cet objectif se définit dans l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :

- promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur des infrastructures ;

- assurer un meilleur niveau des infrastructures routières ;
- accroître l'accès à l'eau potable.

Résultats attendus à moyen terme

Les résultats sectoriels attendus avec un impact sur la population sont les suivants :

Au niveau du secteur routier :

- le Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI) : bitumage ou renforcement d'environ 17 km de voiries urbaines sur le PRICI 1. Aussi, 36 km de voiries seront-ils réalisés sur la 2^{ème} phase dont le renforcement du carrefour Samake–mairie d'Abobo, l'aménagement de la rue princesse à Yopougon (y compris le drainage de Wassakara), le renforcement des boulevards Botro–Roussel et République, l'aménagement de la voie du Lycée municipal de Port-Bouët, le bitumage du tronçon Eglise de la destinée - Carrefour Sainte Famille, le bitumage du giratoire Saint-Viateur - Commissariat de la Palmeraie, le renforcement du giratoire Rosiers - Palmeraie, la réhabilitation de la Rue ministre - Saint-Viateur, les travaux de voiries à Abengourou (Chainons manquants sur 5 km), les travaux de voiries à San - Pedro (6 km), le traitement de chainons manquants à San– Pedro (9 km), les voies et réseaux divers (Adzopé, Bondoukou, Bouna, Daloa, Divo et Séguéla), l'aménagement de la baie de Cocody ; PIDUCAS, PACOBA.
- le volet routier du deuxième Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) : la réhabilitation de la route du nord (section Bouaké-Ferké), la réhabilitation du pont FHB, la construction du pont de Béttié, la réalisation de 14 ouvrages métalliques sur les axes ruraux, les travaux de signalisation routière à Abidjan, le renforcement de la route Ferké-Ouangolo et de la route Adzopé-Akoupé-Pont de la Comoé ;
- le renforcement des routes : Aboisso - Noé, Pont Comoé – Abengourou - Agnibilekrou, le bitumage des routes Bouna - Doropo - Frontière Burkina et Bolona – Tengréla - Frontière Mali ;
- le démarrage de nouveaux projets dont les financements sont acquis :
 en matière d'ouvrage d'art avec la construction du 4^{ème} pont d'Abidjan (Yopougon-Plateau), du pont de Béttié, de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise à Abidjan (carrefour SOLIBRA), de 14 ouvrages métalliques ruraux, du pont de Dioulatiédougou ;
 en matière de routes revêtues : la construction de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, le renforcement de la route Bouaké-Ferké et de la route Grand Bassam-Noé, le bitumage des routes Odienné-Gbéléban, Agboville-Rubino-Céchi, Ferké-Nassian-Kong, Tiebissou-Didievi, Adzopé-Yakassé-Attobrou, Programme d'Aménagement des Routes et Facilitation du Transport au sein de l'Union du Fleuve Mano (Danané-Frontière Guinée, Bloléquin-Toulepleu-Frontière Libéria, Tabou-Prollo-Frontière Libéria), Boundiali-Odienné, Mankono-Tiéningboué, Kani-

Boundiali, aménagement de la route pont Comoé-Abengourou, aménagement de la route Mankono-Séguéla, ZouanHounien-Toulepleu et Odienné-Samatiguila-Frontière Mali ; PFCTCAL Aménagement du boulevard de Marseille, Projet de Transport Urbain Abidjan (PTUA)

- le bouclage du financement des projets dont le démarrage est attendu :
en matière d'ouvrages d'art : la construction de fly over sur 5 carrefours à Abidjan, l'échangeur du carrefour Akwaba, de ponts de désenclavement (Taï, Man, Guiglo, Prollo, Kouibly, etc...), de petits ouvrages (dalots) de désenclavement ;
en matière de routes revêtues : le bitumage des routes Divo-Guitry-Côtière, les voiries des chefs-lieux des Districts et de Régions ;
- le programme d'entretien 2016-2018 des routes revêtues et en terre ;
- l'installation des feux tricolores à système intelligent dans la ville d'Abidjan.

Au niveau du secteur hydraulique :

- l'achèvement des grands projets en cours de réalisation notamment : l'exploitation du champ captant de Bonoua phase 2 et de Songon (Yopougon), l'AEP des quartiers péri-urbains d'Abidjan, l'AEP des villes de l'intérieur, l'AEP Abidjan Nord-Est, la réhabilitation de 25 systèmes HVA sur l'étendue du territoire ;
- la réalisation de 45 HVA sur l'étendue du territoire ;
- la réalisation de 81 HVA dans les régions de la Marahoué, du haut Sassandra et du district de Montagnes ;
- la réalisation de 100 forages équipés de PMH dans les régions de l'Agnéby-Tiassa, du Sud-Comoé, du Gontougo, du Bounkani et du Béré ;
- la réalisation de 500 forages dans la zone de production du café-cacao ;
- la réalisation de 500 forages sur toute l'étendue du territoire national ;
- la réalisation de 53 forages dans le sud-ouest ;
- la réalisation de 104 forages dans les régions du Gontougo, du Bounkani, de l'Iffou, du N'Zi et du Béré ;
- le démarrage des nouveaux projets notamment :
 - ✓ l'AEP des régions du Gôh et de la Marahoué à partir des eaux du Bandama;
 - ✓ l'AEP villes d'Adzopé, Bouna et Bondoukou, Aboisso, Abengourou et localités environnantes;
 - ✓ la réalisation de 200 forages/don Japonais;
 - ✓ la réalisation de Dignes et Seuil des retenues d'eau d'AEP;
 - ✓ le projet d'entretien et de maintenance des HV;
 - ✓ l'AEP de la ville de Tafiré et les localités environnantes;

- ✓ l'AEP District des Montagnes et l'AEP des localités Nord- Est et Nord- Ouest;
- ✓ le projet de renforcement de desserte d'Abobo;
- ✓ le projet d'extension d'AEP d'Abidjan sud;
- ✓ la réalisation de 80 forages équipés de PMH dans les régions de l'Agnéby-Tiassa, du Sud-Comoé, du Gontougou, du Bounkani et du Béré;
- ✓ le Programme Régional d'Aménagement Hydraulique Multi-Usage à Nabingué (S/P Ouangolo) ;
- le Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU) :
 - ✓ renforcement du système d'alimentation en Eau Potable de Daoukro;
 - ✓ travaux d'adduction en Eau Potable de Tiassalé, N'Douci et N'zianouan;
 - ✓ travaux de renforcement du système d'adduction d'eau potable de la ville d'Agboville;
 - ✓ renforcement de l'Alimentation en Eau Potable des villes de Korhogo et Ferkessédougou;
 - ✓ travaux de renforcement des installations de production d'eau potable de la ville de Bingerville;
 - ✓ renforcement de l'Alimentation en Eau Potable de la ville de Béoumi ;
- le PRICI additionnel : Aménagement de la station de Kan dans la ville de Bouaké.

I-3- Mission-vision du Ministère

La vision du Ministère est de « doter la Côte d'Ivoire d'infrastructures économiques modernes qui soient à la hauteur des ambitions de développement du pays ».

Dans le cadre de ses attributions, le Ministère des Infrastructures Economiques « est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays en infrastructures dans les domaines des travaux publics », conformément au décret N°2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- En matière de routes et d'ouvrages d'art : maîtrise d'ouvrage, suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion ;
- En matière d'infrastructures d'hydraulique humaine : maîtrise d'ouvrage, suivi de la conception et de la réalisation des adductions d'eau publiques, des points d'eau villageois et des systèmes d'hydraulique villageoise améliorée ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion.

I-4- Identification des programmes

Pour la relance du secteur des infrastructures économiques, le Ministère a défini trois programmes qui sont :

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Infrastructures routières et Ouvrages d'art
- Programme 3 : Infrastructures d'hydraulique humaine

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP
<p>P1 : ADMINISTRATION GENERALE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - CABINET - Service de la Documentation et des Archives - Service des Affaires Juridiques - Service de l'Informatique, des technologies de l'Information et de la Communication - Service Communication et des Relations Publiques -Service de la Coopération Internationale Cellule de Passation des Marchés-MIE - Inspection Générale - DDPE - DRH - DAFP - DPE - CNC-CGPE - DRIE 		<p>Réhabilitation des locaux des directions territoriales Développement Urbain - Eau / C2D</p>

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP
<p>P2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ART</p>	<ul style="list-style-type: none"> - DGIR - DPSS - DENRVT - DRR - DTIR 	<ul style="list-style-type: none"> - AGEROUTE - LBTP - FER* - PRICI 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures de Transport-Routes/ C2D - Routes/2ème C2D - Aménagement route Boundiali-Odienne frontière Guinée - Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI / Phase 2) - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké – Section Yamoussoukro - Tiébissou - Aménagement de la route Tiebissou – Didievi – Bocanda - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation de transport au sein du fleuve Mano ; - Indemnisation travaux routiers /AGEROUTE - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoirio-Japonaise ; - Aménagement de la route Adzopé – Yakassé-Attobrou ; - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 1 : Abidjan - Dabou - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 2 : Dabou - San - Pedro - Projet de Transport Urbain d'Abidjan - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani – Boundiali San-Pedro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) - Aménagement et bitumage de la route Odienné Samatiguila-frontière-Mali et bretelle de Kaniasso et Kouban (2019) - Projet de voirie Abidjan - Aménagement de la route Boundiali – Tengrela frontière mali / section Bolona-Tengrela frontière mali - Aménagement de la route Bouna-Doropo - Frontière Burkina

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP
			<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de la route Bouna-Vonkoro (2019) - Aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou - Aménagement de la route Mankono–Tiéningboué - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Seguela - Mankono - Bitumage axe Odiénné –Gbelegban - Bitumage axe Agboville – Cechi - Bitumage axe Ferké – Kong y compris axe Aéroport ville de Korhogo - Construction de 3 ouvrages d’art départements de Man – Guiglo – Tai - programme de renforcement et d'aménagement des voiries structurantes des districts et des chefs-lieux de région (route : Aménagement du bord de mer de l’autoroute Abidjan-Gd-Bassam, voirie ville de Kouto, Travaux d’aménagement Voiries Abidjan,) - Aménagement de la route Guitry –Divo - Aménagement de la Baie de Cocody - Projet d’Infrastructures pour le Développement Humain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) - Projet de Facilitation, Commerce, Transport Abidjan-Lagos (PFCTCAL) - Projet d’Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)

- Le Fonds d'Entretien Routier (FER) dans sa structure administrative dépend du Ministère des Infrastructures Economiques mais le financement est logé au Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP
<p>P2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ART</p>	<ul style="list-style-type: none"> - DGIR - DPSS - DENRVT - DRR - DTIR 	<ul style="list-style-type: none"> - AGEROUTE - LBTP - FER* - PRICI 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures de Transport-Routes/ C2D - Routes/2ème C2D - Aménagement route Boundiali-Odienne frontière Guinée - Programme de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI / Phase 2) - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké – Section Yamoussoukro - Tiébissou - Aménagement de la route Tiebissou – Didievi – Bocanda - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation de transport au sein du fleuve Mano ; - Indemnisation travaux routiers /AGEROUTE - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoirio-Japonaise ; - Aménagement de la route Adzopé – Yakassé-Attobrou ; - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 1 : Abidjan - Dabou - Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San – Pedro / Section 2 : Dabou - San - Pedro - Projet de Transport Urbain d'Abidjan - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani – Boundiali San-Pedro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) - Aménagement et bitumage de la route Odienné Samatiguila-frontière-Mali et bretelle de Kaniasso et Kouban (2019) - Projet de voirie Abidjan - Aménagement de la route Boundiali – Tengrela frontière mali / section Bolona-Tengrela frontière mali - Aménagement de la route Bouna-Doropo - frontière Burkina

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISME SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP
			<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de la route Bouna-Vonkoro (2019) - Aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou - Aménagement de la route Mankono–Tiéningboué - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Seguela - Mankono - Bitumage axe Odiénné –Gbelegban - Bitumage axe Agboville – Cechi - Bitumage axe Ferké – Kong y compris axe Aéroport ville de Korhogo - Construction de 3 ouvrages d’art départements de Man – Guiglo – Tai - programme de renforcement et d'aménagement des voiries structurantes des districts et des chefs-lieux de région (route : Aménagement du bord de mer de l’autoroute Abidjan-Gd-Bassam, voirie ville de Kouto, Travaux d’aménagement Voiries Abidjan,) - Aménagement de la route Guitry –Divo - Aménagement de la Baie de Cocody - Projet d’Infrastructures pour le Développement Humain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) - Projet de Facilitation, Commerce, Transport Abidjan-Lagos (PFCTCAL) - Projet d’Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP
<p>P3 : INFRASTRUCTURES D'HYDRAULIQUE HUMAINE</p>	<p>- DGIHH - DPS - DHNRQ</p> <p>-DTH</p>	<p>ONEP</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Eau potable/2ème C2D - Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PREMU) - -Programme hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM) - -Indemnisation des travaux hydrauliques - Immatriculation foncière des sites des ouvrages d'Hydraulique humaine - Réhabilitation des digues et seuil de retenues d'eau - -Alimentation Eau Potable péri-urbain des villes de l'intérieur - Projet d'alimentation en eau potable dans le District des Montagnes - Projet d'AEP dans la région de l'Est (Bouna et Bondoukou) - AEP localités Nord – Est et Nord-Ouest (Programme Hydraulique Rurale) - Alimentation de la ville d'Adzopé (Fonds Koweitien) - AEP régions du Gôh et Marahoué (RPE) - AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé à Daloa - -Exploitation champ captant de Bonoua/Gvt chinois Phase 2 - -Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes - -Renforcement en AEP de la ville d'Aobisso et de ses localités environnantes - -Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, Hygiène et Assainissement (PADEHA) - -Renforcement de l'AEP de la ville d'odiéne à partir du fleuve Bagoué et desserte des localités de kimbirila sud, tieme - Renforcement du système d'AEP de la ville de Sassandra et alimentation des localités de Pauly brousse et Dakpadou - Renforcement du système d'AEP des localités de Ferké, Korhogo, Sinematiali, Waraniene, Tongonierà partir de Ferké

			<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du système d'AEP de la ville de Soubré et des localités d'Okrouyo, de Méagui et de Grand Zattri - Renforcement du système d'AEP des localités d'Oumé, Diégonéfla, Hiré, Dokoumbo, Toumodi - Renforcement du système d'AEP des localités de Yamoussoukro, Didiévi, Tiébissou à partir du fleuve Bandama - Renforcement du système d'AEP de la ville de Bouaflé et de sa région à partir de la Marahoué - Projet de renforcement de l'AEP de la ville de Tanda et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé a Amapo - Alimentation en eau potable de 31 villes secondaires - Projet de renforcement et d'Alimentation en Eau Potable de la ville d'Abengourou - Programme Régional d'Aménagement Hydraulique Multi – usages - Opération d'Entretien et de Maintenance des Pompes à Motricité Humaine
--	--	--	--

II.1.2- Tableau de performance

Programmes-1 : Administration Générale								
		Indicateurs de performance	Unité	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul des indicateurs
Objectif global ou stratégique : Promouvoir une administration moderne et performante		Indicateur 1 : Nombre de textes appliqués		3	3	3	3	chiffrage
Objectif spécifique 1	Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures économiques	Nombre de textes légaux et réglementaires adoptés	U	3	3	3	3	Chiffrage
Objectif spécifique 2	Améliorer la qualité des infrastructures routières	Cartographie du domaine public élaboré	U	2	2	2	2	Nombre de cartographie de sites effectué au cours d'une année
		PIP élaboré	U	1	1	1	1	PIP élaboré pendant une année
		Nombre de rapport d'évaluation produit	U	2	2	2	2	Nombre d'évaluations annuelles des projets du ministère
Objectif spécifique 3	Assurer une gestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Nombre de formation annuelle	U	3	3	3	3	Nombre de formations effectuées par an
		Cartographie des effectifs du MIE élaborée	U	1	1	1	1	Recensement annuel des agents du ministère
		Taux d'exécution du budget	%	75	80	85	90	(Total engagement/total dotation) x 100
Objectif spécifique 4	Améliorer le système d'information et de communication interne et externe	Taux de satisfaction de la population par rapport aux actions du Ministère	%	60	80	85	90	(Nombre de personnes enquêtées sur nombre total de personnes à enquêter)X100

Programmes-2 : Infrastructures routières et ouvrages d'art

	Indicateurs de performance	Unité	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul des indicateurs	
				2018	2019	2020		
Objectif global ou stratégique : Assurer un meilleur niveau de service des infrastructures routières	Taux d'accroissement du réseau routier bitumé	%	4,5	5	8	10	(Linéaire de routes bitumés/linéaire de routes prévu)x100	
Objectif spécifique 1	Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité des structures du secteur routier	Nombre de projets de textes adoptés	U	1	1	0	0	Nombre de textes adoptés au cours d'une année budgétaire
		Taux de satisfaction des usagers sur le réseau routier	%	60	65	70	75	(Nombre de personnes enquêtées sur nombre de personnes à enquêter) X 100
Objectif spécifique 2	Améliorer la qualité des infrastructures routières	Linéaires de routes construites	Km	250	300	350	400	Total de km de routes construites par an
		Linéaires de routes entretenues	Km	10 000	15 000	20 000	25 000	Total de km de routes entretenues par an
		Nombre d'ouvrages réalisés	U	2	14	03	2	Total des ouvrages réalisés par an
		Nombre d'études réalisées	U	25	25	25	25	Total d'études réalisées par an

Programmes-3 : Infrastructures d'hydrauliques humaines

		Indicateurs de performance	Unité	Situation de référence 2017	Cibles			Méthode de calcul des indicateurs
					2018	2019	2020	
Objectif global ou stratégique : Accroître l'accessibilité à l'eau potable		Proportion de la population ayant accès d'une façon durable à une source d'eau potable.	%	80	85	90	90	Rapport entre la population ayant accès de façon durable à une source et la population totale
Objectif spécifique 1	Améliorer le cadre légal et l'opérationnalité du secteur de l'eau	Nombre de projets de textes adoptés	U	1	1	1	1	Projets de texte adopté par an
		Nombre de rapport de suivi et d'évaluation	U	15	22	25	25	Nombre de suivi et d'évaluations annuelles des projets du ministère
Objectif spécifique 2	Améliorer l'accès des populations à l'eau potable	Nombre de zones sécurisées	U	2	10	10	10	Total des zones sécurisées par an
		Taux de la population urbaine ayant accès à une source d'eau potable	%	80	85	90	90	Le rapport entre la population ayant accès à un point d'eau (branchement, bornes fontaines) et la population totale de la zone.
		Taux de la population rurale ayant accès à une source d'eau potable	%	80	85	90	90	

II.1.3- Tableau financier global

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
1. RESSOURCES	320 001,68	174 309,08	200 058,94	758 087,98	831 946,19	146 291,79	4 575,04	61 534,56	0,00	0,00	893 480,75	146 291,79	4 575,04
1.1 Ressources Intérieures	194 139,46	134 125,98	150 862,17	355 173,99	374 708,58	92 537,16	4 575,04	45 334,56	0,00	0,00	420 043,15	92 537,16	4 575,04
1.1.1 Budget Etat	194 139,46	134 125,98	150 862,17	355 173,99	374 708,58	92 537,16	4 575,04	45 334,56	0,00	0,00	420 043,15	92 537,16	4 575,04
1.1.2 Recettes propres (structures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Ressources Extérieures	125 862,22	40 183,11	49 196,77	402 913,99	457 237,60	53 754,63	0,00	16 200,00	0,00	0,00	473 437,60	53 754,63	0,00
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	125 862,22	40 183,11	49 196,77	402 913,99	457 237,60	53 754,63	0,00	16 200,00	0,00	0,00	473 437,60	53 754,63	0,00
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2. CHARGES	320 001,68	174 309,08	200 058,94	758 087,98	831 946,19	146 291,79	4 575,04	61 534,56	0,00	0,00	893 480,75	146 291,79	4 575,04
2.1 Personnel	2 110,57	2 454,59	2 307,23	2 416,84	2 458,99	2 531,71	1 050,38	0,00	0,00	0,00	2 458,99	2 531,71	1 050,38
2.1.1 Solde y compris EPN	2 110,57	2 454,59	2 307,23	2 416,84	2 458,99	2 531,71	1 050,38	0,00	0,00	0,00	2 458,99	2 531,71	1 050,38
2.1.2 Contractuels hors solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2 Biens et services	2 067,39	2 181,04	1 833,28	2 478,75	2 030,21	2 757,63	2 840,36	0,00	0,00	0,00	2 030,21	2 757,63	2 840,36
2.3 Transferts et subventions	48 045,82	1 386,39	1 016,26	120 140,23	142 565,21	664,37	684,30	0,00	0,00	0,00	142 565,21	664,37	684,30
2.4 Investissement*	267 777,91	168 287,07	194 902,17	633 052,15	684 891,78	140 338,07	0,00	61 534,56	0,00	0,00	746 426,34	140 338,07	0,00
Trésor	141 915,69	128 103,96	145 705,40	230 138,16	227 654,18	86 583,45	0,00	45 334,56	0,00	0,00	272 988,74	86 583,45	0,00
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	125 862,22	40 183,11	49 196,77	402 913,99	457 237,60	53 754,63	0,00	16 200,00	0,00	0,00	473 437,60	53 754,63	0,00

* Budget actuel correspond au Collectif 2017

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			PROJECTION FINALE		
	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 019	2 020
Dépenses de personnel	865	986	966	998	1015	1050	1050	1015	1050	1050
Dépenses en biens et services	1518	1833	1499	2069	1776	2265	2333	1776	2265	2333
Transferts (1)	103	122	92	93	93	213	219	93	213	219
Investissements	13489	9563	12201	13200	14668	15542	0	14668	15542	0
<i>Trésor</i>	13489	9563	12201	13200	14668	15542	0	14668	15542	0
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES	15 974	12 503	14 757	16 360	17 552	19 070	3 602	17 552	19 070	3 602

* Budget actuel correspond au Collectif 2017

PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ART

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTION FINALE		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Dépenses de personnel	633	740	675	721	734	741	0	0	0	0	734	741	0
Dépenses en biens et services	248	229	216	265	167	316	325	0	0	0	167	316	325
Transferts (1)	47 203	641	571	119 821	142 340	176	181	0	0	0	142 340	176	181
Investissements	157 079	127 257	156 389	524 290	602 824	97 733	0	50 330	0	0	653 153	97 733	0
<i>Trésor</i>	91 750	94 692	111 243	194 489	201 039	64 151	0	34 130	0	0	235 169	64 151	0
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	65 329	32 565	45 147	329 801	401 785	33 582	0	16 200	0	0	417 985	33 582	0
DEPENSES TOTALES	205 162	128 868	157 851	645 096	746 064	98 966	507	50 330	0	0	796 394	98 966	507

PROGRAMME 3 : INFRASTRUCTURES D'HYDRAULIQUES HUMAINES

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTION FINALE		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Dépenses de personnel	612	729	666	698	710	740	-	-	-	-	710	740	-
Dépenses en biens et services	302	119	119	145	87	177	182	-	-	-	87	177	182
Transferts (1)	740	623	354	226	132	275	284	-	-	-	132	275	284
Investissements	97 211	31 467	26 312	95 562	67 400	27 064	-	11 205	-	-	78 605	27 064	-
<i>Trésor</i>	36 677	23 849	22 262	22 449	11 947	6 891	-	11 205	-	-	23 152	6 891	-
<i>Financement extérieur (Dons/Emprunts)</i>	60 534	7 618	4 050	73 113	55 453	20 173	-	-	-	-	55 453	20 173	-
DEPENSES TOTALES	98 865	32 938	27 451	96 632	68 329	28 256	466	11 205	-	-	79 534	28 256	466

* Budget actuel correspond au Collectif 2017

II.1.2- Tableau synthétique du budget programme

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE													
Action 1: coordination et animation du ministère.													
Biens services	292,04	258,55	237,77	250,24	174,65	329,62	339,51	0,00	0,00	0,00	174,65	329,62	339,51
Transfert	102,57	122,05	91,76	92,93	92,93	212,99	219,38	0,00	0,00	0,00	92,93	212,99	219,38
Investissement	13 449,81	9 430,08	12 058,85	12 705,25	14 603,64	15 041,75	0,00	0,00	0,00	0,00	14 603,64	15 041,75	0,00
Trésor	13 449,81	9 430,08	12 058,85	12 705,25	14 603,64	15 041,75	0,00	0,00	0,00	0,00	14 603,64	15 041,75	0,00
Total Action 1	13 844,43	9 810,68	12 388,38	13 048,42	14 871,22	15 584,36	558,89	0,00	0,00	0,00	14 871,22	15 584,36	558,89
Biens services	292,04	258,55	237,77	250,24	174,65	329,62	339,51	0,00	0,00	0,00	174,65	329,62	339,51
Définir et coordonner les activités des structures du Ministère (Cabinet)	32,69	30,58	27,79	30,85	32,50	37,54	38,66	0,00	0,00	0,00	32,50	37,54	38,66
Planifier et suivre les activités quotidiennes du Ministère (Secrétariat général)	7,01	8,72	7,66	8,98	0,00	10,92	11,25	0,00	0,00	0,00	0,00	10,92	11,25
Gérer la résidence du Ministre (résidence du Minsitre)	3,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sensibiliser et encadrer les comités villageois de gestion des pompes à motricité humaine	25,50	35,00	40,00	37,61	22,49	45,89	47,26	0,00	0,00	0,00	22,49	45,89	47,26
Gérer les conférences et missions hors Côte d'Ivoire (solde/gestion des conférences)	3,50	13,08	0,00	30,00	30,00	31,83	32,78	0,00	0,00	0,00	30,00	31,83	32,78
Animer et coordonner les activités des Infrastructures Portuaire, aéroportuaire et Ferroviaire (DGIPAF)	7,52	8,40	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer le suivi et le fonctionnement des activités des infrastructures Portuaires (DIP)	6,39	7,00	2,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assurer le suivi et le fonctionnement des activités des infrastructures aéroportuaire (DIA)	4,91	7,00	2,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assurer le suivi et le fonctionnement des activités des infrastructures Ferroviaire (DIF)	6,76	7,00	2,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Effectuer des missions de prospection auprès des PTF (Coopération internationale)	6,60	2,48	2,48	3,10	3,75	3,77	3,88	0,00	0,00	0,00	3,75	3,77	3,88
Veiller à l'exécution de la politique du ministère (Inspection Générale)	39,00	10,80	10,34	12,07	7,20	14,68	15,12	0,00	0,00	0,00	7,20	14,68	15,12
Conserver et assurer la gestion des plans et archives du Ministère (DFDA)	6,64	4,76	32,89	6,49	3,87	7,89	8,13	0,00	0,00	0,00	3,87	7,89	8,13
Diligenter l'instruction des textes du Ministère (AJ)	5,53	4,90	4,27	4,68	5,70	36,05	37,13	0,00	0,00	0,00	5,70	36,05	37,13
coordonner les travaux de réalisation d'infrastructures dans les circonscriptions administratives													
DR YAMOOUSSOUKRO	7,59	6,04	4,48	5,03	2,98	6,09	6,27	0,00	0,00	0,00	2,98	6,09	6,27
DR DIMBOKRO	6,97	5,84	4,55	6,52	3,89	7,94	8,18	0,00	0,00	0,00	3,89	7,94	8,18
DR BOUAKE	7,13	5,91	4,55	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR SEQUELA	6,18	5,09	4,55	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR TOUBA	6,10	5,06	4,55	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR ODIENNE	7,40	6,35	6,35	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR KORHOGO	6,35	5,95	4,67	7,11	4,21	8,59	8,85	0,00	0,00	0,00	4,21	8,59	8,85
DR BONDOUKOU	6,75	5,49	4,64	4,98	2,94	6,01	6,19	0,00	0,00	0,00	2,94	6,01	6,19

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
DR DALOA	6,11	5,21	4,45	5,05	2,97	6,05	6,23	0,00	0,00	0,00	2,97	6,05	6,23
DR GAGNOA	6,41	5,35	4,64	4,98	2,94	6,01	6,19	0,00	0,00	0,00	2,94	6,01	6,19
DR BOUAFLE	6,14	5,23	4,64	4,98	2,94	6,01	6,19	0,00	0,00	0,00	2,94	6,01	6,19
DR MAN	6,16	5,44	4,85	5,15	2,99	6,11	6,29	0,00	0,00	0,00	2,99	6,11	6,29
DR GUIGLO	6,08	5,08	4,55	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR DIVO	5,99	4,75	4,62	4,96	2,94	6,00	6,18	0,00	0,00	0,00	2,94	6,00	6,18
DR SAN-PEDRO	6,20	5,28	4,55	6,79	4,05	8,26	8,51	0,00	0,00	0,00	4,05	8,26	8,51
DR ABENGOUROU	6,29	5,19	4,64	4,98	2,94	6,01	6,19	0,00	0,00	0,00	2,94	6,01	6,19
DR ABOISSO	5,76	5,08	4,55	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR AGBOVILLE	2,93	4,83	4,55	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR ABIDJAN	5,79	5,85	5,25	6,71	4,00	8,17	8,41	0,00	0,00	0,00	4,00	8,17	8,41
DR DAOUKRO	6,32	5,21	4,53	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
DR ADZOPE	5,89	5,40	4,70	5,11	3,01	6,14	6,32	0,00	0,00	0,00	3,01	6,14	6,32
DR FERKE	6,05	5,18	4,09	4,90	2,92	5,97	6,14	0,00	0,00	0,00	2,92	5,97	6,14
Transfert	102,57	122,05	91,76	92,93	92,93	212,99	219,38	0,00	0,00	0,00	92,93	212,99	219,38
Gérer la régie relative à la convention entre le MIE et le BNEDT (Convention BNEDT)	39,60	58,74	66,00	67,17	67,17	185,66	191,23	0,00	0,00	0,00	67,17	185,66	191,23
Suivre la gestion de la convention entre le MIE et le BNEDT (Convention BNEDT)	62,97	63,31	25,76	25,76	25,76	27,33	28,15	0,00	0,00	0,00	25,76	27,33	28,15
Investissement	13 449,81	9 430,08	12 058,85	12 705,25	14 603,64	15 041,75	0,00	0,00	0,00	0,00	14 603,64	15 041,75	0,00
Trésor	13 449,81	9 430,08	12 058,85	12 705,25	14 603,64	15 041,75	0,00	0,00	0,00	0,00	14 603,64	15 041,75	0,00
Evaluer et faire connaître les besoins des circonscriptions administratives en matière d'infrastructures économiques (Transfert Participation collectivités territoriales et autres participations)													
District de Yamoussoukro	503,00	198,71	314,50	441,00	442,75	456,03	0,00	0,00	0,00	0,00	442,75	456,03	0,00
Conseil Régional d'Abengourou	90,00	38,50	89,25	110,00	145,00	149,35	0,00	0,00	0,00	0,00	145,00	149,35	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Conseil Régional de Gagnoa	613,00	139,34	194,90	214,12	267,71	275,74	0,00	0,00	0,00	0,00	267,71	275,74	0,00
Conseil Régional de Touba	400,79	258,22	206,76	222,57	276,47	284,77	0,00	0,00	0,00	0,00	276,47	284,77	0,00
Conseil Régional de Bouaflé	341,51	256,20	294,95	330,97	415,00	427,45	0,00	0,00	0,00	0,00	415,00	427,45	0,00
Conseil Régional de Guiglo	328,38	184,45	249,37	299,05	262,00	269,86	0,00	0,00	0,00	0,00	262,00	269,86	0,00
Conseil Régional de Divo	394,42	201,48	244,69	363,82	421,59	434,24	0,00	0,00	0,00	0,00	421,59	434,24	0,00
Conseil Régional de Duekoué	410,00	307,80	246,50	404,60	251,25	258,78	0,00	0,00	0,00	0,00	251,25	258,78	0,00
Conseil Régional d'Aboisso	55,00	38,50	77,00	120,59	146,86	151,26	0,00	0,00	0,00	0,00	146,86	151,26	0,00
Conseil Régional d'Agboville	304,30	136,40	243,10	381,40	258,27	266,02	0,00	0,00	0,00	0,00	258,27	266,02	0,00
Conseil Régional d'Adzopé	336,81	190,40	98,13	139,81	260,00	267,80	0,00	0,00	0,00	0,00	260,00	267,80	0,00
Conseil Régional de Minignan	315,00	156,10	219,73	363,61	364,61	375,55	0,00	0,00	0,00	0,00	364,61	375,55	0,00
Conseil Régional d'Odienné	264,18	186,20	349,78	319,50	439,50	452,69	0,00	0,00	0,00	0,00	439,50	452,69	0,00
Conseil Régional de Bouna	341,12	165,29	192,21	216,35	206,35	212,54	0,00	0,00	0,00	0,00	206,35	212,54	0,00
Conseil Régional de Bondoukou	308,64	267,26	315,35	288,82	322,27	331,94	0,00	0,00	0,00	0,00	322,27	331,94	0,00
Conseil Régional de Mankono	249,89	161,28	191,34	300,90	127,73	131,56	0,00	0,00	0,00	0,00	127,73	131,56	0,00
Conseil Régional de Man	410,00	287,00	386,75	221,00	281,80	290,26	0,00	0,00	0,00	0,00	281,80	290,26	0,00
Conseil Régional de Soubré	282,00	80,50	16,15	0,00	100,00	103,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	0,00
Conseil Régional de Séguéla	200,00	209,39	216,58	127,00	266,27	274,26	0,00	0,00	0,00	0,00	266,27	274,26	0,00
Conseil Régional de San-pedro	455,00	240,98	312,59	313,00	527,67	543,50	0,00	0,00	0,00	0,00	527,67	543,50	0,00
Conseil Régional de Sassandra	520,00	245,60	383,83	377,72	386,88	398,48	0,00	0,00	0,00	0,00	386,88	398,48	0,00
Conseil Régional de Daoukro	268,80	105,70	184,45	246,50	214,00	220,42	0,00	0,00	0,00	0,00	214,00	220,42	0,00
Conseil Régional de Daloa	281,00	213,88	279,56	116,20	109,00	112,27	0,00	0,00	0,00	0,00	109,00	112,27	0,00
Conseil Régional de Dimbokro	304,00	123,38	331,50	159,90	205,00	211,15	0,00	0,00	0,00	0,00	205,00	211,15	0,00
Conseil Régional de Bongouanou	273,50	228,14	209,02	175,05	88,05	90,69	0,00	0,00	0,00	0,00	88,05	90,69	0,00
Conseil Régional de Didiévi	345,00	188,73	122,41	195,01	231,01	237,95	0,00	0,00	0,00	0,00	231,01	237,95	0,00
Conseil Régional de Dabou	230,00	166,01	216,03	155,00	318,15	327,70	0,00	0,00	0,00	0,00	318,15	327,70	0,00
Conseil Régional de Katiola	230,13	180,25	181,10	188,63	106,00	109,18	0,00	0,00	0,00	0,00	106,00	109,18	0,00
Conseil Régional de Bouaké	255,92	147,55	196,40	494,66	269,00	277,07	0,00	0,00	0,00	0,00	269,00	277,07	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Conseil Régional de Korgho	115,03	105,00	199,75	100,00	100,00	103,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	103,00	0,00
Conseil Régional de Ferkessedougou	275,00	257,09	471,75	549,27	301,15	310,19	0,00	0,00	0,00	0,00	301,15	310,19	0,00
Conseil Régional de Boundiali	190,00	97,30	147,48	150,00	89,00	91,67	0,00	0,00	0,00	0,00	89,00	91,67	0,00
Commune de Booko	14,00	40,53	45,94	14,77	28,80	29,66	0,00	0,00	0,00	0,00	28,80	29,66	0,00
Commune de Minignan	12,17	21,59	28,48	29,00	54,00	55,62	0,00	0,00	0,00	0,00	54,00	55,62	0,00
Commune de Dualla	34,98	41,11	49,92	58,88	59,51	61,30	0,00	0,00	0,00	0,00	59,51	61,30	0,00
Commune de Koonan	14,80	18,72	27,95	44,04	51,44	52,98	0,00	0,00	0,00	0,00	51,44	52,98	0,00
Commune de Tienko	5,00	18,66	0,00	22,29	30,40	31,31	0,00	0,00	0,00	0,00	30,40	31,31	0,00
Commune de Diegonéfla	23,44	14,35	14,45	5,29	39,97	41,16	0,00	0,00	0,00	0,00	39,97	41,16	0,00
Commune de Fresco	0,00	0,00	0,00	10,01	22,34	23,01	0,00	0,00	0,00	0,00	22,34	23,01	0,00
Commune d'Agnibilékro	0,00	27,97	23,77	10,00	19,21	19,79	0,00	0,00	0,00	0,00	19,21	19,79	0,00
Commune d'Agboville	23,36	14,00	33,15	28,36	43,36	44,66	0,00	0,00	0,00	0,00	43,36	44,66	0,00
Commune de Yamoussoukro	8,15	40,37	49,01	56,85	42,66	43,94	0,00	0,00	0,00	0,00	42,66	43,94	0,00
Commune de Sifé	30,55	17,85	1,95	8,10	26,79	27,59	0,00	0,00	0,00	0,00	26,79	27,59	0,00
Commune de Koro	22,58	27,70	42,50	46,00	31,91	32,87	0,00	0,00	0,00	0,00	31,91	32,87	0,00
Commune de Tiémé	15,39	21,00	10,23	3,00	43,91	45,23	0,00	0,00	0,00	0,00	43,91	45,23	0,00
Commune de Doropo	18,12	0,00	18,24	34,46	16,43	16,92	0,00	0,00	0,00	0,00	16,43	16,92	0,00
Commune d'Issia	10,00	0,00	0,00	0,00	19,03	19,60	0,00	0,00	0,00	0,00	19,03	19,60	0,00
Commune d'Oumé	16,66	2,10	8,50	21,48	50,74	52,26	0,00	0,00	0,00	0,00	50,74	52,26	0,00
Commune de Bouaflé	25,09	14,76	35,78	0,00	33,81	34,83	0,00	0,00	0,00	0,00	33,81	34,83	0,00
Commune de Duékoué	9,00	9,80	7,65	30,00	48,90	50,37	0,00	0,00	0,00	0,00	48,90	50,37	0,00
Commune de Hiré	10,00	22,12	22,69	28,00	19,26	19,84	0,00	0,00	0,00	0,00	19,26	19,84	0,00
Commune d'Abengourou	29,92	31,45	0,00	0,00	75,76	78,04	0,00	0,00	0,00	0,00	75,76	78,04	0,00
Commune d'Adiaké	25,02	23,11	28,05	28,00	51,39	52,94	0,00	0,00	0,00	0,00	51,39	52,94	0,00
Commune d'Agou	8,14	8,75	0,00	24,94	43,10	44,39	0,00	0,00	0,00	0,00	43,10	44,39	0,00
Commune de Toumodi	10,00	14,00	24,68	26,04	50,43	51,94	0,00	0,00	0,00	0,00	50,43	51,94	0,00
Commune de Djibrosso	10,60	23,91	22,66	27,20	45,83	47,21	0,00	0,00	0,00	0,00	45,83	47,21	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Commune de Guinteguéla	18,65	7,08	49,55	29,70	33,64	34,65	0,00	0,00	0,00	0,00	33,64	34,65	0,00
Commune d'Odiénné	29,50	80,59	94,07	20,00	28,52	29,37	0,00	0,00	0,00	0,00	28,52	29,37	0,00
Commune de Sinématiali	22,43	31,24	23,14	34,73	29,82	30,71	0,00	0,00	0,00	0,00	29,82	30,71	0,00
Commune d'Assuéfry	37,05	25,93	31,49	0,00	48,39	49,84	0,00	0,00	0,00	0,00	48,39	49,84	0,00
Commune de Bédiala	30,00	26,87	15,47	18,00	26,33	27,12	0,00	0,00	0,00	0,00	26,33	27,12	0,00
Commune d'Ouragahio	20,00	6,78	19,55	7,47	25,50	26,27	0,00	0,00	0,00	0,00	25,50	26,27	0,00
Commune de Zuénoula	21,00	7,00	11,02	16,00	8,97	9,23	0,00	0,00	0,00	0,00	8,97	9,23	0,00
Commune de Kouibly	19,53	8,27	0,00	0,00	28,17	29,01	0,00	0,00	0,00	0,00	28,17	29,01	0,00
Commune de Bloléquin	40,30	24,43	35,62	32,18	58,96	60,73	0,00	0,00	0,00	0,00	58,96	60,73	0,00
Commune de Zikisso	35,18	15,63	8,50	38,91	19,83	20,42	0,00	0,00	0,00	0,00	19,83	20,42	0,00
Commune de Grand-Zatry	14,75	7,60	5,10	11,81	33,14	34,13	0,00	0,00	0,00	0,00	33,14	34,13	0,00
Commune de Niabli	5,00	6,30	0,00	15,11	43,03	44,32	0,00	0,00	0,00	0,00	43,03	44,32	0,00
Commune de Bonoua	30,00	28,14	14,28	41,85	36,25	37,33	0,00	0,00	0,00	0,00	36,25	37,33	0,00
Commune d'Akoupé	34,34	0,00	4,25	10,00	34,00	35,02	0,00	0,00	0,00	0,00	34,00	35,02	0,00
Commune de Djékanou	24,02	23,58	39,61	24,12	51,07	52,60	0,00	0,00	0,00	0,00	51,07	52,60	0,00
Commune de M'bahiakro	26,26	17,23	29,93	26,68	38,71	39,87	0,00	0,00	0,00	0,00	38,71	39,87	0,00
Commune de Diabo	20,56	15,79	31,51	33,95	36,55	37,64	0,00	0,00	0,00	0,00	36,55	37,64	0,00
Commune de Kounahiri	25,00	30,38	36,13	45,00	16,07	16,55	0,00	0,00	0,00	0,00	16,07	16,55	0,00
Commune de Borotou	21,00	12,34	15,30	35,39	54,30	55,93	0,00	0,00	0,00	0,00	54,30	55,93	0,00
Commune de Dioulatiédougou	0,00	21,54	6,01	4,50	28,00	28,84	0,00	0,00	0,00	0,00	28,00	28,84	0,00
Commune de Tengréla	4,92	0,00	0,00	9,89	21,69	22,34	0,00	0,00	0,00	0,00	21,69	22,34	0,00
Commune de Tanda	17,58	20,00	15,30	15,30	28,69	29,56	0,00	0,00	0,00	0,00	28,69	29,56	0,00
Commune de Vavoua	38,34	29,18	31,26	34,86	24,39	25,13	0,00	0,00	0,00	0,00	24,39	25,13	0,00
Commune de Gagnoa	15,46	6,62	27,16	40,96	30,39	31,30	0,00	0,00	0,00	0,00	30,39	31,30	0,00
Commune de Sinfra	30,00	14,00	25,50	36,49	26,49	27,29	0,00	0,00	0,00	0,00	26,49	27,29	0,00
Commune de Gbonné	20,00	24,47	24,98	7,57	44,66	46,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44,66	46,00	0,00
Commune de Guiglo	0,00	22,31	30,55	23,71	44,10	45,42	0,00	0,00	0,00	0,00	44,10	45,42	0,00
Commune de Divo	12,00	10,33	25,30	17,26	21,63	22,27	0,00	0,00	0,00	0,00	21,63	22,27	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Commune de Grabo	0,00	5,46	0,00	11,21	49,31	50,79	0,00	0,00	0,00	0,00	49,31	50,79	0,00
Commune de Béttié	16,87	21,00	20,40	18,51	38,27	39,42	0,00	0,00	0,00	0,00	38,27	39,42	0,00
Commune de Grand-Bassam	10,00	11,99	27,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Yakassé-Attobrou	16,63	30,47	27,63	38,65	38,66	39,82	0,00	0,00	0,00	0,00	38,66	39,82	0,00
Commune de Tiébissou	37,37	15,66	0,00	18,05	32,44	33,41	0,00	0,00	0,00	0,00	32,44	33,41	0,00
Commune de M'Batto	21,59	14,35	37,04	21,00	30,66	31,58	0,00	0,00	0,00	0,00	30,66	31,58	0,00
Commune de Djébonoua	20,00	13,95	36,70	31,68	35,19	36,25	0,00	0,00	0,00	0,00	35,19	36,25	0,00
Commune de Séguéla	25,00	138,26	24,94	21,99	64,74	66,68	0,00	0,00	0,00	0,00	64,74	66,68	0,00
Commune de Touba	21,23	25,20	25,82	26,19	42,40	43,67	0,00	0,00	0,00	0,00	42,40	43,67	0,00
Commune de Goulia	14,26	15,36	41,10	17,87	45,78	47,15	0,00	0,00	0,00	0,00	45,78	47,15	0,00
Commune de Koun fao	8,55	0,00	0,00	0,36	32,39	33,36	0,00	0,00	0,00	0,00	32,39	33,36	0,00
Commune de Gbon	3,50	29,65	22,07	8,55	30,00	30,90	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	30,90	0,00
Commune de Saioua	15,82	21,94	30,89	36,44	41,81	43,06	0,00	0,00	0,00	0,00	41,81	43,06	0,00
Commune de Guibéroua	37,21	4,35	9,21	0,00	38,97	40,14	0,00	0,00	0,00	0,00	38,97	40,14	0,00
Commune de Gohitafla	0,00	26,45	33,56	31,72	41,98	43,24	0,00	0,00	0,00	0,00	41,98	43,24	0,00
Commune de Facobly	20,34	34,20	13,91	21,00	33,24	34,23	0,00	0,00	0,00	0,00	33,24	34,23	0,00
Commune de Tai	36,28	0,00	2,55	14,39	31,81	32,76	0,00	0,00	0,00	0,00	31,81	32,76	0,00
Commune de Lakota	9,99	11,90	8,08	13,60	13,55	13,96	0,00	0,00	0,00	0,00	13,55	13,96	0,00
Commune de Guéyo	6,81	20,87	27,46	37,53	61,43	63,27	0,00	0,00	0,00	0,00	61,43	63,27	0,00
Commune de Maferé	16,23	18,36	5,95	22,00	29,00	29,87	0,00	0,00	0,00	0,00	29,00	29,87	0,00
Commune de bingerville	0,00	0,00	0,00	20,00	45,05	46,40	0,00	0,00	0,00	0,00	45,05	46,40	0,00
Commune de Tié-N'Diévro	30,00	27,41	22,27	58,93	49,74	51,23	0,00	0,00	0,00	0,00	49,74	51,23	0,00
Commune d'Éttrokro	10,00	10,50	8,50	25,00	28,99	29,86	0,00	0,00	0,00	0,00	28,99	29,86	0,00
Commune de Bonieredougou	25,00	11,90	35,27	47,24	40,17	41,37	0,00	0,00	0,00	0,00	40,17	41,37	0,00
Commune de Sarhala	24,69	16,95	14,33	26,85	34,19	35,21	0,00	0,00	0,00	0,00	34,19	35,21	0,00
Commune d'Ouaninou	13,76	26,60	31,35	45,38	35,73	36,81	0,00	0,00	0,00	0,00	35,73	36,81	0,00
Commune de Bako	15,22	26,86	25,40	24,00	11,72	12,08	0,00	0,00	0,00	0,00	11,72	12,08	0,00
Commune de Kouto	17,40	14,80	21,86	33,92	53,41	55,02	0,00	0,00	0,00	0,00	53,41	55,02	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Commune de Téhini	2,00	14,77	3,40	11,00	25,00	25,75	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	0,00
Commune de Gboguhé	0,00	17,70	24,44	15,19	13,25	13,65	0,00	0,00	0,00	0,00	13,25	13,65	0,00
Commune de Bonon	12,00	19,05	10,20	48,53	39,92	41,12	0,00	0,00	0,00	0,00	39,92	41,12	0,00
Commune de Man	11,78	10,50	17,67	34,90	18,67	19,23	0,00	0,00	0,00	0,00	18,67	19,23	0,00
Commune de Toulepleu	22,00	22,55	27,03	35,59	32,65	33,63	0,00	0,00	0,00	0,00	32,65	33,63	0,00
Commune de Guity	18,61	21,18	23,80	38,63	33,00	33,99	0,00	0,00	0,00	0,00	33,00	33,99	0,00
Commune de Tabou	0,00	26,74	19,98	23,31	25,07	25,83	0,00	0,00	0,00	0,00	25,07	25,83	0,00
Commune de Tiapoum	32,84	14,00	16,27	18,20	57,61	59,33	0,00	0,00	0,00	0,00	57,61	59,33	0,00
Commune d'Afféry	12,02	18,55	22,64	16,81	53,59	55,20	0,00	0,00	0,00	0,00	53,59	55,20	0,00
Commune de Kokoumbo	5,00	37,97	23,34	18,00	16,50	17,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,50	17,00	0,00
Commune de Prikro	29,46	9,45	41,50	34,53	29,69	30,58	0,00	0,00	0,00	0,00	29,69	30,58	0,00
Commune de Bodokro	9,60	29,07	37,85	14,34	33,23	34,22	0,00	0,00	0,00	0,00	33,23	34,22	0,00
Commune de Worofla	34,87	37,91	21,25	22,40	44,70	46,04	0,00	0,00	0,00	0,00	44,70	46,04	0,00
Commune de Seydougou	7,84	5,60	39,36	37,06	47,49	48,91	0,00	0,00	0,00	0,00	47,49	48,91	0,00
Commune de Bouna	0,00	11,89	27,94	40,36	18,14	18,68	0,00	0,00	0,00	0,00	18,14	18,68	0,00
Commune de Zoukougbeu	22,35	22,43	36,35	36,40	45,24	46,60	0,00	0,00	0,00	0,00	45,24	46,60	0,00
Commune de Biankouma	11,64	27,01	36,64	45,45	55,97	57,65	0,00	0,00	0,00	0,00	55,97	57,65	0,00
Commune de Sassandra	37,71	13,20	4,34	41,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune d'Adzopé	10,00	12,90	30,16	43,08	12,50	12,88	0,00	0,00	0,00	0,00	12,50	12,88	0,00
Commune de Didiévi	16,83	35,00	32,10	36,91	49,71	51,20	0,00	0,00	0,00	0,00	49,71	51,20	0,00
Commune de Tiémélékro	30,00	30,22	35,00	21,50	48,03	49,47	0,00	0,00	0,00	0,00	48,03	49,47	0,00
Commune de Béoumi	30,53	13,12	25,54	41,49	55,76	57,43	0,00	0,00	0,00	0,00	55,76	57,43	0,00
Commune de Dianra	14,92	15,45	9,00	8,00	22,00	22,66	0,00	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	0,00
Commune de Kaniasso	29,86	29,48	22,14	38,40	41,96	43,22	0,00	0,00	0,00	0,00	41,96	43,22	0,00
Commune de Korhogo	0,00	2,80	13,94	16,95	18,95	19,52	0,00	0,00	0,00	0,00	18,95	19,52	0,00
Commune de Transua	20,00	29,87	9,51	28,25	16,71	17,22	0,00	0,00	0,00	0,00	16,71	17,22	0,00
Commune de Zouan Hounien	13,88	15,75	15,75	21,00	36,87	37,98	0,00	0,00	0,00	0,00	36,87	37,98	0,00
Commune d'Ayamé	25,00	6,46	18,28	11,23	45,62	46,99	0,00	0,00	0,00	0,00	45,62	46,99	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Commune de Rubino	20,00	25,20	28,01	33,35	19,83	20,43	0,00	0,00	0,00	0,00	19,83	20,43	0,00
Commune de Yopougon	200,00	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Kouassi Kouassikro	19,55	12,59	14,69	51,48	16,18	16,67	0,00	0,00	0,00	0,00	16,18	16,67	0,00
Commune de Sakassou	31,44	9,49	8,61	13,50	34,50	35,54	0,00	0,00	0,00	0,00	34,50	35,54	0,00
Commune de Kani	5,87	19,20	20,57	0,00	38,82	39,99	0,00	0,00	0,00	0,00	38,82	39,99	0,00
Commune de Séguelon	16,00	0,00	0,00	0,00	7,71	7,94	0,00	0,00	0,00	0,00	7,71	7,94	0,00
Commune de Sirasso	26,81	19,57	27,00	35,07	40,31	41,52	0,00	0,00	0,00	0,00	40,31	41,52	0,00
Commune de Bondoukou	5,00	7,00	0,00	20,00	20,00	20,60	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	0,00
Commune de Sipilou	5,78	21,74	21,69	50,10	16,86	17,36	0,00	0,00	0,00	0,00	16,86	17,36	0,00
Commune de Grand-Béréby	14,00	14,42	0,00	43,10	46,63	48,03	0,00	0,00	0,00	0,00	46,63	48,03	0,00
Commune d'Azaguié	6,30	8,95	16,63	27,00	35,60	36,67	0,00	0,00	0,00	0,00	35,60	36,67	0,00
Commune de Bongouanou	0,00	0,00	0,00	22,00	54,02	55,64	0,00	0,00	0,00	0,00	54,02	55,64	0,00
Commune d'Attecoubé	24,63	14,00	69,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Mankono	32,84	0,00	19,50	29,97	21,89	22,55	0,00	0,00	0,00	0,00	21,89	22,55	0,00
Commune de Madinani	9,18	3,50	0,00	0,00	12,50	12,88	0,00	0,00	0,00	0,00	12,50	12,88	0,00
Commune de Karakoro	27,83	28,20	30,21	50,72	51,45	52,99	0,00	0,00	0,00	0,00	51,45	52,99	0,00
Commune de Kouassi Datekro	10,00	33,91	37,08	18,00	37,82	38,95	0,00	0,00	0,00	0,00	37,82	38,95	0,00
Commune de Bin-Houyé	7,95	15,23	9,28	25,00	46,00	47,38	0,00	0,00	0,00	0,00	46,00	47,38	0,00
Commune de Buyo	38,18	5,72	7,63	13,12	38,69	39,85	0,00	0,00	0,00	0,00	38,69	39,85	0,00
Commune de Botro	18,36	24,65	22,27	29,36	34,36	35,39	0,00	0,00	0,00	0,00	34,36	35,39	0,00
Commune de Tiéningboué	5,21	39,99	29,34	37,00	25,50	26,27	0,00	0,00	0,00	0,00	25,50	26,27	0,00
TCommune de Samatiguila	10,00	23,75	22,04	28,44	15,53	16,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,53	16,00	0,00
Commune de Komborodougou	27,10	14,40	10,03	32,00	49,81	51,31	0,00	0,00	0,00	0,00	49,81	51,31	0,00
Commune de Sandégué	4,12	16,80	31,93	58,58	19,50	20,09	0,00	0,00	0,00	0,00	19,50	20,09	0,00
Commune de Danané	0,00	0,00	6,27	36,67	15,34	15,80	0,00	0,00	0,00	0,00	15,34	15,80	0,00
Commune de Méadji	15,10	28,07	30,07	17,29	23,68	24,39	0,00	0,00	0,00	0,00	23,68	24,39	0,00
Commune de Jacquville	12,50	0,00	5,51	6,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune d'Arrah	21,00	35,82	38,37	53,08	63,83	65,75	0,00	0,00	0,00	0,00	63,83	65,75	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Commune de Bouaké	37,11	22,48	27,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Massala	15,98	21,42	9,01	0,00	25,00	25,75	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	0,00
Commune de M'Bengué	20,49	26,66	43,35	41,57	41,38	42,62	0,00	0,00	0,00	0,00	41,38	42,62	0,00
Commune de Nassian	35,77	8,54	13,40	16,70	34,94	35,98	0,00	0,00	0,00	0,00	34,94	35,98	0,00
Commune de Sangouiné	28,84	19,27	9,62	16,03	54,59	56,22	0,00	0,00	0,00	0,00	54,59	56,22	0,00
Commune de San-Pedro	14,33	38,03	0,00	0,00	20,00	20,60	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	0,00
Commune de Dabou	20,00	10,50	9,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Dimbokro	9,85	22,65	6,25	0,00	26,86	27,66	0,00	0,00	0,00	0,00	26,86	27,66	0,00
Commune de Bassawa	0,00	16,94	44,34	44,64	46,86	48,27	0,00	0,00	0,00	0,00	46,86	48,27	0,00
Commune de Kongasso	25,00	26,42	23,80	54,21	32,00	32,96	0,00	0,00	0,00	0,00	32,00	32,96	0,00
Commune de Napié	31,11	36,59	43,50	57,79	49,12	50,60	0,00	0,00	0,00	0,00	49,12	50,60	0,00
Commune de Logoualé	11,00	22,40	29,10	5,00	14,83	15,27	0,00	0,00	0,00	0,00	14,83	15,27	0,00
Commune de Soubré	43,59	30,52	11,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Bocanda	11,06	47,10	87,76	27,18	35,97	37,05	0,00	0,00	0,00	0,00	35,97	37,05	0,00
Commune de Dabakala	17,47	17,42	15,35	6,00	22,00	22,66	0,00	0,00	0,00	0,00	22,00	22,66	0,00
Commune de Morondo	15,35	23,20	25,76	27,60	44,26	45,58	0,00	0,00	0,00	0,00	44,26	45,58	0,00
Commune de Ferké	9,98	0,00	0,00	3,18	20,00	20,60	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	20,60	0,00
Commune de Bangolo	18,00	2,99	0,00	0,00	39,89	41,09	0,00	0,00	0,00	0,00	39,89	41,09	0,00
Commune de Mayo	20,00	9,80	45,24	29,00	39,00	40,17	0,00	0,00	0,00	0,00	39,00	40,17	0,00
Commune de Sikensi	25,00	18,76	7,49	22,13	41,53	42,77	0,00	0,00	0,00	0,00	41,53	42,77	0,00
Commune d'Anoumaba	16,69	22,11	30,57	21,76	30,62	31,54	0,00	0,00	0,00	0,00	30,62	31,54	0,00
Commune de Katiola	26,85	22,20	34,73	40,85	48,89	50,36	0,00	0,00	0,00	0,00	48,89	50,36	0,00
Commune de Kasséré	24,50	17,50	18,95	36,03	25,00	25,75	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	25,75	0,00
Commune de Grand-Lahou	5,40	18,18	13,58	10,00	19,00	19,57	0,00	0,00	0,00	0,00	19,00	19,57	0,00
Commune de Daoukro	41,38	14,54	35,18	17,52	38,92	40,09	0,00	0,00	0,00	0,00	38,92	40,09	0,00
Commune de Tortiya	14,34	38,82	25,64	46,17	62,14	64,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62,14	64,00	0,00
Commune de Diawala	17,63	3,85	13,35	26,70	52,39	53,97	0,00	0,00	0,00	0,00	52,39	53,97	0,00
Commune de Taabo	36,20	0,00	6,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Commune d'Ouellé	26,00	8,40	19,89	31,99	23,21	23,90	0,00	0,00	0,00	0,00	23,21	23,90	0,00
Commune de Fronan	18,60	32,01	49,07	62,02	64,29	66,22	0,00	0,00	0,00	0,00	64,29	66,22	0,00
Commune de Boundiali	8,41	0,00	0,00	19,05	16,00	16,48	0,00	0,00	0,00	0,00	16,00	16,48	0,00
Commune de Daloa	0,00	28,00	34,00	40,00	54,24	55,86	0,00	0,00	0,00	0,00	54,24	55,86	0,00
Commune de Songon	30,00	14,00	0,00	1,45	65,55	67,52	0,00	0,00	0,00	0,00	65,55	67,52	0,00
Commune de Niakara	13,00	17,87	10,48	25,32	19,00	19,57	0,00	0,00	0,00	0,00	19,00	19,57	0,00
Commune de Koumbala	22,76	33,37	41,46	53,85	41,04	42,27	0,00	0,00	0,00	0,00	41,04	42,27	0,00
Commune de Fresco	20,90	4,87	63,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune d'Alépé	18,97	22,38	17,97	12,29	23,29	23,99	0,00	0,00	0,00	0,00	23,29	23,99	0,00
Commune de Brobo	24,28	14,35	31,43	32,53	29,10	29,97	0,00	0,00	0,00	0,00	29,10	29,97	0,00
Commune de Dikodougou	0,00	14,01	23,11	41,80	25,34	26,10	0,00	0,00	0,00	0,00	25,34	26,10	0,00
Commune de Foubolo	1,97	29,83	43,08	27,51	60,76	62,58	0,00	0,00	0,00	0,00	60,76	62,58	0,00
Commune de Tioniaradouougou	14,87	17,04	29,36	35,55	53,98	55,60	0,00	0,00	0,00	0,00	53,98	55,60	0,00
Commune de Koumassi	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Satama Sokora	0,00	21,80	31,24	41,75	59,77	61,57	0,00	0,00	0,00	0,00	59,77	61,57	0,00
Commune de Niofoin	10,00	22,69	25,50	16,63	38,10	39,24	0,00	0,00	0,00	0,00	38,10	39,24	0,00
Commune de Tiassalé	40,65	19,36	24,33	28,71	40,65	41,86	0,00	0,00	0,00	0,00	40,65	41,86	0,00
Commune de Satama Sokoro	34,84	19,04	17,85	12,00	38,00	39,14	0,00	0,00	0,00	0,00	38,00	39,14	0,00
Commune de Guiembé	82,40	13,83	145,78	59,44	60,50	62,31	0,00	0,00	0,00	0,00	60,50	62,31	0,00
Commune d'Anyama	0,00	0,00	6,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commune de Tafiré	0,00	9,80	96,43	13,24	20,63	21,25	0,00	0,00	0,00	0,00	20,63	21,25	0,00
Commune de Niellé	0,00	7,00	23,38	15,00	42,62	43,90	0,00	0,00	0,00	0,00	42,62	43,90	0,00
Commune de Kong	0,00	14,35	250,72	42,13	42,43	43,70	0,00	0,00	0,00	0,00	42,43	43,70	0,00
Commune de Kolia	29,00	22,67	34,67	31,20	45,57	46,94	0,00	0,00	0,00	0,00	45,57	46,94	0,00
Commune d'Ouangolo	20,00	19,63	6,84	15,00	39,96	41,16	0,00	0,00	0,00	0,00	39,96	41,16	0,00
Commune de Kanakono	9,74	17,50	16,15	20,00	9,00	9,27	0,00	0,00	0,00	0,00	9,00	9,27	0,00

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 2 : Gestion des ressources financières, matérielles et humaines													
Personnel	865,33	985,52	966,15	997,91	1 015,32	1 050,38	1 050,38	0,00	0,00	0,00	1 015,32	1 050,38	1 050,38
Biens services	1 177,12	1 535,10	1 221,67	1 782,74	1 576,13	1 841,29	1 896,53	0,00	0,00	0,00	1 576,13	1 841,29	1 896,53
Investissement	38,81	132,51	142,02	494,62	64,28	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	500,00	0,00
Trésor	38,81	132,51	142,02	494,62	64,28	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	500,00	0,00
Total Action 2 :	2 081,26	2 653,13	2 329,84	3 275,28	2 655,72	3 391,67	2 946,91	0,00	0,00	0,00	2 655,72	3 391,67	2 946,91
Personnel	865,33	985,52	966,15	997,91	1 015,32	1 050,38	1 050,38	0,00	0,00	0,00	1 015,32	1 050,38	1 050,38
Planifier le fonctionnement et les salaires des agents du Ministère (Solde/ Gestion du personnel du ministère)	865,33	985,52	966,15	997,91	1 015,32	1 050,38	1 050,38	0,00	0,00	0,00	1 015,32	1 050,38	1 050,38
Biens services	1 177,12	1 535,10	1 221,67	1 782,74	1 576,13	1 841,29	1 896,53	0,00	0,00	0,00	1 576,13	1 841,29	1 896,53
Préparer et gérer le budget du Ministère (DAFP)	32,85	31,87	30,65	50,45	33,50	59,05	60,82	0,00	0,00	0,00	33,50	59,05	60,82
Assurer la gestion du Patrimoine du Ministère (Direction du Patrimoine-Gestion des Dépenses centralisées)	93,43	0,00	222,98	540,45	454,67	468,31	482,36	0,00	0,00	0,00	454,67	468,31	482,36
Activité 3: Gérer les conférences et missions des agents du Ministère (DAAF/gestion des conférences et missions)	33,70	37,33	37,99	38,00	38,00	40,31	41,52	0,00	0,00	0,00	38,00	40,31	41,52
Coordonner et Gérer les dépenses du Ministère (DAAF/Gestion des Dépenses centralisées)	998,17	1 396,79	876,80	1 042,60	977,50	1 164,84	1 199,78	0,00	0,00	0,00	977,50	1 164,84	1 199,78
Gérer la cellule de passation des marchés publics du Ministère	0,00	0,00	0,00	12,05	7,42	14,20	14,62	0,00	0,00	0,00	7,42	14,20	14,62
Elaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP ou CDMT	5,25	53,75	38,90	70,83	49,00	78,08	80,42	0,00	0,00	0,00	49,00	78,08	80,42
Mettre en œuvre et suivre la politique générale du Ministère en matière de Ressources Humaines (DRH)	13,72	15,36	14,34	28,35	16,03	16,51	17,01	0,00	0,00	0,00	16,03	16,51	17,01

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésor	38,81	132,51	142,02	494,62	64,28	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	500,00	0,00
Mettre en œuvre un programme de réhabilitation des locaux des DRIE, DDIE et DTH (projet)	38,81	132,51	142,02	430,34	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00
Mettre en œuvre les activités du Doing Busines/MIE	0,00	0,00	0,00	64,28	64,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,28	0,00	0,00
Action 3 : Planification, programmation et suivi-évaluation													
Biens services	11,49	13,09	10,94	11,13	6,63	13,54	13,94	0,00	0,00	0,00	6,63	13,54	13,94
Sous Total Action 3	11,49	13,09	10,94	11,13	6,63	13,54	13,94	0,00	0,00	0,00	6,63	13,54	13,94
Biens services	11,49	13,09	10,94	11,13	6,63	13,54	13,94	0,00	0,00	0,00	6,63	13,54	13,94
Planifier, programmer et Evaluer les projets d'investissement du Ministère	11,49	13,09	10,94	11,13	6,63	13,54	13,94	0,00	0,00	0,00	6,63	13,54	13,94
Action 4: Gestion du Domaine Public de l'Etat													
Biens services	9,43	15,84	16,82	13,96	8,32	66,54	68,53	0,00	0,00	0,00	8,32	66,54	68,53
Total Action 4 :	9,43	15,84	16,82	13,96	8,32	66,54	68,53	0,00	0,00	0,00	8,32	66,54	68,53
Biens services	9,43	15,84	16,82	13,96	8,32	66,54	68,53	0,00	0,00	0,00	8,32	66,54	68,53
Veiller à la mise en application des lois et textes réglementaires en vigueur relatif à l'occupation du Domaine Public de l'Etat	9,43	15,84	16,82	13,96	8,32	66,54	68,53	0,00	0,00	0,00	8,32	66,54	68,53
Action 5 : Système d'Information et Communication													
Biens services	27,88	10,28	11,39	11,31	10,54	13,77	14,18	0,00	0,00	0,00	10,54	13,77	14,18
Coordonner et veiller à l'application des nouvelles technologies de l'Information dans tous les services du Ministère	7,63	5,52	5,39	5,43	3,24	6,61	6,81	0,00	0,00	0,00	3,24	6,61	6,81

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Concevoir et mettre en œuvre le plan de communication du Ministère	20,25	4,76	6,00	5,88	7,30	7,16	7,37	0,00	0,00	0,00	7,30	7,16	7,37
Total Action 5:	27,88	10,28	11,39	11,31	10,54	13,77	14,18	0,00	0,00	0,00	10,54	13,77	14,18
Total Programme I	15 974,48	12 503,02	14 757,37	16 360,10	17 552,43	19 069,87	3 602,45	0,00	0,00	0,00	17 552,43	19 069,87	3 602,45
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS													
Action 1: Réalisation des études pour le développement et fonctionnement des infrastructures routières et ouvrage d'art													
Personnel	633,17	740,16	674,91	720,92	733,52	741,27	0,00	0,00	0,00	0,00	733,52	741,27	0,00
Biens services	247,52	229,41	215,52	264,59	167,19	315,75	325,22	0,00	0,00	0,00	167,19	315,75	325,22
Transfert	47 202,85	641,07	570,99	286,64	170,93	176,06	181,34	0,00	0,00	0,00	170,93	176,06	181,34
Investissement	2 890,00	1 703,94	1 796,89	2 056,09	1 437,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437,20	0,00	0,00
Trésor	2 890,00	1 703,94	1 796,89	2 056,09	1 437,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437,20	0,00	0,00
Total Action 1:	50 973,55	3 314,59	3 258,31	3 328,24	2 508,84	1 233,09	506,57	0,00	0,00	0,00	2 508,84	1 233,09	506,57
Personnel	633,17	740,16	674,91	720,92	733,52	741,27	0,00	0,00	0,00	0,00	733,52	741,27	0,00
Assurer le fonctionnement des infrastructures routières et ouvrage d'art	633,17	740,16	674,91	720,92	733,52	741,27	0,00	0,00	0,00	0,00	733,52	741,27	0,00
Biens et services	247,52	229,41	215,52	264,59	167,19	315,75	325,22	0,00	0,00	0,00	167,19	315,75	325,22
Coordonner la mise en œuvre de la politique du ministère en matière d'Infrastructures routières et Ouvrage d'art (DGIR)	12,07	17,41	17,41	11,47	6,59	13,95	14,37	0,00	0,00	0,00	6,59	13,95	14,37
Suivre et contrôler les lois et règlements en vigueur dans le secteur routier DERNVT	11,03	6,23	5,70	6,15	3,65	7,48	7,70	0,00	0,00	0,00	3,65	7,48	7,70
Superviser la réalisation des projets d'investissement dans le domaine routier DPS	10,70	6,26	5,88	6,34	3,63	7,71	7,94	0,00	0,00	0,00	3,63	7,71	7,94

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Yamoussoukro	4,07	2,70	2,91	3,97	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures de Dimbokro	3,91	3,28	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Bouaké I	4,42	3,22	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Boundiali	3,36	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Touba	2,75	3,19	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Odiénné	3,91	3,29	3,24	3,96	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Ferke	3,17	2,90	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Bondoukou	3,30	2,89	3,21	3,95	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Daloa	3,40	2,80	3,05	4,01	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Gagnoa	3,10	3,23	3,24	3,96	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Guiglo	3,36	3,02	3,12	3,88	2,31	4,72	4,86	0,00	0,00	0,00	2,31	4,72	4,86
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Toulepleu	3,36	3,11	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Départementale des Infrastructures de Tiassalé	3,19	2,76	3,21	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de San-Pedro	2,35	3,15	3,13	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Abengourou	3,22	3,21	3,21	3,95	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Aboisso	2,76	2,45	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Agboville	3,34	2,82	3,05	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Toumodi	3,32	3,23	3,24	4,40	2,60	5,30	5,46	0,00	0,00	0,00	2,60	5,30	5,46
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Bongouanou	2,72	3,11	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Mankono	3,44	3,34	3,30	4,36	2,60	5,30	5,46	0,00	0,00	0,00	2,60	5,30	5,46
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Tengréla	3,36	3,03	3,24	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Korhogo	3,39	3,28	3,10	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières Bouna	3,52	3,43	3,33	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Issia	2,76	3,35	3,21	3,95	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Départementale des Infrastructures d'Oumé	3,02	3,19	3,10	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Bouaflé	3,19	2,90	3,15	3,92	2,34	4,72	4,86	0,00	0,00	0,00	2,34	4,72	4,86
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Man	3,36	3,12	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Divo	3,09	2,94	3,19	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Sassandra	3,28	3,31	3,01	3,95	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Agnibilékrou	1,36	0,00	0,00	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Adiaké	3,23	3,21	3,15	4,53	2,70	5,51	5,67	0,00	0,00	0,00	2,70	5,51	5,67
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Adzopé	2,93	3,10	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Abidjan II	2,74	3,33	3,10	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Tiébissou	3,49	3,08	3,18	3,94	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Daoukro	2,89	3,22	3,13	3,92	2,34	4,46	4,59	0,00	0,00	0,00	2,34	4,46	4,59
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Dabakala	2,85	3,01	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Séguéla	3,23	3,15	3,24	3,96	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Tanda	2,85	3,18	3,14	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Danané	2,89	2,94	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Lakota	3,19	2,80	3,22	3,96	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Soubré	2,98	3,29	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Grand-Bassam	17,07	18,22	3,42	7,22	4,38	4,16	4,28	0,00	0,00	0,00	4,38	4,16	4,28
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Bocanda	2,56	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Vavoua	3,18	2,54	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Sinfra	2,38	2,78	3,21	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Tabou	3,10	3,01	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Grand-Lahou	1,60	3,10	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de M'Bahiakro	3,06	3,54	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Katio	3,06	3,12	3,20	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Biankouma	3,15	3,13	3,15	3,97	2,37	4,83	4,97	0,00	0,00	0,00	2,37	4,83	4,97
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Dabou	2,50	3,14	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Sakassou	3,10	3,10	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Duekoué	3,24	3,17	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières d'Alépé	3,02	3,19	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Bangolo	3,02	3,20	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Jacquville	2,75	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Béoumi	3,10	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières t. Abidjan II/Entretien Autoroute du Nord	6,62	5,09	3,10	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Zuénoula	3,13	2,93	3,15	3,92	2,34	4,14	4,26	0,00	0,00	0,00	2,34	4,14	4,26
Direction Territoriale des Infrastructures Routières de Bloléquin	3,23	3,12	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Transfert	47 202,85	641,07	570,99	286,64	170,93	176,06	181,34	0,00	0,00	0,00	170,93	176,06	181,34

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer une subvention à l'AGEROUTE	480,73	395,89	417,99	150,86	89,97	92,66	95,44	0,00	0,00	0,00	89,97	92,66	95,44
Convention Etat-LBTP/Programme d'auscultation des Infrastructures (T2)	123,25	171,50	153,00	135,78	80,97	83,40	85,90	0,00	0,00	0,00	80,97	83,40	85,90
FER/ Financement travaux (T3)	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
: SODASE (T2)	324,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOCOJAC (T2)	184,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AGEROUTE/Gestion des bacs	89,46	73,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	2 890,00	1 703,94	1 796,89	2 056,09	1 437,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437,20	0,00	0,00
Trésor	2 890,00	1 703,94	1 796,89	2 056,09	1 437,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437,20	0,00	0,00
Réaliser des études de développement des infrastructures routières													
Programme Gouvernemental/ Etudes	0,00	188,94	96,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet 5: Appui au LBTP 2 (T3)	500,00	500,00	255,00	286,90	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Indemnisation des travaux routiers	2 390,00	1 015,00	1 445,00	1 769,19	1 237,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 237,20	0,00	0,00
Action 2 : Construction de nouvelles routes													
Investissement	24 315,47	27 308,37	58 215,48	270 241,76	296 284,36	35 511,76	0,00	16 070,63	0,00	0,00	312 354,98	35 511,76	0,00
Trésor	4 858,98	5 547,17	15 204,16	111 508,53	78 136,37	6 192,08	0,00	16 070,63	0,00	0,00	94 206,99	6 192,08	0,00
Financement extérieur	19 456,48	21 761,20	43 011,32	158 733,23	218 147,99	29 319,68	0,00	0,00	0,00	0,00	218 147,99	29 319,68	0,00
Total Action 2:	24 315,47	27 308,37	58 215,48	270 241,76	296 284,36	35 511,76	0,00	16 070,63	0,00	0,00	312 354,98	35 511,76	0,00
Trésor	4 858,98	5 547,17	15 204,16	111 508,53	78 136,37	6 192,08	0,00	16 070,63	0,00	0,00	94 206,99	6 192,08	0,00
Aménagement de l'autoroute Abidjan Grand- Bassam	1 249,63	1 149,58	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	0,00	0,00	0,00	3 869,82	1 628,27	1 300,65	0,00	0,00	0,00	0,00	1 628,27	1 300,65	0,00
Prolongement de l'autoroute du Nord/AGEROUTE	1 201,61	2 221,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement du bord de Mer de l'Autoroute Abidjan-Grand-Bassam	0,00	0,00	0,00	4 000,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bitumage axe odienné -Gbéléban	0,00	0,00	3 315,39	4 500,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00
Aménagement de la route Guitry-Divo	0,00	0,00	0,00	40 000,00	5 292,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 292,00	0,00	0,00
Aménagement de la route Bingerville Eloka-Ebrah	305,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bitumage axe Agboville-Cechi	0,00	0,00	3 004,97	2 703,00	2 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	0,00
Bitumage axe Aéroport-ville de Korhogo	0,00	0,00	0,00	4 829,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet 4 : Bitumage axe Ferké-Kong	0,00	0,00	0,00	14 000,00	28 884,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 884,18	0,00	0,00
Aménagement de la route pt Comoé-Abengourou	0,00	0,00	0,00	1 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
Aménagement de la route Guiglo-Tabou / AGEROUTE	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	0,00	36,50	187,02	1 989,29	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00
Aménagement de la route Bouaké-Sandégué-Tanda	0,00	127,07	32,73	125,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	0,00	0,00	152,00	2 260,95	1 381,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 381,95	0,00	0,00
Bitumage Axe Mankono-Tenningboue	0,00	0,00	7 735,26	12 400,00	7 892,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 892,53	0,00	0,00
Aménagement route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 038,13	0,00	0,00	4 038,13	0,00	0,00
Route Dabou-San Pédro (SBI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 232,50	0,00	0,00	5 232,50	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Construction de route (Mondial logistique)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 800,00	0,00	0,00	6 800,00	0,00	0,00
Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono	0,00	0,00	0,00	341,40	1 097,72	2 975,42	0,00	0,00	0,00	0,00	1 097,72	2 975,42	0,00
Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	0,00	0,00	150,00	2 793,55	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00
Projet Facilitation Commerce Transport Abj-Lagos (PFCTCAL)	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	0,00	57,47	423,73	4 995,05	2 547,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 547,06	0,00	0,00
Aménagement de la route Boundiali- Tengréla-Mali	1 668,91	938,87	150,00	2 684,84	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Projet de route Bouna Doropo frontière BF	17,12	816,19	53,07	1 950,18	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00
Projet de route corridor Bamako-Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	116,08	200,00	0,00	2 065,82	1 612,65	1 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 612,65	1 916,00	0,00
Financement extérieur	19 456,48	21 761,20	43 011,32	158 733,23	218 147,99	29 319,68	0,00	0,00	0,00	0,00	218 147,99	29 319,68	0,00
Aménagement de l'autoroute Abidjan Grand- Bassam	14 733,88	11 290,44	7 326,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	0,00	0,00	0,00	21 498,99	28 061,75	7 225,84	0,00	0,00	0,00	0,00	28 061,75	7 225,84	0,00
Prolongement de l'autoroute du Nord/AGEROUTE	2 139,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bitumage axe odienné -Gbéléban	0,00	0,00	2 498,71	0,00	32 576,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 576,96	0,00	0,00
Bitumage axe Agboville-Cechi	0,00	0,00	1 769,48	0,00	30 517,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 517,35	0,00	0,00
Aménagement de la route Tiébissou-Didiévi-Bocanda	0,00	1 447,28	1 594,45	5 173,02	5 830,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 830,90	0,00	0,00
Aménagement de la route Bouaké-Sandégué-Tanda	0,00	227,50	147,50	1 225,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Aménagement de la route Adzopé-Yakasse Attobrou	0,00	0,00	4 412,92	8 627,48	2 559,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 559,60	0,00	0,00
Construction des routes centre Ouest Toulepleu-ZouanHouien et Séguela Mankono	0,00	0,00	0,00	10 000,00	26 889,92	16 530,12	0,00	0,00	0,00	0,00	26 889,92	16 530,12	0,00
Aménagement route Boundiali Odienné frontière Guinée	0,00	0,00	13 226,81	30 110,00	27 817,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 817,22	0,00	0,00
Projet Facilitation Commerce Transport Abj-Lagos (PFCTCAL)	0,00	0,00	0,00	2 460,00	824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	824,00	0,00	0,00
Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein du fleuve MANO	0,00	0,00	4 285,91	37 742,65	27 214,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 214,88	0,00	0,00
Aménagement de la route Boundiali- Tengréla-Mali	2 583,22	4 609,04	4 715,29	6 621,20	21,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,10	0,00	0,00
Projet de route Bouna Doropo frontière BF	0,00	4 186,94	3 033,95	13 134,00	20 764,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 764,20	0,00	0,00
Projet de route corridor Bamako-Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	0,00	0,00	0,00	22 140,84	15 070,11	5 563,72	0,00	0,00	0,00	0,00	15 070,11	5 563,72	0,00
Action 3 : Réhabilitation et Entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art													
Transfert	0,00	0,00	0,00	119 534,36	142 169,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 169,04	0,00	0,00
Investissement	108 334,10	65 888,06	89 973,11	162 534,77	167 146,98	8 393,00	0,00	34 258,98	0,00	0,00	201 405,96	8 393,00	0,00
Trésor	78 677,58	57 510,78	89 566,11	74 259,47	86 396,88	4 131,00	0,00	18 058,98	0,00	0,00	104 455,86	4 131,00	0,00
Financement extérieur	29 656,52	8 377,28	407,00	88 275,30	80 750,10	4 262,00	0,00	16 200,00	0,00	0,00	96 950,10	4 262,00	0,00
Total Action 3:	108 334,10	65 888,06	89 973,11	282 069,14	309 316,02	8 393,00	0,00	34 258,98	0,00	0,00	343 575,00	8 393,00	0,00
SOCOPRIM/ Loyer pont HKB	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
FER	0,00	0,00	0,00	104 534,36	127 169,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 169,04	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Trésor	78 677,58	57 510,78	89 566,11	74 259,47	86 396,88	4 131,00	0,00	18 058,98	0,00	0,00	104 455,86	4 131,00	0,00
PIDUCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	655,00	0,00	0,00
Aménagement voiries de Kouto	0,00	0,00	0,00	1 002,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amenagement de la Baie de Cocody	0,00	100,00	11 947,23	27 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00
Réhabilitation de la voie Abobo-Anyama	1 703,48	412,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Renforcement des sections de la côtière	211,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réhabilitation Autoroute du Nord	0,00	0,00	0,00	9 000,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00
Réhabilitation des Pont FHB et Gle DE GAULE	5,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réhabilitation et Reconstruction des ouvrages de la côtière	0,00	6,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme de Réhabilitation des Bacs/AGEROUTE	97,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Travaux d'Urgnce Réseaux Routiers/AGEROUTE	1 850,00	2 379,06	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Régulation d'avance de trésorerie sur Travaux routiers MIE-ACCT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Régulation d'avance de trésorerie sur Travaux routiersMIE-ACDP	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'urgence infrastructures urbaines (PUIUR)	2 765,00	177,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet de renaissance des Infrastructures de CI (PRICI)	14 000,00	20 000,00	35 200,00	20 000,00	20 000,00	4 131,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	4 131,00	0,00
Travaux routiers d'Urgence	0,00	2 999,27	80,78	7 256,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aménagement du Boulevard de Marseille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 499,74	0,00	0,00	1 499,74	0,00	0,00
Travaux de voirie Yamoussoukro	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Travaux voirie Bouaflé	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Voiries Urbaines/ AGEROUTE	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions et Imprévus sur Projets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 559,24	0,00	0,00	16 559,24	0,00	0,00
Rechercher des appuis financiers aux Infrastructures Transport-Route/C2D	52 744,00	31 337,00	1 318,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rechercher des appuis financiers aux Infrastructures Route/ 2ème C2D	0,00	0,00	30 000,00	10 000,00	51 941,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 941,88	0,00	0,00
Mobilité Urbaine/C2D	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	29 656,52	8 377,28	407,00	88 275,30	80 750,10	4 262,00	0,00	16 200,00	0,00	0,00	96 950,10	4 262,00	0,00
Travaux voiries Abidjan	0,00	0,00	0,00	55 333,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amenagement de la Baie de Cocody	0,00	0,00	0,00	0,00	52 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 748,00	0,00	0,00
Réhabilitation de la voie Abobo-Anyama	4 666,19	0,00	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
Aménagement du Boulevard de Marseille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 200,00	0,00	0,00	13 200,00	0,00	0,00
PIDUCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	25 588,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 588,00	0,00	0,00
Réhabilitation des Pont FHB et Gle DE GAULE	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réhabilitation et Reconstruction des ouvrages de la côtière	0,00	34,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet de renaissance des Infrastructures de CI (PRICI)	24 990,34	8 343,00	0,00	32 942,00	2 414,10	4 262,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 414,10	4 262,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 4 : Construction des ouvrages d'arts													
Investissement	21 539,03	32 356,66	6 403,91	89 457,24	137 955,28	53 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 955,28	53 828,00	0,00
Trésor	5 323,47	29 930,17	4 675,49	6 665,13	35 068,54	53 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 068,54	53 828,00	0,00
Financement extérieur	16 215,55	2 426,49	1 728,42	82 792,11	102 886,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 886,74	0,00	0,00
Total Action 4:	21 539,03	32 356,66	6 403,91	89 457,24	137 955,28	53 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 955,28	53 828,00	0,00
Trésor	5 323,47	29 930,17	4 675,49	6 665,13	35 068,54	53 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 068,54	53 828,00	0,00
Construction du pont Yopougon Ile Boulay	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction du Pont de Jacquville	1 813,98	1 203,88	704,08	1 766,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction du Pont de la Marahoue Bouaflé	178,89	235,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais	0,00	0,00	699,33	941,21	879,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	879,00	0,00	0,00
Projet Transport Urbain Abidjan	0,00	0,00	0,00	2 895,54	33 937,00	53 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 937,00	53 828,00	0,00
Construction de 03 ouvrages d'art dans les départements de Man-Guiglo-Taï	0,00	0,00	0,00	64,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme de construction de 40 ouvrages d'art	10,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pont de Béoumi sur le Kan et le Bandaman	2 330,65	3 218,63	2 510,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction d'un ouvrage d'art sur la Tiemba	0,00	0,00	411,32	676,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Echangeur VGE	198,81	390,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction du Pont HKB	765,59	24 654,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction, Réhabilitation et Entretien des ouvrages	0,00	228,00	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction des ouvrages métalliques	0,00	0,00	0,00	320,58	252,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252,54	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Financement extérieur	16 215,55	2 426,49	1 728,42	82 792,11	102 886,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 886,74	0,00	0,00
Construction du Pont de Jacqueville	3 886,60	1 672,09	1 473,96	3 301,31	0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00
Construction du Pont de la Marahoué Bouaflé	3 139,18	754,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonais	0,00	0,00	0,00	8 000,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00
Projet Transport Urbain Abidjan	0,00	0,00	0,00	55 333,30	86 325,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 325,44	0,00	0,00
Construction de 03 ouvrages d'art dans les départements de Man-Guiglo-Tai	0,00	0,00	0,00	157,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction de l'Echangeur VGE	1 198,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pont HKB	7 991,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Construction des ouvrages métalliques	0,00	0,00	254,46	16 000,00	9 061,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 061,30	0,00	0,00
Total programme 2	205 162,14	128 867,68	157 850,83	645 096,37	746 064,49	98 965,84	506,57	50 329,61	0,00	0,00	796 394,10	98 965,84	506,57
PROGRAMME 3 : INFRASTRUCTURES D'HYDRAULIQUE HUMAINE													
Action 1 : Sécurisation des ressources en eau													
Personnel	612,06	728,91	666,16	698,01	710,16	740,06	0,00	0,00	0,00	0,00	710,16	740,06	0,00
Biens services	301,91	118,77	119,17	144,79	86,74	177,13	182,44	0,00	0,00	0,00	86,74	177,13	182,44
Transfert	740,39	623,27	353,51	226,30	132,31	275,32	283,58	0,00	0,00	0,00	132,31	275,32	283,58
Investissement	1 929,22	432,88	1 333,43	1 879,17	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Trésor	1 929,22	310,00	1 333,43	1 879,17	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	122,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00						

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Total Action 1	3 583,59	1 903,82	2 472,28	2 948,26	2 429,21	1 192,50	466,02	0,00	0,00	0,00	2 429,21	1 192,50	466,02
Personnel	612,06	728,91	666,16	698,01	710,16	740,06	0,00	0,00	0,00	0,00			
Assurer le fonctionnement des infrastructures d'Hydraulique Humaine	612,06	728,91	666,16	698,01	710,16	740,06	0,00	0,00	0,00	0,00	710,16	740,06	0,00
Biens services	301,91	118,77	119,17	144,79	86,74	177,13	182,44	0,00	0,00	0,00	86,74	177,13	182,44
Définir et coordonner les activités liées à l'élaboration et adoption des textes réglementaires relatifs à l'Hydraulique Humaine (DGIHH)	11,95	9,45	9,22	10,11	6,03	13,80	14,22	0,00	0,00	0,00	6,03	13,80	14,22
Veiller à l'application des lois et règlements en vigueur dans le secteur de l'approvisionnement en eau (DHNRQ)	7,80	6,23	6,16	5,96	3,96	8,08	8,32	0,00	0,00	0,00	3,96	8,08	8,32
Planifier, assurer la mise en œuvre des travaux de réalisation des infrastructures hydrauliques (DPS)	6,53	6,26	5,53	6,64	3,96	7,25	7,47	0,00	0,00	0,00	3,96	7,25	7,47
Veiller à l'Approvisionnement en eau en zone rurale	6,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DTH YAMOUSSOUKRO	18,75	3,01	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH DIMBOKRO	3,59	3,04	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH BOUAKE	18,75	2,99	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH SEGUELA	3,45	2,89	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH TOUBA	3,68	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH ODIENNE	18,75	3,68	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH KORHOGO	18,87	3,22	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH BONDOUKOU	18,69	3,12	3,14	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH DALOA	18,65	3,12	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH GAGNOA	3,69	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH BOUAFLE	3,70	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
DTH MAN	18,70	3,08	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH GUIGLO	3,70	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH DIVO	3,70	3,04	3,15	3,92	2,34	4,24	4,37	0,00	0,00	0,00	2,34	4,24	4,37
DTH SAN PEDRO	18,70	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH ABENGOUROU	18,70	3,22	3,22	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH ABOISSO	3,48	2,98	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH ADZOPE	3,65	3,15	3,95	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH ABIDJAN	24,42	2,90	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH DAOUKRO	3,60	3,11	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH KATIOLA	3,70	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH MANKONO	3,70	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH FERKE	3,70	3,15	2,90	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH BOUNA	3,70	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH DUEKOUE	3,70	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH SASSANDRA	3,70	3,15	3,15	4,36	2,60	5,30	5,46	0,00	0,00	0,00	2,60	5,30	5,46
DTH AGBOVILLE	3,32	3,08	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH DABOU	3,65	3,08	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH BONGOUANOU	3,65	3,14	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH BOUNDIALI	3,70	3,19	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
DTH SOUBRE	3,60	3,15	3,15	3,92	2,34	4,77	4,92	0,00	0,00	0,00	2,34	4,77	4,92
Transfert	740,39	623,27	353,51	226,30	132,31	275,32	283,58	0,00	0,00	0,00	132,31	275,32	283,58
Assurer une subvention au fonctionnement de l'ONEP	740,39	623,27	353,51	226,30	132,31	275,32	283,58	0,00	0,00	0,00	132,31	275,32	283,58
Trésor	1 929,22	310,00	1 333,43	1 879,17	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable	0,00	0,00	0,00	301,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Indemnisation des travaux Hydrauliques	1 607,40	250,00	1 333,43	1 577,93	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
Appui aux centres de production en Eau Potable	121,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etudes Hydrauliques	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Appui au Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau (LACQUE)/ONEP	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	0,00	122,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Appui au Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau (LACQUE)/ONEP	0,00	122,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Action 2 : Système d'hydraulique Urbain													
Investissement	91 705,64	27 862,31	22 658,94	76 022,62	57 640,45	25 059,82	0,00	11 204,96	0,00	0,00	68 845,40	25 059,82	0,00
Trésor	33 067,66	22 693,90	20 630,75	17 912,62	8 632,97	5 335,97	0,00	11 204,96	0,00	0,00	19 837,93	5 335,97	0,00
Financement extérieur	58 637,98	5 168,42	2 028,19	58 110,00	49 007,47	19 723,85	0,00	0,00	0,00	0,00	49 007,47	19 723,85	0,00
Total Action 2:	91 705,64	27 862,31	22 658,94	76 022,62	57 640,45	25 059,82	0,00	11 204,96	0,00	0,00	68 845,40	25 059,82	0,00
Trésor	33 067,66	22 693,90	20 630,75	17 912,62	8 632,97	5 335,97	0,00	11 204,96	0,00	0,00	19 837,93	5 335,97	0,00
Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes	0,00	2,01	147,55	2 490,75	845,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	845,66	0,00	0,00
AEP des villes de Bouna et Bondoukou	0,00	0,00	48,77	1 119,00	688,97	1 527,91	0,00	0,00	0,00	0,00	688,97	1 527,91	0,00
projet d'alimentation en eau potable dans le district des montagnes	0,00	337,50	0,00	1 228,70	1 041,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041,65	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	0,00	16,66	40,71	2 270,68	113,72	1 030,07	0,00	0,00	0,00	0,00	113,72	1 030,07	0,00
AEP à partir de la ME (PFO/VEOIA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 704,96	0,00	0,00	4 704,96	0,00	0,00
Aduction Eau Gagnoa et Sinfra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00
Alimentation en Eau Potable du nord est de la ville d'Abidjan	688,95	1 927,68	161,58	1 261,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué	0,00	0,00	102,00	290,91	0,00	411,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411,49	0,00
AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	0,00	0,00	0,00	135,00	618,00	490,30	0,00	0,00	0,00	0,00	618,00	490,30	0,00
AEP localité d'Odienné/ONEP	0,00	0,00	450,00	514,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alimentation Eau potable de Korhogo	0,00	0,00	3 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Exploitation champs captants Bonoua/Eximbank Chine	0,00	1 289,76	299,32	985,04	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
AEP localité d'Aboisso/ONEP	0,00	0,00	0,00	300,54	124,97	365,20	0,00	0,00	0,00	0,00	124,97	365,20	0,00
Alimentation en eau potable des quartiers périurbains des villes de l'intérieur	54,56	27,45	48,99	301,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Renforcement en AEP du nord est de la ville d'Abidjan	1 949,39	323,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alimentation en eau potable des quartiers périurbains d'Abidjan	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réhabilitation des Dignes Seuil des retenues d'Eau d'AEP	0,00	0,00	0,00	631,17	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
Travaux d'Urgence Hydraulique	0,00	3 602,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	0,00	0,00	0,00	384,00	500,00	511,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	511,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
AEP de la zone Bouaflé-Bonon	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Urgence Hydraulique Abidjan	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Urgence d'Hydraulique Urbaine	374,76	166,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rechercher des appuis financiers au Développement Urain-Eau/ C2D	30 000,00	15 000,00	5 431,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rechercher des appuis financiers à l'Eau Potable/ 2ème C2D	0,00	0,00	10 000,00	6 000,00	4 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00	0,00	0,00
Financement Extérieur	58 637,98	5 168,42	2 028,19	58 110,00	49 007,47	19 723,85	0,00	0,00	0,00	0,00	49 007,47	19 723,85	0,00
Renforcement AEP de la ville de Tafiré et des localités environnantes	0,00	0,00	1 370,54	3 676,00	207,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207,00	0,00	0,00
AEP des villes de Bouna et Bondoukou	0,00	0,00	56,95	7 181,83	6 590,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 590,90	0,00	0,00
projet d'alimentation en eau potable dans le district des montagnes	0,00	0,00	0,00	3 428,00	1 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 572,00	0,00	0,00
AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Kowétien)	0,00	0,00	0,00	3 383,27	8 639,93	2 588,85	0,00	0,00	0,00	0,00	8 639,93	2 588,85	0,00
Alimentation en Eau Potable du nord est de la ville d'Abidjan	2 415,15	5 168,42	350,70	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alimentation en eau potable des régions du Gôh et de la Marahoué	0,00	0,00	0,00	12 351,90	10 000,00	7 705,70	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	7 705,70	0,00
AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	0,00	0,00	0,00	8 905,00	7 227,60	2 671,30	0,00	0,00	0,00	0,00	7 227,60	2 671,30	0,00
Exploitation champs captants Bonoua/Eximbank Chine	53 000,00	0,00	0,00	4 245,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AEP localité d'Aboisso/ONEP	0,00	0,00	0,00	3 543,30	3 618,05	880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 618,05	880,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
AEP de la zone Bouaflé-Bonon	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Renforcement en AEP du nord est de la ville d'Abidjan	3 222,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	0,00	0,00	0,00	11 095,40	11 152,00	5 878,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 152,00	5 878,00	0,00
Action 3 : Système d'Hydraulique villageoise													
Investissement	346,24	49,24	781,46	9 434,59	3 486,80	2 003,75	0,00	0,00	0,00	0,00	3 486,80	2 003,75	0,00
Trésor	346,24	49,24	210,79	1 082,49	430,00	1 554,65	0,00	0,00	0,00	0,00	430,00	1 554,65	0,00
Financement extérieur	0,00	0,00	570,67	8 352,10	3 056,80	449,10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 056,80	449,10	0,00
Total Action 3:	346,24	49,24	781,46	9 434,59	3 486,80	2 003,75	0,00	0,00	0,00	0,00	3 486,80	2 003,75	0,00
Trésor	346,24	49,24	210,79	1 082,49	430,00	1 554,65	0,00	0,00	0,00	0,00	430,00	1 554,65	0,00
Programme d'Urgence d'hydraulique Villageoise	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AEP localités nord-Est et nord-ouest (projet d'hydraulique rurale)	0,00	21,59	68,81	811,85	290,00	170,65	0,00	0,00	0,00	0,00	290,00	170,65	0,00
Programme sectoriel hydraulique	0,00	27,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisation de 200 forages/Dons Saoudien	0,00	0,00	0,00	150,00	140,00	671,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	671,00	0,00
Oprération d'Entretien et Maintenance Pompes à motricité humaine	211,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réhabilitation Pompes à motricité humaine	134,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Entretien et Maintenance des Ouvrages d'Hydraulique villageoise	0,00	0,00	0,00	120,63	0,00	713,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	713,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Financement Extérieur	0,00	0,00	570,67	8 352,10	3 056,80	449,10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 056,80	449,10	0,00
AEP localités nord-Est et nord-ouest (projet d'hydraulique rurale)	0,00	0,00	146,67	4 754,10	1 384,20	449,10	0,00	0,00	0,00	0,00	1 384,20	449,10	0,00
Programme sectoriel hydraulique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Aménagements Hydrauliques Sécurité Alimentaire/ UEMOA	0,00	0,00	424,00	598,00	102,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102,60	0,00	0,00
Réalisation de 200 forages/Dons Saoudien	0,00	0,00	0,00	3 000,00	1 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 570,00	0,00	0,00
Action 4 : Système d'Hydraulique villageoise amélioré													
Investissement	3 229,59	3 123,02	1 538,06	8 226,04	4 772,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 772,80	0,00	0,00
Trésor	1 333,91	796,17	86,90	1 574,80	1 384,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 384,30	0,00	0,00
Financement extérieur	1 895,69	2 326,84	1 451,16	6 651,25	3 388,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 388,50	0,00	0,00
Total Action 4:	3 229,59	3 123,02	1 538,06	8 226,04	4 772,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 772,80	0,00	0,00
Trésor	1 333,91	796,17	86,90	1 574,80	1 384,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 384,30	0,00	0,00
Projet Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire	754,35	0,00	44,95	1 574,80	1 384,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 384,30	0,00	0,00
Hydraulique villageoise amélioré KFW VI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hydraulique villageoise amélioré KFW VIII	0,00	130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme de construction de 5 nouveaux HVA	48,69	134,37	19,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, Hygiène et Assainissement (PADEHA)/ONEP	26,00	26,00	22,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Construction Chateau d'Eau à Yomian/ Transua-Assuéffry	74,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AEP Arrah, Andé et Tiémélékro / ONEP	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hydraulique Villageoise Améliorée d'Allongo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AEP Yapi Kouamekro (Bocanda)	50,00	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AEP des localités de Kongotti et Kouadio-Djekekro/ONEP	0,00	280,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Equipement en matériels de forage d'eau/ONEP (Don Japonais)	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alimentation en Eau Potable de la localité de Kouban/ONEP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement extérieur	1 895,69	2 326,84	1 451,16	6 651,25	3 388,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 388,50	0,00	0,00
Projet Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire	0,00	715,77	1 099,93	3 651,25	3 388,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 388,50	0,00	0,00
Hydraulique villageoise amélioré KFW VIII	534,69	616,08	351,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, Hygiène et Assainissement (PADEHA)/ONEP	356,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme d'Equipement en matériels de forage d'eau/ONEP (Don Japonais)	1 005,00	995,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total programme 3	98 865,06	32 938,39	27 450,74	96 631,51	68 329,26	28 256,07	466,02	11 204,96	0,00	0,00	79 534,21	28 256,07	466,02

**SECTION 22 : MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Diagnostic

Le taux de croissance démographique relativement élevé (3,5% entre 1998 et 2014; Prévission de 1,7% entre 2014 et 2025¹) fait peser une forte pression sur le système éducatif : 1,5 million² d'enfants de 6-15 ans à scolariser sur la période 2015-2025.

Contexte macroéconomique

Les indicateurs macroéconomiques sont déclinés comme suit:

- un fort taux de croissance moyen de 9,5% par an entre 2012 - 2014 et une prévision de 8% entre 2015 - 2025 ;
- des ressources internes en augmentation : de 15 500 000 000 FCFA, on passe en 2013 à 18 351 000 000 FCFA en 2015 (RESEN 2015)
- des ressources externes en augmentation : de 83,3 milliards en 2012, à 201,5 milliards en 2015 (RESEN 2015)
- une part importante des dépenses courantes de l'Etat allouée au secteur Education/Formation (29,5% en 2013);

Accès

- La couverture scolaire est en augmentation dans la partie basse du système mais reste inférieure au niveau moyen des pays comparateurs. Le nombre d'écoles primaires est passé de 15 547 en 2015 à 16 324 en 2017. La scolarisation primaire universelle n'est cependant pas encore réalisée ;
- Le nombre d'enfants en dehors du système, bien qu'en baisse, reste élevé (1, 45 millions d'enfants soit 26% en 2013-2014 RESEN 2015) ;
- La croissance des effectifs d'élèves est tirée par le privé au niveau du post-primaire.

¹Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2014

² Rapport d'Etat sur le Système Educatif National (RESEN) 2015

Qualité

- L'évaluation des acquis scolaires en Français et Mathématiques dans le primaire révèle des efforts à fournir pour améliorer la qualité de l'éducation en Côte d'Ivoire. Le score moyen sur 100 est de 38,2 en mathématique et de 30,4 en français (DVSP/MENETFP). Le taux de réussite moyen au CEPE varie de 82,12% en 2015 à 80,98% en 2017 ; de 58,62 % à 60,08% sur la même période pour le BEPC ; 39,66% en 2015 et 44,97% en 2017 pour le BAC.
- Parmi les individus qui ont atteint la fin du cycle primaire durant leur jeunesse, 79% savent lire contre 21% qui sont ou restent analphabètes (RESEN 2015) ;

Gouvernance

- un aléa dans la répartition des ressources enseignantes : des écoles ayant le même nombre d'élèves peuvent avoir des nombres d'enseignants très différents ;
- l'utilisation des ressources (enseignants, salles de classes, intrants pédagogiques, ...) n'est pas optimisée ;
- une forte variabilité dans le temps d'enseignement entre les écoles.

Identification des problèmes

Le sous-secteur éducation nationale et enseignement technique reste confronté à des difficultés majeures de plusieurs ordres, au nombre desquelles :

- la faiblesse du rendement du système éducatif ;
- les problèmes liés à l'accès ;
- les problèmes liés à l'encadrement ;
- les contraintes budgétaires ;
- le matériel didactique ;
- insuffisance d'équipement ;
- la mauvaise répartition spatiale du personnel enseignant ;
- décrochage scolaire important, décrochés sans aucun savoir-faire ni aucune qualification ;
- problème d'employabilité sans qualification.

Ces contraintes sont amplifiées par le taux élevé d'analphabétisme, les fortes inégalités sociales.

Réponses apportées

Reconnaissant que le développement économique, social et culturel ainsi que toute la politique qui régent la vie d'un pays a pour socle l'accès égal de tous les enfants à une éducation de base de qualité et donc un capital humain compétent et de qualité, la République de Côte d'Ivoire a engagé une réforme de son système éducatif. Un certain nombre de mesures ont été prises à cet effet :

- **Le Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE)** : La priorité, tant en matière d'attention politique que des financements et tant de la part des pays que de leurs partenaires, a en effet été portée sur le primaire. On note pourtant, quoiqu'on ait obtenu des progrès significatifs en matière de couverture, la persistance d'un besoin d'amélioration de la rétention des élèves en cours de ce cycle et d'amélioration des résultats qualitatifs obtenus dans les apprentissages réalisés. Le développement d'activités ciblées sur le jeune enfant (de la naissance à six ou huit ans), dans laquelle la Côte d'Ivoire s'engage aujourd'hui, s'appuie sur un certain nombre de travaux de recherches qui montrent qu'une prise en charge appropriée peut avoir des impacts ultérieurs significatifs pour sa vie, à la fois pour son développement, sa scolarité primaire et au-delà ainsi que pour l'ensemble de la société. C'est pour tout cela qu'elle a décidé de considérer la prise en charge de la petite enfance comme une problématique prioritaire.
- **La réforme du CEPE** : barre d'admission en 6ème : la fixation de la barre d'admission à l'entrée en sixième à 85 points est une initiative gouvernementale mise en œuvre par la commission nationale d'orientation depuis la session 2013. Cette mesure vise une plus grande équité car elle établit les mêmes critères de passage en classe supérieure. Cette réforme contribue à exercer une forte pression sur le collège. D'où la nécessité de construire d'autres collèges. Il est prévu de construire d'ici à 2025, 816 collèges selon le Plan Décennal du Secteur Education-Formation (PSE 2016-2025). Les financements sont à rechercher.
- **La Politique de Scolarisation Obligatoire (PSO)**. Le 17 septembre 2015 la loi sur la scolarisation obligatoire a été votée pour donner la possibilité à tous les enfants de 6 à 16 ans d'acquérir un socle commun de connaissances, de compétences et de culture. La mesure d'instaurer l'obligation scolaire en Côte d'Ivoire intervient dans un contexte marqué par de fortes inégalités dans l'accès, liées au niveau de richesse familiale, au lieu de résidence ou au genre. Le taux d'accès au primaire des enfants du quintile le plus pauvre n'est que de 51%, par rapport à 89% pour les enfants du quintile le plus nanti (RESEN 2015). Les disparités augmentent selon la classe sociale, malgré la suppression des frais d'inscription et la prise d'autres mesures telles que la promotion des cantines scolaires et la distribution d'ouvrages et de kits scolaires.
- **La réforme du collège** : Cette réforme consiste à créer des collèges de proximité fonctionnant en « base 2 », soit avec huit (8) classes. Ces collèges au format réduit seront rapprochés géographiquement des communautés rurales et des familles, afin de permettre aux élèves de résider en famille et surtout aux filles de bénéficier d'un encadrement parental plus effectif, réduisant ainsi pour ces dernières, les risques de grossesses précoces et les maladies sexuellement transmissibles. Ces collèges dispenseront un enseignement identique à celui des collèges classiques, l'ensemble des matières étant enseignées par des professeurs polyvalents recrutés sur concours et formés spécialement à cet effet.

- **Les subventions aux opérateurs privés** : Les établissements privés bénéficient de subventions permettant la prise en charge d'enfants issus de milieux défavorisés et qui ne disposent pas de place dans les écoles publiques à proximité. La qualité offerte par ces établissements ne justifie pas toujours ces subventions. Depuis 2015 un projet de révision de la convention qui lie l'État et les établissements privés a été initié pour une meilleure offre de ce secteur. Reste la finalisation de cette réforme. La mise en œuvre de cette réforme sur l'ensemble du territoire nécessitera la mobilisation de ressources financières auprès de partenaires.
- **L'enseignement des langues maternelles** : cette réforme vise à utiliser les langues nationales comme canal d'enseignement dans le préscolaire et le primaire. "24 écoles sont déjà implantées et réparties dans les localités de Bondoukou pour le Koulango, Adzopé pour l'Attié, Touba pour le Mahou, Aboisso pour l'Agni, Korhogo pour le Sénoufo, Tiébissou pour le Baoulé, Danané pour le Dan, Soubré pour le Bété et Sikensi pour l'Abidji". Les résultats d'études menées dans ce sens ont montré que les apprenants assimilent mieux et plus vite les connaissances lorsque celles-ci, leur sont transmises par le canal de la langue maternelle. L'expérience de l'enseignement des langues maternelles n'est pas allée au-delà des 24 écoles pilotes faute de financements. Pour la vulgarisation de cette importante réforme des ressources financières seront à rechercher.
- **L'entrepreneuriat scolaire** : par la communication en conseil des Ministres du 15 janvier 2015 instituant le développement de l'entrepreneuriat dans le système éducatif ivoirien, le gouvernement veut répondre au problème d'employabilité de la jeunesse et celui de l'insertion sociale d'une population qui risque de basculer dans des activités pouvant perturber l'ordre et l'équilibre social. L'adoption de cette approche éducative s'inscrit d'une part dans la perspective d'une éducation globale qui invite les apprenants à exercer des choix à même de contribuer à un nouvel équilibre social, économique et écologique et d'autre part dans la volonté de l'Etat de donner une réponse durable aux problèmes de l'employabilité en installant la culture entrepreneuriale chez les jeunes dès le plus bas âge.
- **L'Alphabétisation** : en Côte d'Ivoire, dans la population des 15-45 ans, 63 % des individus sont analphabètes (RESEN 2015). Malgré ses énormes potentialités humaines et matérielles, la Côte d'Ivoire est encore à la traîne et des milliers d'ivoiriens sont incapables d'être autonomes car ils ne savent ni lire ni écrire. Pour adresser ce problème, le Gouvernement s'est doté d'un plan stratégique visant la réduction du taux d'analphabètes à 35% d'ici l'horizon 2020. Ainsi, des centres d'alphabétisation seront créés dans les écoles et les communautés rurales et des ressources financières seront mobilisées pour financer des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour les personnes alphabétisées. L'accent sera également mis spécifiquement sur l'intensification de la formation fonctionnelle des adultes et plus particulièrement des femmes. En amont de ces initiatives, une stratégie globale de lutte contre l'exclusion scolaire sera développée.

Défis et priorités

Le RESEN 2015 a permis d'identifier les défis structurels importants à relever par le pays dans les années à venir pour la mise en œuvre d'une nouvelle politique éducative efficace et équitable. Cette politique développée dans un contexte de viabilité financière devrait permettre à la Côte d'Ivoire de faire des avancées

significatives vers l'atteinte des objectifs du développement durable, plus particulièrement l'achèvement universel de l'enseignement primaire. Les principaux défis identifiés sont présentés ci-dessous.

Le défi de l'inclusion

Assurer l'éducation primaire universelle pour tous les enfants des deux sexes, de tous les milieux socioéconomiques y compris les enfants à besoins spéciaux

Le défi de la réussite pour tous

D'un système élitiste qui sélectionne les meilleurs et abandonne les autres à leur sort, nous devons bâtir un système qui assure la réussite pour tous en mettant en place des passerelles entre l'enseignement général, l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Le défi de l'employabilité des sortants

Il y a une forte inadéquation quantitative et qualitative entre l'offre et la demande d'emploi.

65% des sortants du primaire sont inactifs ; 98% de ceux qui sont actifs exercent dans l'informel ;

Les sortants du supérieur et de la Formation Professionnelle ont plus de chance de s'insérer dans la vie active.

I-2- Politique sectorielle

Principales orientations stratégiques du Ministère

Pour l'éducation de base, le plan décennal (2016-2025), opère des choix stratégiques en cohérence avec les perspectives de ressources financières, les capacités du système éducatif et les impératifs de restauration de la qualité. Parmi ces choix, les principaux sont les suivants, au-delà des importants programmes de construction, d'équipements, de développement du préscolaire et de l'alphabétisation :

- une politique renouvelée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes, utilisant toutes les possibilités des grilles statutaires d'emplois et privilégiant à la fois les recrutements initiaux dans les échelons les plus modestes et des progressions plus ouvertes ;
- des parcours scolaires facilités dans tout le cycle de base, régulés au-delà, et des transitions sans rupture entre les cycles scolaires et les formations professionnelles ;
- une politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes et la résorption progressive des situations nuisant aux apprentissages (effectifs pléthoriques, sous-équipement). Cette politique repose sur l'action des directions des établissements et des échelons

déconcentrés de l'administration. Elle s'appuie sur des indicateurs déclinés à l'échelon local et mettant en lumière les disparités de situations qu'il convient de résorber ;

- une politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants et en bâtiments, relevant elle aussi des responsabilités locales clairement identifiées et de mandats explicites.

Grands résultats attendus

Le Gouvernement a pris l'option de rendre l'éducation et la formation obligatoires pour les enfants âgés de 6 à 16 ans. La politique éducative identifie les conditions de mise en œuvre de cette orientation politique ainsi que les conditions nécessaires pour le développement du capital humain pouvant accompagner l'émergence de la Côte d'Ivoire. Les axes principaux de cette politique sont :

- l'amélioration de la qualité des apprentissages dispensés à l'enseignement de base en augmentant la fourniture des intrants pédagogiques, la formation et la motivation des enseignants, l'encadrement des élèves , ainsi que l'amélioration d'une offre d'accueil de qualité pour la petite enfance ;
- l'accueil de tous les enfants de 6 à 11 ans dans des structures de l'enseignement primaire (six ans de scolarité complète) ; l'accès d'une très grande majorité des sortants du primaire au collège qui disposera de tous les intrants pédagogiques nécessaires, d'enseignants formés et d'infrastructures équitablement répartis sur toute l'étendue du territoire ;
- la maîtrise des flux d'élèves à l'entrée du secondaire général pour permettre de consacrer plus de moyens au renforcement des apprentissages plus particulièrement dans les disciplines scientifiques et technologiques ;
- le développement de l'alphabétisation de façon à fournir les aptitudes de base nécessaires à une meilleure insertion socioéconomique, tout en mettant l'accent sur les catégories défavorisées.

I-3- Mission-vision du Ministère

Pour l'éducation de base, le plan décennal (2016-2025), opère des choix stratégiques en cohérence avec les perspectives de ressources financières, les capacités du système éducatif et les impératifs de restauration de la qualité. Parmi ces choix, les principaux sont les suivants, au-delà des importants programmes de construction, d'équipements, de développement du préscolaire et de l'alphabétisation:

- une politique renouvelée de recrutement et de gestion des carrières enseignantes, utilisant toutes les possibilités des grilles statutaires d'emplois et privilégiant à la fois les recrutements initiaux dans les échelons les plus modestes et des progressions plus ouvertes ;
- des parcours scolaires facilités dans tout le cycle de base, régulés au-delà, et des transitions sans rupture entre les cycles scolaires et les formations professionnelles ;

- une politique de la qualité orientée vers une gestion administrative et pédagogique centrée sur des normes et la résorption progressive des situations nuisant aux apprentissages (effectifs pléthoriques, sous-équipement). Cette politique repose sur l'action des directions des établissements et des échelons déconcentrés de l'administration. Elle s'appuie sur des indicateurs déclinés à l'échelon local et mettant en lumière les disparités de situations qu'il convient de résorber ;
- une politique d'optimisation de l'emploi des ressources en enseignants et en bâtiments, relevant elle aussi des responsabilités locales clairement identifiées et de mandats explicites.

I-4- Identification des programmes

La mission du ministère se décline en quatre programmes à savoir :

- **Programme 1 : Administration Générale ;**
- **Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire ;**
- **Programme 3 : Enseignement Secondaire Général et technique ;**
- **Programme 4 : Alphabétisation et Education non Formelle.**

Remarque : Le volet de l'enseignement professionnel est du ressort du Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets annuels de Performance (PAP)

II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

Programmes	Directions/Services concernés	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : Administration générale	DSPS, DAF, DOB, CIO, DREN, DDEN, DEEP, Commission Nationale UNESCO, DRH, IGEN, DPFC, Antennes pédagogiques, DECO, CNMS, DELC, DMOSS, Commission Nationale de préparation de la rentrée scolaire (CNPRS), Cabinet, Secrétariat Général du ministère ; DAPS-COGES ; Directions de la vie scolaires(DVS), SCDA, DEP, DTSI, DAJ, DET	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cartographie des Infrastructures Scolaires ➤ Renforcement Dispositif collecte des données statistiques ➤ Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education 	
P2 : Enseignement Précoce et Primaire	EPP, CAFOP ;COGES ; SNAPS Inspection COGES, IEP; IGEN primaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes (Composante Educ. Base) /C2D ➤ Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI ➤ Projet éducation de base / UNICEF ➤ Acquisition de manuels scolaires ➤ Réhabilitation Etablissements d'enseignement primaire ➤ Projet Dév éducatif/Commune 	
P3 : Enseignement Secondaire Général et Technique	Collèges et Lycées d'enseignement général et technique, IGEN secondaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Projet Dév éducatif/Conseil. Général. ➤ Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D ➤ Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam ➤ Programme de construction de collèges et lycées ➤ Rénovation des établissements du second degré ➤ Construction et Equipement de 06 Lycées de Jeunes Filles avec Internats ➤ Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID 	
P4: Alphabétisation et Education Non Formelle	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stratégie Nationale d'Alphabétisation 	

II.1.2- Tableau de performance

PROGRAMME 1: ADMINISTRATION GENERALE

Objectif		Indicateurs	Référence		Cibles			Méthode de calcul des indicateurs
			2016	2017	2018	2019	2020	
Objectif spécifique 1.1	Amélioration du cadre institutionnel du secteur	<u>Indicateur 1</u> : Nombre de salles de classe primaire construites par an	3.931	1.516	3.440	4.000	4.511	Enquête relative aux infrastructures scolaires
		<u>Indicateur 2</u> : Nombre de collèges construits par an	75	25	67	103	150	
Objectif spécifique 1.2	Amélioration de la gestion financière et des ressources humaines	<u>Indicateur 2.1</u> : Proportion des actes (engagement ou mandatement) rejetés dans le circuit de la dépense publique.	ND	En cours	0%	0%	0%	Diviser le nombre de rejets par le nombre de dossiers soumis
		<u>Indicateur 2.2</u> : Proportion des actes (engagement ou mandatement différés dans le circuit de la dépense publique	ND	En cours	0%	0%	0%	Sources : Système d'information budgétaire
		<u>Indicateur 2.3</u> : Taux d'exécution du budget	95	99	100	100	100	Diviser le montant du budget engagé par le montant du budget notifié
		<u>Indicateur 2.4</u> : la durée moyenne de délivrance des actes produits par la DRH	20	15	5	2	2	Rapports d'activités
		<u>Indicateur 2.5</u> : Nombre d'heure cours des enseignants par semaine	14	15,6	16,6	17,1	17,6	Rapport d'activité des Inspections

PROGRAMME 2: ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE

L'objectif global : favoriser l'accès à l'éducation préscolaire et primaire sur toute l'étendue du territoire national								
Objectif		Indicateurs	Référence		Cibles			Méthode de calcul des indicateurs
			2016	2017	2018	2019	2020	
2.1 : Objectif spécifique	Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	<u>Indicateur 1</u> : Ratio élève-maître au primaire	43	43	42	41	40	Effectif élève/ Effectif enseignant
		<u>Indicateur 3</u> : note obtenue par les élèves du CE en Mathématique et Français suite à l'évaluation des acquis scolaires	35,6/100	35,6/100	40/100	40/100	50/100	Enquête
		<u>Indicateur 4</u> : Taux de succès au CEPE	83 ,33%	80,98%	85%	88%	90%	Diviser le nombre d'élèves admis CEPE par le nombre de candidats
2.2 : Objectif spécifique	Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	<u>Indicateur 1</u> : le taux brut de préscolarisation	8 ,2%	8,80%	10 ,4%	12 ,4%	14,30%	Le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire rapporté à la population scolarisable (âgé de 3 à 5 ans).
		<u>Indicateur 5</u> : Indice de parité entre les sexes au primaire	0,95	0,96	0,98	0,99	1	Diviser la valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin par la valeur du même indicateur chez les individus de sexe masculin
		<u>Indicateur 2</u> : taux d'achèvement au primaire	69,10%	75 ,10%	77%	82%	85%	Le rapport entre les nouveaux inscrits au CM2 et le nombre total des enfants ayant l'âge de 11 ans multiplié par 100
		<u>Indicateur 2</u> : Taux brut de scolarisation au primaire	101 ,3%	104,60%	108,55%	113 ,33%	115%	Diviser le nombre des élèves (ou étudiants) inscrits dans un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, par la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation
		<u>Indicateur 3</u> : Taux de redoublement au primaire	13%	11%	10%	10%	9 ,50%	Diviser le nombre des redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire t+1 par le nombre des élèves qui étaient inscrits dans la même classe au cours de l'année scolaire précédente t

PROGRAMME 3: ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

Objectif		Indicateurs	Référence		Cibles			Méthode de calcul des indicateurs
			2016	2017	2018	2019	2020	
Objectif spécifique 3.1	Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire général et technique	<u>Indicateur 1</u> : Taux succès au BEPC	59,11%	60,08%	62%	65%	70%	Diviser le nombre d'élèves admis au BEPC par le nombre d'élèves candidats
		<u>Indicateur 2</u> : Taux succès au BAC	42 ,38%	44 ,97%	45 ,50%	46 %	46,50%	Diviser le nombre d'élèves admis au BAC par le nombre d'élèves candidats
		<u>Indicateur 3</u> : Taux d'accès en seconde	27,50%	33,88%	39,13%	44 ,2	47%	Diviser le nombre des nouveaux élèves en première année, quel que soit leur âge, par le nombre total des enfants ayant l'âge officiel d'entrée à l'école
3.2- Objectif spécifique	Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire général et technique	<u>Indicateur 1</u> : Taux brut de scolarisation au 1 ^{er} cycle	50 ,8%	63 ,5%	64%	66%	69%	Rapport entre le nombre d'enfants inscrits au 1 ^{er} cycle et le nombre d'enfant en age de fréquenter le 1 ^{er} cycle
		<u>Indicateur 2</u> : Taux brut de scolarisation au 2 nd cycle	27 ,20%	28,40%	30%	32%	35%	Rapport entre le nombre d'enfants inscrits au 2 nd cycle et le nombre d'enfant en age de fréquenter le 2 nd cycle
		<u>Indicateur3</u> : Taux d'achèvement du 1 ^{er} cycle du secondaire	41,50%	49 ,3%	51%	54%	58%	Proportion des élèves nouvellement admis en dernière année du 1 ^{er} cycle par rapport à l'effectif de la population d'âge théorique d'aller au 1 ^{er} cycle.
		<u>Indicateur4</u> : Taux d'achèvement du 2 nd cycle du secondaire	22,10%	23 ,30%	25%	30%	33%	Proportion des élèves nouvellement admis en dernière année du 2 nd cycle par rapport à l'effectif de la population d'âge théorique d'aller au 2 nd cycle.

PROGRAMME4: ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE

L'objectif global: réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire								
Objectif		Indicateurs	Référence		Cibles			Méthode de calcul des indicateurs
			2016	2017	2018	2019	2020	
4.1- Objectif spécifique	rendre accessible l'alphabétisation et l'éducation non formelle	Indicateur 4.1 Nombre d'enfants hors du système éducatif inscrit dans les classes passerelles	6.204	En cours	30 000	30 000	30 000	Décompte par enquête
		Indicateur 4.2: Proportion des enfants issus des classes passerelles intégrés dans le système éducatif	87,40%	En cours	100%	100%	100%	Décompte par enquête
		Indicateur 4.4 proportion de femmes parmi les apprenants	58%	57%	60%	65%	70%	Décompte par enquête
		Indicateur 4.5 Proportion des apprenants ayant franchi la post-alphabétisation (dernier niveau)	10%	En cours	20%	25%	30%	Décompte par enquête

II.1.3- Tableau financier global

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
RESSOURCES	563 699,7	684 749,9	855 959,8	813 471,1	927 618,2	885 769,0	912 342,1	0,0	0,0	0,0	927 618,2	885 769,0	912 342,1
Ressources interieures	556 676,7	677 272,3	853 959,8	803 166,4	908 618,2	885 769,0	912 342,1	0,0	0,0	0,0	908 618,2	885 769,0	912 342,1
Ressource propre (Etat)	556 676,7	677 272,3	853 959,8	803 166,4	908 618,2	885 769,0	912 342,1	0,0	0,0	0,0	908 618,2	885 769,0	912 342,1
Recettes propres (structures)													
Ressources Exterieures	7 023,0	7 477,5	2 000,0	10 304,7	19 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19 000,0	0,0	0,0
Part bailleurs des projets (dons/Emprunts)	7 023,0	7 477,5	2 000,0	10 304,7	19 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19 000,0	0,0	0,0
Appuis budgetaires ciblés													
Financement direct projets (hors PIP, hors budget) *													
DEPENSES	563 699,7	684 749,9	855 959,8	813 471,1	927 618,2	885 769,0	912 342,1	0,0	0,0	0,0	927 618,2	885 769,0	912 342,1
Personnel	470 303,5	546 906,2	600 477,5	629 111,5	705 584,2	726 751,8	748 554,3	0,0	0,0	0,0	705 584,2	726 751,8	748 554,3
Solde	470 303,5	546 906,2	600 477,5	629 111,5	705 584,2	726 751,8	748 554,3	0,0	0,0	0,0	705 584,2	726 751,8	748 554,3
Contractuels hors solde													
Biens et services	22 081,6	23 122,5	31 624,1	32 526,3	31 997,2	32 703,1	33 684,2	0,0	0,0	0,0	31 997,2	32 703,1	33 684,2
Transferts et subventions	41 755,0	83 919,8	99 994,0	108 076,7	122 609,0	126 314,2	130 103,6	0,0	0,0	0,0	122 609,0	126 314,2	130 103,6
Investissement	29 559,6	30 801,4	123 864,2	43 756,6	67 427,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	67 427,8	0,0	0,0
Tresor	22 536,6	23 323,9	121 864,2	33 451,9	48 427,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48 427,8	0,0	0,0
Financement exterieur	7 023,0	7 477,5	2 000,0	10 304,7	19 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19 000,0	0,0	0,0
Dons	7 023,0	7 477,5	2 000,0	4 000,0	9 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 000,0	0,0	0,0
Emprunts	0,0	0,0	0,0	6 304,7	10 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10 000,0	0,0	0,0

* Budget actuel correspond au Collectif 2017

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

PROGRAMME 1: ADMINISTRATION GENERALE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			Actuel	REFERENCE			PROJECTION FINALE		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	39 881,7	46 377,6	50 920,5	53 348,7	59 833,5	61 628,5	63 477,4	59 833,5	61 628,5	63 477,4
Biens et Services	5 509,7	4 804,9	3 832,4	4 333,9	4 031,7	4 093,5	4 216,3	4 031,7	4 093,5	4 216,3
Transferts	8 527,1	11 894,0	12 353,7	10 939,8	10 939,8	11 268,0	11 606,1	10 939,8	11 268,0	11 606,1
Investissements	2 116,5	2 443,5	1 164,6	722,8	359,0	0,0	0,0	359,0	0,0	0,0
TOTAL DEPENSE	56 035,1	65 520,1	68 271,2	69 345,2	75 164,1	76 990,1	79 299,8	75 164,1	76 990,1	79 299,8

PROGRAMME 2: ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			Actuel	REFERENCE			PROJECTION FINALE		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 019	2 020
Personnel	271 929,5	316 221,1	347 196,1	363 752,3	407 968,8	420 207,9	432 814,1	407 968,8	420 207,9	432 814,1
Biens et Services	7 879,1	10 157,7	19 637,8	20 292,0	19 969,0	20 501,1	21 116,1	19 969,0	20 501,1	21 116,1
Transferts	8 300,7	15 459,2	13 064,4	13 696,0	15 399,7	15 891,3	16 368,1	15 399,7	15 891,3	16 368,1
Investissements	19 674,9	21 408,3	110 403,3	12 118,7	11 423,7	0,0	0,0	11 423,7	0,0	0,0
TOTAL DEPENSE	307 784,3	363 246,3	490 301,6	409 859,0	454 761,2	456 600,3	470 298,3	454 761,2	456 600,3	470 298,3

PROGRAMME 3: ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERALE ET TECHNIQUE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			Actuel	REFERENCE			PROJECTION FINALE		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 019	2 020
Personnel	158 163,1	183 924,5	201 940,6	211 570,2	237 288,0	244 406,6	251 738,8	237 288,0	244 406,6	251 738,8
Biens et Services	8 421,2	7 967,5	8 049,4	7 815,4	7 919,9	8 029,7	8 270,6	7 919,9	8 029,7	8 270,6
Transferts	24 927,2	56 566,6	74 575,9	83 440,9	96 269,5	99 154,8	102 129,5	96 269,5	99 154,8	102 129,5
Investissements	7 618,1	6 799,6	11 829,4	30 532,5	55 261,9	0,0	0,0	55 261,9	0,0	0,0
TOTAL DEPENSE	199 129,5	255 258,2	296 395,3	333 359,0	396 739,4	351 591,2	362 138,9	396 739,4	351 591,2	362 138,9

PROGRAMME4: ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			Actuel	REFERENCE			PROJECTION FINALE		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 019	2 020
Personnel	329,2	382,8	420,3	440,4	493,9	508,7	524,0	493,9	508,7	524,0
Biens et Services	271,6	192,4	104,4	85,0	76,5	78,8	81,1	76,5	78,8	81,1
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements	150,0	150,0	467,0	382,5	383,1	0,0	0,0	383,1	0,0	0,0
TOTAL DEPENSE	750,8	725,2	991,7	907,9	953,5	587,5	605,1	953,5	587,5	605,1

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE													
Action 1: Coordination et animation du ministère													
Personnel	39 881,74	46 377,64	50 920,50	53 348,66	59 833,54	61 628,55	63 477,41	0,00	0,00	0,00	59 833,54	61 628,55	63 477,41
Assurer la prise en charge du salaire du personnel en centrale	39 881,74	46 377,64	50 920,50	53 348,66	59 833,54	61 628,55	63 477,41	0,00	0,00	0,00	59 833,54	61 628,55	63 477,41
Biens et services	1 829,78	1 906,25	1 489,56	1 867,51	1 652,50	1 702,07	1 753,14	0,00	0,00	0,00	1 652,50	1 702,07	1 753,14
Assurer le fonctionnemnt des structures centrales de coordination	1 073,75	1 296,75	962,26	1 061,08	988,39	1 018,04	1 048,58	0,00	0,00	0,00	988,39	1 018,04	1 048,58
Assurer le fonctionnemnt de structures déconcentrées de coordination	575,21	420,96	294,34	306,09	239,55	246,73	254,14	0,00	0,00	0,00	239,55	246,73	254,14
Organiser les examens et concours	96,37	94,35	39,79	33,88	21,54	22,19	22,86	0,00	0,00	0,00	21,54	22,19	22,86
Assurer le paiement des loyers et factures des structures centrales	84,46	94,19	193,18	466,46	403,02	415,11	427,57	0,00	0,00	0,00	403,02	415,11	427,57
Transferts	8 527,13	11 894,04	12 353,67	10 939,84	10 939,84	11 268,03	11 606,07	0,00	0,00	0,00	10 939,84	11 268,03	11 606,07
Organiser les examens et concours	8 527,13	11 894,04	12 353,67	10 939,84	10 939,84	11 268,03	11 606,07	0,00	0,00	0,00	10 939,84	11 268,03	11 606,07
Investissement [A+B]	2 016,51	2 291,50	949,63	507,81	144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144,00	0,00	0,00
Financement Trésor [A]	2 016,51	2 291,50	949,63	507,81	144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144,00	0,00	0,00
Prog Special Réh et Equip Education Nationale	778,51	1 696,91	749,74	364,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education	0,00	0,00	0,00	143,45	144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144,00	0,00	0,00
Anciens projets cloturés sur la période	1 238,00	594,59	199,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00
Dons											0,00	0,00	0,00
Emprunts											0,00	0,00	0,00
Total Action 1	52 255,17	62 469,43	65 713,36	66 663,82	72 569,88	74598,65	76836,61	0,00	0,00	0,00	72569,88	74598,65	76836,61

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 2 : Planification, programmation et suivi-évaluation													
Personnel											0,00	0,00	0,00
Biens et services	173,07	137,53	103,16	82,22	74,11	76,33	78,62	0,00	0,00	0,00	74,11	76,33	78,62
Assurer le fonctionnem de la DSPS	88,07	71,03	45,11	37,51	33,81	34,82	35,87	0,00	0,00	0,00	33,81	34,82	35,87
Assurer la production des statistiques scolaires	85,00	66,50	58,05	44,71	40,30	41,51	42,76	0,00	0,00	0,00	40,30	41,51	42,76
Transferts											0,00	0,00	0,00
Investissement [A+B]	100,00	152,00	215,00	215,00	215,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215,00	0,00	0,00
Financement Trésor [A]	100,00	152,00	215,00	215,00	215,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215,00	0,00	0,00
Cartographie des Infrastructures Scolaires	50,00	92,00	125,00	125,00	125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,00	0,00	0,00
Renforcement Dispositif collecte des données statistiques	50,00	60,00	90,00	90,00	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00
Dons											0,00	0,00	0,00
Emprunts											0,00	0,00	0,00
Total Action 2	273,07	289,53	318,16	297,22	289,11	76,33	78,62	0,00	0,00	0,00	289,11	76,33	78,62
Action 3: Gestion du système d'information et de communication													
Personnel											0,00	0,00	0,00
Biens et services	11,67	31,01	15,93	57,22	51,58	53,12	54,72	0,00	0,00	0,00	51,58	53,12	54,72
Assurer la gestion du système d'information et de communication	11,67	31,01	15,93	57,22	51,58	53,12	54,72	0,00	0,00	0,00	51,58	53,12	54,72
Transferts											0,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE				MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	
Investissement [A+B]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement Trésor [A]											0,00	0,00	0,00	
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00	
Dons											0,00	0,00	0,00	
Emprunts											0,00	0,00	0,00	
Total Action 3	11,67	31,01	15,93	57,22	51,58	53,12	54,72	0,00	0,00	0,00	51,58	53,12	54,72	
Action 4: Gestion des ressources (Humaines, financières et matérielles)														
Personnel											0,00	0,00	0,00	
Biens et services	3 495,21	2 730,12	2 223,76	2 326,95	2 253,56	2 261,94	2 329,80	0,00	0,00	0,00	2 253,56	2 261,94	2 329,80	
Assurer la gestion financière des structures centrales	207,16	285,91	116,81	132,78	189,16	164,96	169,91	0,00	0,00	0,00	189,16	164,96	169,91	
Assurer l'équipement et l'entretien des structures centrales	3 010,42	2 185,38	1 926,94	2 021,91	1 898,54	1 926,15	1 983,93	0,00	0,00	0,00	1 898,54	1 926,15	1 983,93	
Assurer la gestion financière structures déconcentrés	114,34	82,08	54,72	56,37	50,81	52,33	53,90	0,00	0,00	0,00	50,81	52,33	53,90	
Gerer le personnel du MEN	163,29	176,75	125,30	115,89	115,05	118,50	122,06	0,00	0,00	0,00	115,05	118,50	122,06	
Transferts											0,00	0,00	0,00	
Investissement [A+B]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement Trésor [A]											0,00	0,00	0,00	
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00	
Dons											0,00	0,00	0,00	
Emprunts											0,00	0,00	0,00	
Total Action 4	3495,21	2730,12	2223,76	2326,95	2253,56	2261,94	2329,80	0,00	0,00	0,00	2253,56	2261,94	2329,80	
TOTAL PROGRAMME 1	56 035,11	65 520,08	68 271,21	69 345,21	75164,13	76 990,06	79299,76	0,00	0,00	0,00	75164,13	76 990,06	79299,76	

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE													
Action 1 : Gestion des écoles préscolaires et primaires													
Personnel	271,93	316,22	347,20	363,75	407,97	420,21	432,81	0,00	0,00	0,00	407,97	420,21	432,81
Assurer la prise en charge du salaire du personnel du préscolaire et primaire	271,93	316,22	347,20	363,75	407,97	420,21	432,81	0,00	0,00	0,00	407,97	420,21	432,81
Biens et services	4,14	7,14	17,07	18,07	17,65	18,17	18,72	0,00	0,00	0,00	17,65	18,17	18,72
Assurer le fonctionnement des écoles préscolaires et primaires	1,57	0,92	0,61	0,80	0,72	0,74	0,76	0,00	0,00	0,00	0,72	0,74	0,76
Assurer le fonctionnement des 35 nouveaux EPP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,09	0,09	0,00	0,00	0,00	0,09	0,09	0,09
Assurer le fonctionnement des cantines scolaires	0,10	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,00	0,00	0,00	0,09	0,09	0,09
Assurer la distribution des kits scolaires	1,89	5,49	15,05	14,00	14,00	14,42	14,85	0,00	0,00	0,00	14,00	14,42	14,85
Assurer le paiement des loyers et factures des structures du préscolaire et primaire	0,58	0,64	1,32	3,18	2,75	2,83	2,92	0,00	0,00	0,00	2,75	2,83	2,92
Transferts	5,24	9,79	9,24	9,87	10,62	10,97	11,30	0,00	0,00	0,00	10,62	10,97	11,30
Assurer le fonctionnement des COGES du primaire	1,31	0,98	0,92	1,05	1,27	1,34	1,38	0,00	0,00	0,00	1,27	1,34	1,38
Assurer la prise en charge des subventions à l'enseignement primaire	3,93	8,80	8,32	8,82	9,35	9,63	9,92	0,00	0,00	0,00	9,35	9,63	9,92
Investissement [A+B]	3,23	4,73	2,49	6,58	6,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,53	0,00	0,00
Financement Trésor [A]	-1 996,77	-1 451,77	-1 997,51	-3 993,42	-3 993,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 993,47	0,00	0,00
Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	-1 996,77	-1 451,77	-1 997,51	-3 993,42	-3 993,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 993,47	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]	2 000,00	1 456,50	2 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
Dons	2 000,00	1 456,50	2 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	2 000,00	1 456,50	2 000,00	4 000,00	4 000,00						4 000,00	0,00	0,00
Emprunts											0,00	0,00	0,00
Total Action 1	284,54	337,87	376,00	398,27	442,76	449,35	462,83	0,00	0,00	0,00	442,76	449,35	462,83
Action 2: Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du Préscolaire et du primaire													
Personnel											0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 926,39	1 062,83	757,32	698,61	679,90	659,10	678,87	0,00	0,00	0,00	679,90	659,10	678,87
Assurer le fonctionnement des IEPP	1 926,39	1 062,83	757,32	698,61	609,90	587,00	604,61	0,00	0,00	0,00	609,90	587,00	604,61
Assurer le fonctionnement des 35 nouveaux IEPP	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26	0,00	0,00	0,00	70,00	72,10	74,26
Transferts											0,00	0,00	0,00
Investissement [A+B]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement Trésor [A]											0,00	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00
Dons											0,00	0,00	0,00
Emprunts											0,00	0,00	0,00
Total Action 2	1926,39	1062,83	757,32	698,61	679,90	659,10	678,87	0,00	0,00	0,00	679,90	659,10	678,87
Action 3: Formation initiale des enseignants du Préscolaire et du primaire													
Personnel											0,00	0,00	0,00
Biens et services	1 811,63	1 957,53	1 811,36	1 523,32	1 643,95	1 667,51	1 717,54	0,00	0,00	0,00	1 643,95	1 667,51	1 717,54
Assurer le fonctionnement des CAFOP	1 811,63	1 957,53	1 811,36	1 523,32	1 643,95	1 667,51	1 717,54	0,00	0,00	0,00	1 643,95	1 667,51	1 717,54
Transferts	3 062,88	5 671,68	3 822,86	3 825,44	4 779,00	4 922,37	5 070,04	0,00	0,00	0,00	4 779,00	4 922,37	5 070,04
Assurer le paiement des pécules	3 062,88	5 671,68	3 822,86	3 825,44	4 779,00	4 922,37	5 070,04	0,00	0,00	0,00	4 779,00	4 922,37	5 070,04

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Investissement [A+B]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement Trésor [A]											0,00	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00
Dons											0,00	0,00	0,00
Emprunts											0,00	0,00	0,00
Total Action 3	4874,51	7629,21	5634,21	5348,76	6422,95	6589,88	6787,58	0,00	0,00	0,00	6422,95	6589,88	6787,58
Action 4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire													
Personnel											0,00	0,00	0,00
Biens et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assurer l'équipement des écoles préscolaires et primaires					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts											0,00	0,00	0,00
Investissement [A+B]	11 350,05	10 584,14	107 814,44	4 901,89	4 894,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 894,96	0,00	0,00
Financement Trésor [A]	6 327,05	4 563,12	107 814,44	4 901,89	4 894,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 894,96	0,00	0,00
Assurer le transfert aux communes	2 555,56	2 139,74	2 979,93	3 397,67	3 531,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 531,16	0,00	0,00
Mise en place Système de Gestion des Carrières dans le Primaire (SIGE)	50,00	62,00	72,00	37,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Projet éducation de base / UNICEF	10,00	10,00	10,00	10,00	19,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,80	0,00	0,00
Projet éducation de base / UNICEF	10,00	10,00	10,00	10,00	19,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,80	0,00	0,00
Projet d'Urgence d'Appui à l'Education de Base	-5 017,90	-6 014,92	0,10	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Acquisition de manuels scolaires	872,12	1 342,42	562,01	621,61	560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560,00	0,00	0,00
Réhabilitation Etablissements d'enseignement primaire	0,00	120,99	88,68	184,10	184,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184,00	0,00	0,00
Equipement en Malettes Pédagogiques des EPP	1 399,20	1 012,88	693,34	650,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE				MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	
Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes (Composante Educ. Base)/C2D	4 905,00	5 890,00	4 709,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Anciens projets cloturés sur la période	1 553,07	0,00	98 698,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement Extérieur [B]	5 023,00	6 021,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dons	5 023,00	6 021,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Projet éducation de base / UNICEF	0,00	0,00	0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	
Projet d'Urgence d'Appui à l'Education de Base	5 023,00	6 021,02	0,00								0,00	0,00	0,00	
Emprunts											0,00	0,00	0,00	
Total Action 4	11350,05	10584,14	107814,44	4901,89	4894,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4894,96	0,00	0,00	
TOTAL PROGRAMME 2	18435,48	19614,06	114581,97	11347,53	12440,57	7698,33	7929,28	0,00	0,00	0,00	12440,57	7698,33	7929,28	
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL ET TECHNIQUE														
Action 1: Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle														
Personnel	158 163,07	183 924,54	201 940,60	211 570,21	237 287,98	244 406,61	251 738,81	0,00	0,00	0,00	237 287,98	244 406,61	251 738,81	
Assurer la prise en charge du salaire du personnel du secondaire	158 163,07	183 924,54	201 940,60	211 570,21	237 287,98	244 406,61	251 738,81	0,00	0,00	0,00	237 287,98	244 406,61	251 738,81	
Biens et services	8 322,42	7 836,67	7 962,49	7 761,96	7 862,69	7 970,76	8 209,88	0,00	0,00	0,00	7 862,69	7 970,76	8 209,88	
Assurer le fonctionnement des Lycées	5 818,85	5 492,92	5 484,34	4 592,53	4 569,18	4 627,46	4 766,29	0,00	0,00	0,00	4 569,18	4 627,46	4 766,29	
Assurer le fonctionnement des Colleges 1	1 270,44	1 118,65	920,81	618,69	846,31	859,18	884,95	0,00	0,00	0,00	846,31	859,18	884,95	
Assurer le fonctionnement des Colleges 2	695,72	506,23	639,51	595,28	745,69	731,57	753,52	0,00	0,00	0,00	0,75	0,73	0,75	
Assurer la tenue des commissions d'orientation et de renouvellement de bourses	164,97	280,09	127,97	81,45	81,45	83,89	86,41	0,00	0,00	0,00	81,45	83,89	86,41	

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE				MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	
Assurer le suivi évaluation des établissements d'enseignement secondaire	37,47	65,26	23,74	24,13	21,75	22,40	23,07	0,00	0,00	0,00	21,75	22,40	23,07	
Assurer le paiement des loyers et factures des structures du secondaire	334,96	373,52	766,12	1 849,88	1 598,30	1 646,25	1 695,64	0,00	0,00	0,00	1 598,30	1 646,25	1 695,64	
Transferts	19 816,69	48 180,72	65 013,81	73 472,60	85 972,60	88 551,78	91 208,33	0,00	0,00	0,00	85 972,60	88 551,78	91 208,33	
Assurer la prise en charge des frais d'écolage	19 016,69	47 207,92	64 013,83	72 372,60	84 872,60	87 418,78	90 041,34	0,00	0,00	0,00	84 872,60	87 418,78	90 041,34	
Assurer la prise en charge des bourses en CI	800,00	972,80	999,98	1 100,00	1 100,00	1 133,00	1 166,99	0,00	0,00	0,00	1 100,00	1 133,00	1 166,99	
Investissement [A+B]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Financement Trésor [A]											0,00	0,00	0,00	
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00	
Dons											0,00	0,00	0,00	
Emprunts											0,00	0,00	0,00	
Total Action 1	186302,18	239941,93	274916,89	292804,77	331123,26	340929,15	351157,03	0,00	0,00	0,00	331123,26	340929,15	351157,03	
Action 2: Gestion des établissements du secondaire technique														
Personnel											0,00	0,00	0,00	
Biens et services	98,74	130,83	86,92	53,41	57,26	58,97	60,74	0,00	0,00	0,00	57,26	58,97	60,74	
Assurer le fonctionnement des Lycées Technique	98,74	130,83	76,92	50,79	45,90	47,28	48,69	0,00	0,00	0,00	45,90	47,28	48,69	
Assurer le suivi évaluation des établissements d'enseignement secondaire	0,00	0,00	10,00	2,62	11,36	11,70	12,05	0,00	0,00	0,00	11,36	11,70	12,05	
Transferts	5 110,52	8 385,87	9 562,12	9 942,74	10 294,20	10 603,03	10 921,12	0,00	0,00	0,00	10 294,20	10 603,03	10 921,12	
Assurer la prise en charge des frais d'écolage	3 790,00	6 731,68	8 006,73	8 372,23	8 372,23	8 623,39	8 882,09	0,00	0,00	0,00	8 372,23	8 623,39	8 882,09	
Assurer la prise en charge des bourses ens tech	1 320,52	1 654,19	1 555,39	1 570,52	1 921,98	1 979,64	2 039,03	0,00	0,00	0,00	1 921,98	1 979,64	2 039,03	
Investissement [A+B]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Financement Trésor [A]											0,00	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00
Dons											0,00	0,00	0,00
Emprunts											0,00	0,00	0,00
Total Action 2	5209,26	8516,70	9649,03	9996,15	10351,46	10662,00	10981,86	0,00	0,00	0,00	10351,46	10662,00	10981,86
Action 3: Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire du premier et du second cycle													
Personnel											0,00	0,00	0,00
Biens et services											0,00	0,00	0,00
Transferts											0,00	0,00	0,00
Investissement [A+B]	375,16	544,53	4 883,47	21 252,97	45 657,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 657,74	0,00	0,00
Financement Trésor [A]	375,16	544,53	4 883,47	14 948,27	30 657,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 657,74	0,00	0,00
Construction Lycées d'enseignement général	0,00	0,00	498,73	263,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme de construction de collèges et lycées	0,00	0,00	0,00	13 522,97	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
Rénovation des établissements du second degré	293,91	405,26	179,47	153,01	153,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153,00	0,00	0,00
Construction et Equipement de 06 Lycées de Jeunes Filles avec Internats	0,00	0,00	0,00	7 304,70	10 338,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 338,63	0,00	0,00
Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	0,00	0,00	0,00	1 000,00	338,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338,63	0,00	0,00
Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID	0,00	0,00	0,00	0,00	156,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,87	0,00	0,00
Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID	0,00	0,00	0,00	0,00	56,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56,72	0,00	0,00
Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam	0,00	0,00	0,00	0,00	5 377,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 377,64	0,00	0,00

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam											0,00	0,00	0,00
Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D	0,00	0,00	4 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
Anciens projets cloturés sur la période	74,00	133,01	198,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]	0,00	0,00	0,00	6 304,70	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
Dons		0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
Projet de construction du Lycée d'excellence de Grand Bassam					5 000,00						5 000,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	6 304,70	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
Construction et Equipement de 06 Lycées de Jeunes Filles avec Internats	0,00	0,00	0,00	6 304,70	10 000,00						10 000,00	0,00	0,00
Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID											0,00	0,00	0,00
Total Action 3	375,16	544,53	4883,47	21252,97	45657,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45657,74	0,00	0,00
TOTAL PROGRAMME 3	186677,34	240486,46	279800,36	314057,74	376781,00	340929,15	351157,03	0,00	0,00	0,00	376781,00	340929,15	351157,03
PROGRAMME 4 : ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE													
Action 1: Gestion de l'alphabétisation													
Personnel	329,21	382,83	420,33	440,38	493,91	508,73	523,99	0,00	0,00	0,00	493,91	508,73	523,99
Assurer la prise en charge du salaire du personnel de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle	329,21	382,83	420,33	440,38	493,91	508,73	523,99	0,00	0,00	0,00	493,91	508,73	523,99
Biens et services	271,59	192,40	104,39	85,02	76,49	78,78	81,15	0,00	0,00	0,00	76,49	78,78	81,15
Assurer l'alphabétisation	270,90	191,62	102,79	81,16	73,16	75,36	77,62	0,00	0,00	0,00	73,16	75,36	77,62
Assurer le paiement des loyers et factures des structures de l'alphabétisation	0,70	0,78	1,59	3,85	3,33	3,43	3,53	0,00	0,00	0,00	3,33	3,43	3,53

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Transferts											0,00	0,00	0,00
Investissement [A+B]	150,00	150,00	466,97	382,53	383,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383,15	0,00	0,00
Financement Trésor [A]	150,00	150,00	466,97	382,53	383,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383,15	0,00	0,00
Stratégie Nationale d'Alphabétisation	0,00	0,00	316,97	382,53	383,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383,15	0,00	0,00
Anciens projets clôturés sur la période	150,00	150,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement Extérieur [B]											0,00	0,00	0,00
Dons											0,00	0,00	0,00
Emprunts											0,00	0,00	0,00
Total Action 1	750,81	725,23	991,69	907,92	953,55	587,51	605,14	0,00	0,00	0,00	953,55	587,51	605,14
TOTAL PROGRAMME 4	750,81	725,23	991,69	907,92	953,55	587,51	605,14	0,00	0,00	0,00	953,55	587,51	605,14

SECTION 24 : MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

I- Présentation Générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Gouvernance et leadership

Les acquis en matière de promotion de la santé se résument à l'élaboration de la politique nationale de la promotion de la santé, à l'élaboration du profil de l'équité sanitaire et des déterminants sociaux de la santé en Côte d'Ivoire, à l'élaboration du document cadre de mise en œuvre des interventions à base communautaire et le monitoring du PMA des établissements sanitaires des ESPC dans les districts sanitaires.

En matière de gouvernance et leadership, de nombreux textes législatifs et réglementaires ont été pris ou révisés pour la régulation du secteur, un Comité de Pilotage et un comité technique ont été mis en place pour la Couverture Maladie Universelle (CMU) et les importantes réformes engagées au cours des années précédentes ont été poursuivies.³

Cependant, le MSHP reste confronté à un véritable problème de coordination intra et intersectorielle lié notamment à une insuffisante intégration des cadres de planification opérationnelle, une faible redevabilité verticale et horizontale des animateurs du système et à l'insuffisance de moyens d'actions des structures de contrôle (IGS, DEPS et DPM). Il en résulte un manque de synergie des actions à tous les niveaux de la pyramide sanitaire et une insuffisance de suivi de leur application sur le terrain. Ces difficultés sont amplifiées par les faiblesses d'un cadre de gestion ne permettant pas de maîtriser complètement l'utilisation des ressources de l'Etat et la traçabilité des ressources extérieures.

Malgré tout, des avancées notables sont relevées en matière d'information sanitaire avec le déploiement du logiciel DHIS 2 dans les 20 régions sanitaires comme support de gestion de l'information sanitaire et la production régulière des Rapports Annuels sur la situation sanitaire (RASS) malgré des taux de complétude souvent peu élevés.

Offre et utilisation des services

En matière d'offre et d'utilisation des services de santé, la priorité du Gouvernement a été de se doter d'un plan d'actions qui prend en compte, sur le court terme, la réhabilitation et le rééquipement d'hôpitaux et de centres de santé, pour la mise aux normes de leurs plateaux techniques. En effet, une analyse des données régionales révèle une indisponibilité de certains services spécialisés dans les CHR, une faiblesse des plateaux techniques des structures de référence, une insuffisance dans l'application des normes et des procédures en matière de qualité des services (accueil, communication, temps d'attente, orientation), un comportement délictueux du personnel de santé et la prolifération de structures sanitaires privées non agréées. La maintenance des infrastructures et équipements et la gestion du patrimoine connaissent d'énormes difficultés avec de graves conséquences sur l'offre des services de santé. Cette situation est liée à l'insuffisance des ressources humaines et à la faiblesse du budget pour la mise en œuvre des interventions au niveau central et déconcentré. Il s'avère donc nécessaire de renforcer les actions de la Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM), d'assurer l'extension et le fonctionnement des Centres Régionaux d'Équipement et de Maintenance

³ La réforme hospitalière de la PSP

(CREMM) et Ateliers de Maintenance de District (AMD) et de mettre en place une régie d'avance dans les hôpitaux pour la gestion de la maintenance des équipements. De surcroît, des efforts restent à faire en termes de réhabilitation, de construction et d'équipement d'établissements de soins et de construction de locaux propres pour certaines Directions Régionales de la Santé (DRS) et Directions Départementales de la Santé (DDS).

Lutte contre la maladie

Malgré des efforts consentis pour faire baisser les taux de mortalité et de morbidité du VIH/Sida, du paludisme, de la tuberculose et de la nutrition, des difficultés persistent.

Pour les malades du VIH/Sida, il faut améliorer la qualité des services de prise en charge, réduire le nombre de perdus de vue et prévenir les ruptures de stock des ARV. En dépit des progrès obtenus à ce jour, on note des insuffisances qui persistent et constituent des obstacles à la mise en œuvre des interventions. Il s'agit de: (i) la stigmatisation et la discrimination à l'endroit des PHV, (ii) la charge élevée de travail du personnel de santé, (iii) la faible intégration de la prise en charge pédiatrique dans les structures de prise en charge adulte, (iv) la réduction des financements des partenaires, (v) l'insuffisance de financement pour les activités d'accompagnement des PVVIH, (vi) l'absence d'un statut des Agents de Santé Communautaire (ASC) ont constitué des obstacles à la mise en œuvre des activités.

Au niveau de la distribution des Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA), il y'a encore des difficultés d'acheminement dans les districts et les centres de santé, la mauvaise gestion des stocks, les ruptures en médicaments et intrants, l'insuffisance de supervision, l'insuffisance de ressources financières, l'absence d'activité de marketing social sur la gratuité des intrants du paludisme ont représenté des obstacles à la mise en œuvre de la lutte contre le paludisme.

La lutte contre la tuberculose est caractérisée par l'insuffisance de personnel qualifié pour la gestion des produits pharmaceutiques dans les centres périphériques (Centres Anti tuberculeux/Centres de dépistage et de traitement), la gestion manuelle des stocks, des lourdeurs des procédures des bailleurs et l'inadéquation avec les procédures de passation des marchés publics en Côte d'Ivoire, l'insuffisance de financement, l'absence de recherche systématique de la tuberculose chez les PVVIH.

En matière de santé maternelle, malgré les efforts consentis par l'Etat et les partenaires, le taux de mortalité maternelle reste élevé et se situe à **614 pour 100 000 naissances vivantes**. Les données des analyses en 2015 montrent un faible taux de consultation prénatale CPN4 inférieur à 50% dans les différentes régions sanitaires. L'on note également une insuffisance de notification de décès maternels due à une faible implication communautaire dans la surveillance des décès maternels et l'inexistence de comité national et de comités déconcentrés de surveillance, de revue et riposte des décès maternels. L'accès aux services de Planning familial reste limité dans toutes les régions sanitaires avec des taux extrêmement faibles.

Les difficultés de mise en œuvre des activités de nutrition sont essentiellement liées à l'approvisionnement des structures due à la non prise en compte des intrants nutritionnels par la NPSP, aux ruptures en aliments thérapeutiques, à la lenteur dans la mise en œuvre effective de la politique de « formation -équipement » et l'absence de la mise en œuvre effective du suivi post formation.

La santé des adolescents et jeunes en Côte d'Ivoire est marquée en matière de morbidité par les maladies courantes telles que le paludisme (prévalence de 41%), les infections respiratoires aiguës (16%), les cas de diarrhées et les affections buccodentaires. A cela s'ajoutent les comportements à risque comme les activités sexuelles et les mariages précoces, la faible utilisation des condoms et des contraceptifs modernes, la consommation abusive de l'alcool, du tabac, des drogues et autres psychotropes. La prise en charge de leurs questions de santé se fait de façon transversale à travers les différents programmes de santé au sein du Ministère en charge

de la santé et multisectorielle avec d'autres Ministères, notamment ceux en charge du secteur éducation/formation et du secteur de la jeunesse. Cependant, beaucoup d'efforts restent encore à faire au niveau de la coordination et du leadership.

I-2- Politique sectorielle

Contexte

Le système de santé ivoirien est de type pyramidal en essayant à chaque échelon de la pyramide de prendre en charge correctement les usagers qui s'y présentent.

Dans ce cadre, le MSHP a procédé à l'élaboration d'une Politique Nationale de Santé et d'un Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016-2020. Ces documents expriment la vision, les orientations stratégiques et les modalités de mise en œuvre des principales politiques publiques de santé de la Côte d'Ivoire.

Ces politiques s'inscrivent dans un contexte sectoriel d'importantes réformes dans le secteur de la santé, portant sur (i) la réforme hospitalière; (ii) le Financement Basé sur la Performance (FBP) ; (iii) la décentralisation sanitaire ; (iv) l'organisation des interventions à base communautaire ; (v) l'organisation, la réorganisation des services des urgences dans les Centre Hospitalier Universitaire (CHU) et les Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) et (vi) la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Il s'agit d'améliorer l'accessibilité des populations grâce à une offre de services et de soins de qualité, particulièrement pour les populations vulnérables dans le respect de la pyramide sanitaire. Dans cette optique, en plus de la mesure de gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 05 ans, un régime de couverture du risque maladie dénommé Couverture Maladie Universelle (CMU) a été adopté en 2014 par le Gouvernement en complément des régimes classiques de protection sociale.

Présentation de la politique du Ministère

Le Gouvernement ivoirien vise l'amélioration et le bien-être des populations à travers la construction d'un système de santé performant, intégré, responsable et efficient, garantissant à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire, en particulier les personnes les plus vulnérables, un état de santé optimal à même de soutenir la croissance et le développement durable du pays vers l'atteinte de l'émergence en 2020. Cette vision inscrite dans le PND sera réalisée par le renforcement du système de santé permettant d'améliorer l'état de santé et le bien-être des populations, majoritairement marquées par une mortalité élevée dans les couches les plus vulnérables, particulièrement les mères et les enfants.

La réalisation de cette vision passe également par une plus grande mobilisation de tous les acteurs du secteur de la santé et de ceux des secteurs connexes. Elle s'appuie aussi sur une augmentation du financement de la santé, une allocation et une utilisation rationnelles des ressources disponibles. Elle suppose pleinement déployée, une stratégie de développement de partenariats public-privé. Mais surtout, elle prend appui sur un engagement plus accru des partenaires techniques et financiers et des autres acteurs locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques de santé.

Cette vision est soutenue par les valeurs d'équité, de justice sociale, d'éthique, de solidarité nationale, de rigueur et de transparence. Elle est guidée par les principes ci-après :

- un leadership fort ;
- une meilleure gouvernance du secteur ;
- un système de santé basé sur les Soins de Santé Primaires ;
- des prestations de santé de qualité optimale, intégrées, continues et rationnelles ;
- le respect des engagements internationaux notamment l'ODD 3 ;
- la participation communautaire ;
- la décentralisation des interventions.

Résultats attendus

Le PNDS 2016-2020 en cours de validation retient les **26 grands résultats** suivant pour le secteur de la santé :

1. En matière de gouvernance et leadership (3)
1.1. Une meilleure coordination des interventions du secteur de la santé
1.2. Une meilleure disponibilité de l'offre des services de santé de qualité.
1.3. L'utilisation des données factuelles pour la prise de décisions à tous les niveaux
2. En matière de financement de la santé (2)
2.1. Une mobilisation, une disponibilité et une utilisation efficaces des ressources à tous les niveaux de la pyramide sanitaire
2.2. Une réduction de l'inaccessibilité financière des populations aux soins
3. En matière d'offre et d'utilisation des services de santé (5)
3.1. Une disponibilité de ressources humaines qualifiées, adéquates et adaptées à tous les niveaux de la pyramide sanitaire
3.2. Une disponibilité d'équipements adéquats, adaptés et fonctionnels à tous les niveaux de la pyramide sanitaire
3.3. Une disponibilité de produits pharmaceutiques, les produits sanguins, les vaccins et autres intrants stratégiques de qualité sont disponibles
3.4. Un renforcement de la qualité des prestations
3.5. Un renforcement de la résilience du pays face aux catastrophes et urgences sanitaires

4. En matière de lutte contre la maladie (8)
4.1. Une réduction de la mortalité liée au paludisme de 50% d'ici 2020
4.2. Une réduction de la mortalité liée au VIH/sida de 75% d'ici 2020
4.3. Une réduction de 25% de la proportion de la population présentant une malnutrition
4.4. Une augmentation de la couverture vaccinale pour tous les antigènes pour les populations cibles
4.5. Un renforcement de la lutte contre les maladies à potentiel épidémique
4.6. Une réduction de la mortalité liée à la tuberculose
4.7. Une réduction de la mortalité liée aux maladies non transmissibles d'ici 2020
4.8. Une réduction de la mortalité liée aux maladies tropicales négligées d'ici 2020
5. En matière de santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes (4)
5.1. Une réduction de la mortalité maternelle d'ici 2020
5.2. Un renforcement de la santé sexuelle et reproductive des adolescents, des jeunes et des femmes
5.3. Une amélioration de l'utilisation des méthodes modernes de contraception
5.4. Une réduction de la mortalité du nouveau-né et de l'enfant
6. En matière de prévention et promotion de la santé et de l'hygiène publique (4)
6.1. Un renforcement et une application de l'hygiène à tous les niveaux
6.2. Un renforcement de l'hygiène hospitalière dans tous les établissements sanitaires
6.3. Une amélioration de la santé environnementale
6.4. Un renforcement de la promotion de la santé dans tous les secteurs

I-3- Missions-vision du Ministère

Vision du ministère

La vision du ministère qui prend en compte les grands objectifs nationaux et sectoriels fixe le cap sur :

1. Le renforcement en urgence du niveau de soins de première référence dans la ville d'Abidjan et sa périphérie (Formations sanitaires érigées en Hôpitaux généraux) ;
2. Le lancement d'un programme spécial d'extension de la couverture en ESPC dans la ville d'Abidjan et sa périphérie ;
3. La réhabilitation et le rééquipement des maternités de la Ville d'Abidjan et de ses environs ;
4. La construction et l'équipement des centres de riposte aux épidémies ;
5. La réhabilitation et le rééquipement des services des urgences des structures sanitaires ;
6. La réorganisation des circuits de prise en charge des cas en urgence dans les établissements sanitaires d'Abidjan et ses environs ;
7. L'introduction de modalités nouvelles de gestion des services des urgences dans toutes les structures sanitaires ;
8. Le développement des dispositifs de régulation intra hospitaliers pour réduire les engorgements;
9. Le redéploiement des personnels soignants sur toute l'étendue du territoire ;
10. Une distribution géographique équilibrée des établissements sanitaires ;
11. Le développement d'une stratégie de déploiement d'établissements sanitaires spécialisés sur l'ensemble du territoire (cardiologie, médecine digestive, radiothérapie, médecine nucléaire, tête et cou...);
12. La prise en charge adéquate des accidentés de la voie publique (AVP) ;
13. La formation continue du personnel de santé et la mise en stage dans les villes de l'Intérieur des étudiants en médecine en fin de formation.

Missions du ministère (Décret portant attributions du MSHP)

Les attributions du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique sont décrites dans le décret N° 2016-598 du 03 août 2016 portant organisation du MSHP. Suivant les termes de ce texte, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a pour mission principale, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques en matière de santé, d'hygiène publique.

I-4- Identification des programmes

Les programmes identifiés sont :

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Amélioration de l'offre et de l'accessibilité aux soins
- Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

N°	PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJET PIP
P1	ADMINISTRATION GENERALE	<ul style="list-style-type: none"> - Cabinet - Inspection Générale (IGS) - DAF - DRH - DPPS - DIIS - DCRP - Services rattachés - Cellule de passation des marchés - Direction Générale de la Santé et l'Hygiène Publique (DGSHP) - DFRS - Directions Régionales - Directions Départementales 			<ul style="list-style-type: none"> - Achèvement Equipement Carte Sanitaire (DIPE) - Construction bâtiment Police Sanitaire - Prog PHAM/PADEHA - Projet Promotion de l'Hygiène Publique - Doing Business - PRSS ECHO - PRSS C2D - Appui aux activités institutionnelles - PRSSE - Archivage électronique - PARSSI - les collectivités décentralisées.
P2	AMELIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCESSIBILITE AUX SOINS	<ul style="list-style-type: none"> - DIEM - DMHP - DEPS - DSC - DPML - DSIM - Centre de Santé Rural (CSR) - Centre de Santé Urbain (CSU) - Centre de Santé Urbain Spécialisé (CSUS) - Formation Sanitaire Urbaine (FSU) - Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) - Maternité Urbaine (MU) - Dispensaire Urbain (DU) 	<ul style="list-style-type: none"> - Centre Hospitalier Universitaire (CHU) - Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) - Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) - Institut Raoul Follereau (IRF) - Institut National de la Santé Publique (INSP) - Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) - Laboratoire Nationale de la Santé Publique(LNSP) - Institut National de l'Hygiène Publique (INHPP), - Institut de Formation des Agents de Santé (INFAS) 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la Société Civile (Croix Bleue, Croix Rouge, Don Orione, AIBEF, les Amis de Thérèse HAURY) - Services de Santé Privés et Confessionnels - FSU Communautaire - CSU Communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Prog, Constr. Equip. Nouveaux Districts, - Réhab. Equip. DR, - DAF-Logistique Urgences-Epidémie - Réhab. des Infrastruct. Hosp et Appui aux soins de base - Acquisition de véhic./DAF - Construction CHR de Yopougon - Prog. Special réhab. Equip. Des HG - Réhab équip INSP - Equipdu CNTS - Réhab équip laboratoire - Réhab équip CHU-Treich - Réhab équip CHU de Cocody - Réhab équip CHU de YOP - Réhab équip CHU de BOUAKE

N°	PROGRAMME	SERVICES, CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJET PIP
		<ul style="list-style-type: none"> - Dispensaire Rurale (DR) - Maternité Rurale (MR) - Centre de Diagnostic et de Traitement (CDT) - Centre Antituberculeux (CAT) - Centre Hospitalier Régional (CHR) - Hôpitaux Généraux (HG) - Hôpitaux psychiatrique (HP) 			<ul style="list-style-type: none"> - Equip CCTOS CHU COCODY - Equip. Ext ICA - Réhab, rééquip SAMU - Réfection et rééquip IRF - Constr Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie - Conseils Régionaux. - Communes - National - Réfection et Equi - INFAS
P3	LA LUTTE CONTRE LA MALADIE ET LES PROBLEMES DE SANTE PRIORITAIRES	DHES	- FNLS		<ul style="list-style-type: none"> - Const du siège du FNLS - PNMNT - PNN - PNPMT - PNLN - PNLT - PNLUB - PNLTA - PEV - PNDAP - PNSI - PNLCa - PNSSU - PLS-PHV - PNEVG_EA - PNL - PNLTHA - PNLGFL - PNPSBD - PNPCMNT - PNLCé - PNSM - PNLTHA - PNLMM - PNPMT - PNSR/PF - PSN - PNLHV. - PNPEC

II.1.2- Tableau de performance

Programme 1 : Administration Générale	Indicateurs	Unité	Situation de référence (2017)	Cibles				Commentaires sur l'évolution des indicateurs
				2018	2019	2020	2021	
Objectif spécifique 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé pour accroître son efficacité	Pourcentage des établissements affichant les tarifs homologués	Nombre	N/D	30%	40%	50%	50%	Nombre d'établissement affichant les tarifs homologués (numérateur) / Nombre total d'établissements contrôlés (dénominateur) Source de vérification : Rapports de contrôle (IGS/DAF)
Objectif spécifique 2 : Améliorer le cadre gestionnaire du système de santé en vue d'une utilisation efficiente des ressources	Part des dépenses directes des ménages dans les dépenses totales de santé	%	48 ,57	48 ,57	48 ,57	48 ,57	48 ,57	Total des dépenses directes des ménages (numérateur)/ dépense totale de santé (dénominateur) Source de vérification : document des CNS
	Personnel de santé /Ratio Population pour 1000Hbts	‰	0,96	1,03	1,09	1,15	1,20	Personnel de santé /Ratio Population pour 1000Hbts(DRH)
Objectif spécifique 3 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire en vue de la mise en place du processus de décisions basées sur les résultats	Promptitude du rapport mensuel de collecte des données	%	85	100	100	100	100	Annuaire des Statistiques Sanitaires, rapports d'activités, Direction de l'Informatique et de l'Information Sanitaire (DIIS)
	Complétude du rapport mensuel de collecte des données	%	100	100	100	100	100	Annuaire des Statistiques Sanitaires, rapports d'activités (DIIS)

Programme 2 : Amélioration de l'Offre et de l'accessibilité aux soins	Indicateurs	Unité	Situation de référence 2017	Cibles				Commentaires sur l'évolution des indicateurs
				2018	2019	2020	2021	
Accroître l'offre des services de santé	Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un centre de santé	%	55	55	55	55	55	Population à charge située entre 0 et 5 Km d'un établissement sanitaire/ Population totale
Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité	Taux de disponibilité des médicaments essentiels	%	100%	100%	100%	100%	100%	Rapport d'activités DPM/PNDAP
	Taux de disponibilité d'intrants stratégiques	%	92%	92%	92%	92%	92%	Rapport d'activités DPM/PNDAP
	Nombre de poche de sang distribués	nbre	170 500	187 550	206 305	226 936	226 97	Rapport de COGES du CNTS

Programmes 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Indicateurs	Unité	Situation de référence (2017)	Cibles				Commentaires sur l'évolution des indicateurs
				2018	2019	2020	2021	
Objectif spécifique 1 Maîtriser les risques liés à la grossesse par la prévention et la prise en charge des problèmes de santé de la femme en âge de procréer	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	%	64,5	69,9	74,8	79,9	84,7	(nombre d'accouchements pratiqués par un personnel qualifié / nombre de naissances attendues) x 100
	Prévalence contraceptive (toutes méthodes modernes)	%	30	30	30	30	30	(Nombre de femmes utilisant au moins une méthode de contraception moderne/Nombre total des femmes en âge de procréer et à risque d'être enceinte au même moment (15 – 49 ans)) x100
Objectif spécifique 2 Améliorer la couverture en services de prévention et de prise en charge des maladies de l'enfant	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	%	90	92	93	94	95	Nombre d'enfant ayant reçu un le vaccin DTC-Hép B Hib3 PEV
Objectif spécifique 3 Accroître la couverture nationale en services de prévention et de prise en charge du VIH/sida	Nombre de PVVIH sous ARV (File active)	Nombre	216 156	272 978	331 643	392 182	423 825	Nombre d PVVIH qui sont séropositives/ Nombre de PVVIH qui ont besoin traitement (DIPE/ONUSIDA 2009) PNLS
Objectif spécifique 4 Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge du paludisme	Nombre de femmes enceintes, fréquentant les centres de consultations prénatales, ayant reçu au moins trois doses de Sulfadoxine Pyriméthamine (SP)	%	90	90	90	90	90	Rapport d'activité du programme paludisme PNLP
	Pourcentage de relais communautaire	%	90	95	95	95	95	Rapport d'activité du programme paludisme PNLP
Objectif spécifique 5 Intensifier les interventions de prévention et de prise en charge de la tuberculose	Proportion de cas de tuberculose ayant achevé avec succès leur traitement	%	81	82	83	84	85	Rapport d'activité du programme tuberculose/SNIS PNLT
Objectif spécifique 6 Intensifier les interventions de nutrition	Proportion d'enfants malnutris aigus pris en charge et guéris	%	75	80	85	90	95	Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris/ nombre d'enfants dépistés malnutris aigus*100

II.1.3- Tableau financier global

II.2- Budget Programme

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2 019	2 020	2 018	2 019	2 020	2 018	2 019	2 020
1. RESSOURCES	166 914	284 132	327 009	373 213	383 087	364 403	371 466	0	0	0	383 087	364 403	371 466
1.1 Ressources Intérieures	166 914	256 761	275 178	289 041	297 138	301 925	307 113	0	0	0	297 138	301 925	307 113
1.1.1 Budget Etat	166 914	256 761	275 178	285 778	293 125	301 925	307 113	0	0	0	293 125	301 925	307 113
1.1.2 Recettes propres	0	0	0	3 263	4 013	0	0	0	0	0	4 013	0	0
1.2 Ressources Extérieures	0,0	27 371	51 831	84 172	60 657	62 478	64 354	0	0	0	60 657	62 478	64 354
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0,0	27 371	51 831	84 172	60 657	62 478	64 353	0	0	0	60 657	62 478	64 353
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. CHARGES	166 914	284 132	327 009	373 213	757 795	364 403	375 343	0	0	0	757 795	364 403	375 343
2.1 Personnel	91 299	129 267	138 684	117 720	130 650	134 572	138 613	0	0	0	130 650	134 572	138 613
2.1.1 Solde y compris EPN	91 299	129 267	138 684	117 720	130 650	134 572	138 613	0	0	0	130 650	134 572	138 613
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2 Biens et services	41 400	73 719	52 584	44 891	43 761	45 075	46 429	0	0	0	43 761	45 075	46 429
2.4 Transferts et subventions	18 129	19 943	22 557	57 865	67 268	65 154	67 110	0	0	0	67 268	65 154	67 110
Transferts et subventions Etat	18 129	19 943	22 557	54 602	63 255	65 154	67 110	0	0	0	63 255	65 154	67 110
Transferts et subventions Ressources Propres	0	0	0	3 263	4 013	0	0	0	0	0	4 013	0	0
2.5 Investissement*	16 086	61 203	113 184	152 737	116 116	119 602	119 314	0	0	0	116 116	119 602	119 314
Trésor	16 086	33 832	61 353	68 565	55 459	57 124	54 961	0	0	0	55 459	57 124	54 961
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	27 371	51 831	84 172	60 657	62 478	64 353	0	0	0	60 657	62 478	64 353

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Personnel	11 907	15 519	16 556	17 658	19 598	20 185	20 791	0	0	0	19 598	20 185	20 791
Biens services	15 249	31 048	14 359	16 356	15 609	16 078	16 560	0	0	0	15 609	16 078	16 560
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	4 788	13 906	31 527	23 698	24 939	25 657	26 397	0	0	0	24 939	25 657	26 397
TOTAL	31 944	60 473	62 442	57 712	60 146	61 920	63 748	0	0	0	60 146	61 920	63 748

PROGRAMME 2: AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	REALISATION			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	75 420	108 573	116 607	94 176	104 520	107 656	110 885	0	0	0	104 520	107 656	110 885
Biens services	13 008	22 801	18 925	14 235	13 852	14 268	14 696	0	0	0	13 852	14 268	14 696
Transfert	17 689	19 500	21 121	53 195	62 188	57 999	59 739	0	0	0	62 188	57 999	59 739
Investissement	5 143	8 527	18 638	55 623	27 140	27 954	28 793	0	0	0	27 140	27 954	28 793
TOTAL	111 260	159 401	175 291	217 229	207 700	207 877	214 113	0	0	0	207 700	207 877	214 113

PROGRAMME 3: RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES				BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	3 971	5 175	5 521	5 886	6 533	6 728	6 930	0	0	0	6 533	6 728	6 930
Biens services	13 000	19 300	19 300	14 300	14 300	14 729	15 171	0	0	0	14 300	14 729	15 171
Transfert	440	443	1 436	1 407	1 067	1 099	1 132	0	0	0	1 067	1 099	1 132
Investissement	6 005	38 670	63 019	73 416	64 037	65 958	67 937	0	0	0	64 037	65 958	67 937
TOTAL	23 416	63 588	89 276	95 009	85 937	88 515	91 170	0	0	0	85 937	88 515	91 170

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 018	2 020	2 018	2 018	2 020
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE													
Action 1: Coordination et animation du ministère													
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	6 333	23 069	5 725	6 212	5 703	5 875	6 051	0	0	0	5 703	5 875	6 051
Elaborer une loi d'orientation en matière de santé publique	28	28	28	22	40	41	42	0	0	0	40	41	42
Achever la Réforme Hospitalière	18	18	13	10	10	10	11	0	0	0	10	10	11
développer la médecine de proximité/de famille	15	15	15	11	11	11	12	0	0	0	11	11	12
Développer la médecine hospitalière	0	50	20	15	43	44	46	0	0	0	43	44	46
Améliorer la qualité des soins infirmiers et maternels en Côte d'Ivoire	0	50	20	15	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Mettre en place un système de supervision intégré des Directions régionales et départementales	29	29	35	22	42	43	45	0	0	0	42	43	45
Former les équipes régionales de santé et les équipes cadre de district en supervision	15	15	7	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans au niveau régional (DR, CTAIL)	368	382	363	269	250	258	265	0	0	0	250	258	265
Superviser les structures sanitaires au niveau départemental (DD)	849	858	750	582	584	602	620	0	0	0	584	602	620

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 018	2 020	2 018	2 018	2 020
Assurer l'évaluation et l'accréditation des structures (CRESAC)	200	200	200	164	164	169	174	0	0	0	164	169	174
Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers les Points Focaux Sida des ministères et institutions	74	86	83	84	85	88	90	0	0	0	85	88	90
Coordonner les activités du Ministère et fournir un appui technique aux structures opérationnelles (Directions et Services centraux)	4 737	21 338	4 191	5 027	4 497	4 632	4 771	0	0	0	4 497	4 632	4 771
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	0	9 220	26 385	17 573	19 073	19 615	20 174	0	0	0	19 073	19 615	20 174
Trésor	0	9 220	23 847	16 573	10 073	10 375	10 686	0	0	0	10 073	10 375	10 686
Mettre en oeuvre les activités du Doing Business/MSHP				73	73	75	77	0	0	0	73	75	77
Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS-ECHO)	0	9 220	12 847	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS)/2ème C2D)	0	0	11 000	16 500	10 000	10 300	10 609	0	0	0	10 000	10 300	10 609
Financement extérieur	0	0	2 538	1 000	9 000	9 240	9 487	0	0	0	9 000	9 240	9 487
Renforcer le Système de Santé (Projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS-ECHO)	0	0	643	0	8 000	8 240	8 487	0	0	0	8 000	8 240	8 487
Apporter un Appui à la redynamisation du secteur santé (Projet d'Appui à la Redynamisation du Secteur de la Santé (PARSSI))	0	0	1 895	1 000	1 000	1 000	1 000	0	0	0	1 000	1 000	1 000
Sous Total Action 1	6 333	32 289	32 110	23 785	24 776	25 490	26 224	0	0	0	24 776	25 490	26 224

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 018	2 020	2 018	2 018	2 020
Action 2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières													
Personnel	11 907	15 519	16 556	17 658	19 598	20 185	20 791	0	0	0	19 598	20 185	20 791
Gérer le personnel du programme1	11 907	15 519	16 556	17 658	19 598	20 185	20 791	0	0	0	19 598	20 185	20 791
Biens services	8 772	7 409	8 093	9 746	9 558	9 845	10 140	0	0	0	9 558	9 845	10 140
Elaborer annuellement les DPPD/PAP, budgets-programmes et RAP	197	112	80	117	97	100	103	0	0	0	97	100	103
Former les administrateurs de crédit en GAR/CDMT	42	22	22	40	17	18	18	0	0	0	17	18	18
actualiser annuellement le CDMT	100	40	30	45	45	46	48	0	0	0	45	46	48
Faire le suivi et l'évaluation des outils de pilotage de la GAR (CDMT/MAB/BUD-PROG/DPPD-PAP/RAP)	55	50	28	32	35	36	37	0	0	0	35	36	37
Faire le suivi des financements extérieurs et la Gestion des agréments	82	52	39	42	42	43	45	0	0	0	42	43	45
Elaborer les manuels de procédures de gestion des ressources financières	120	120	96	199	204	210	216	0	0	0	204	210	216
Mettre en œuvre la gratuité ciblée - Fonds d'action sanitaire	700	700	700	700	700	721	743	0	0	0	700	721	743
Améliorer le système d'évaluation, de contrôle et d'audit du secteur de la santé	36	36	35	23	35	36	37	0	0	0	35	36	37
Assurer annuellement des missions de contrôle	42	18	0	5	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Direction du Patrimoine/ Gestion Abonnements EPN Santé	4 019	2 735	3 174	2 732	3 420	3 523	3 628	0	0	0	3 420	3 523	3 628
Direction du Patrimoine/ Gestion des dépenses centralisés	3 489	3 574	3 969	5 928	5 045	5 196	5 352	0	0	0	5 045	5 196	5 352
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 018	2 020	2 018	2 018	2 020
Investissement	4 638	4 586	5 079	6 084	5 846	6 021	6 202	0	0	0	5 846	6 021	6 202
Trésor	4 638	4 586	5 079	6 084	5 846	6 021	6 202	0	0	0	5 846	6 021	6 202
Appuyer les activités institutionnelles du MSHP	0	0	500	805	147	151	156	0	0	0	147	151	156
Construire la Police Sanitaire	66	66	55	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Appuyer les collectivités décentralisées	4 572	4 520	4 524	5 250	5 699	5 870	6 046	0	0	0	5 699	5 870	6 046
appui aux Projets Dev sanit & social - District de Yamoussoukro	13	45	40	74	80	82	85	0	0	0	80	82	85
appui aux Projets Dev sanit & social – Commune	788	795	731	868	1 033	1 064	1 096	0	0	0	1 033	1 064	1 096
appui aux Projets Dev sanit & social - Cons.Regional	3 771	3 680	3 753	4 308	4 586	4 724	4 865	0	0	0	4 586	4 724	4 865
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 2	25 318	27 514	29 728	33 488	35 002	36 052	37 133	0	0	0	35 002	36 052	37 133
Action 3: Planification, programmation et suivi-évaluation													
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	143	570	452	286	212	218	225	0	0	0	212	218	225
■ Suivre et évaluer le PNDS	10	10	10	8	28	29	30	0	0	0	28	29	30
■ Produire annuellement le RASS et l'annuaire statistique	15	15	15	27	32	33	34	0	0	0	32	33	34
■ Mettre en œuvre la Carte Sanitaire	27	427	427	251	152	157	161	0	0	0	152	157	161
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	150	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	150	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 3	293	670	452	286	212	218	225	0	0	0	212	218	225

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 018	2 018	2 020	2 018	2 018	2 020
Action4: Gestion des systèmes d'information et de communication													
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	143	570	89	112	136	140	144	0	0	0	136	140	144
Mettre en œuvre le plan d'informatisation et d'interconnexion du MSHP	4	6	9	6	10	10	11	0	0	0	10	10	11
Elaborer annuellement les Comptes de la Santé (CS)	87	62	50	65	85	88	90	0	0	0	85	88	90
Coordination Nationale pour le Developpement et l'Utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de la Santé (CNDTIC-SANTE)	0	50	30	41	41	42	43	0	0	0	41	42	43
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	150	100	63	41	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Trésor	150	100	63	41	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Mettre en oeuvre l'archivage électronique	150	100	63	41	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 4	293	670	152	153	156	161	166	0	0	0	156	161	166
TOTAL PROGRAMME 1	31 944	60 473	62 442	57 712	60 146	61 920	63 748	0	0	0	60 146	61 920	63 748

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2019	2020	2018	2019	2 020	2 018	2019	2020
PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE L'OFFRE ET L'ACCESSIBILITE AUX SOINS													
Action 1: Réhabilitation, extension et équipement des infrastructures sanitaires													
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	70	75	65	50	47	48	50	0	0	0	47	48	50
Assurer la maintenance préventive et curative des équipements au niveau des régions sanitaires (CRIEM)	70	75	65	50	47	48	50	0	0	0	47	48	50
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	4 135	6 259	12 836	19 359	12 068	12 430	12 803	0	0	0	12 068	12 430	12 803
Trésor	4 135	6 259	12 836	18 659	11 268	11 606	11 954	0	0	0	11 268	11 606	11 954
Réhabiliter et équiper les structures de santé	4 018	5 999	9 944	3 873	733	755	778	0	0	0	733	755	778
Réhabiliter et rééquiper les 4 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) et les six autres EPN de santé	3 600	5 028	8 911	3 607	601	619	638	0	0	0	601	619	638
Réhabiliter et rééquiper les 17 Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) et les Hôpitaux Généraux (HG)	350	353	415	105	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Réhabiliter et rééquiper 600 Etablissements Sanitaires de Premier Contacts (ESPC)	0	372	250	77	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Réhabilitation des infrastructures sanitaires	33	211	300	38	30	31	32	0	0	0	30	31	32
Réhabiliter et Equiper des Directions Régionales	35	35	28	27	27	28	29	0	0	0	27	28	29
Réhabiliter et rééquiper la DIEM	0	0	40	19	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Equiper Divers Hôpitaux (KFW)				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mettre aux normes les structures de santé	60	68	2570	14 786	10 535	10 851	11 177	0	0	0	10 535	10 851	11 177
Mettre aux normes les plateaux techniques des CHR et les hôpitaux de référence	60	68	80	47	10	10	11	0	0	0	10	10	11

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2019	2020	2018	2019	2 020	2 018	2019	2020
Mettre aux normes les plateaux techniques des Formations Sanitaires Urbaines (FSU) érigées en HG dans la ville d'Abidjan	0	0	2 250	696	90	93	95	0	0	0	90	93	95
Appuyer les investissements du secteur de la santé	0	0	240	19	31	32	33	0	0	0	31	32	33
Programme de Mise à niveau des Etablissements Sanitaires	0	0	0	12 193	10 000	10 300	10 609	0	0	0	10 000	10 300	10 609
Equiper et faire l'Extension de l'Institut de Cardiologie d'ABIDJAN (ICA)	521	420	661	383	63	65	67	0	0	0	63	65	67
Rééquiper et faire la Réfection de l'Insitut Raoul Follereau (IRFCI)	237	256	546	383	60	62	64	0	0	0	60	62	64
Ameliorer les services de Cardiologie de Bouaké en C.I (PASCB-CI)	0	475	500	860	250	258	265	0	0	0	250	258	265
Acquérir des stérilisateur	0	0	200	96	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquérir 30 ambulances médicalisées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquérir 200 ambulances de transferts	35	120	50	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquérir 100 véhicules doubles cabines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquérir 100 Véhicules de supervisions	22	72	72	42	31	32	33	0	0	0	31	32	33
Acquérir 2 000 motos	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	700	800	824	849	0	0	0	800	824	849
Ameliorer les services de Cardiologie de Bouaké en C.I (PASCB-CI)	0	0	2 154	700	800	824	849	0	0	0	800	824	849
Sous Total Action 1	4 205	6 334	12 901	19 409	12 115	12 478	12 853	0	0	0	12 115	12 478	12 853
Action 2: Construction et équipement des infrastructures sanitaires													
Personnel	63 506	82 767	88 298	94 176	104 520	107 656	110 885	0	0	0	104 520	107 656	110 885
Gérer le personnel du programme 2 hors EPN	63 506	82 767	88 298	94 176	104 520	107 656	110 885	0	0	0	104 520	107 656	110 885
Biens services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert	0	0	1800	1 406	1 800	1 854	1 910	0	0	0	1 800	1 854	1 910

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2019	2020	2018	2019	2 020	2 018	2019	2020
Construire l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville	0	0	1 800	1 406	1 800	1 854	1 910	0	0	0	1 800	1 854	1 910
Investissement	396	389	4 887	33 930	2 292	2 361	2 432	0	0	0	2 292	2 361	2 432
Trésor	396	389	4 887	10 677	72	74	76	0	0	0	72	74	76
Construire les structures de santé	396	389	4 887	10 677	72	74	76	0	0	0	72	74	76
Construire et Equiper les Directions Régionales et les nouveaux Districts	206	231	151	78	26	27	28	0	0	0	26	27	28
Construire l'Hopital Général de Gagnoa	90	58	111	143	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire le Centre de Santé Urbain Gnagbodougnoa	100	100	150	96	16	16	17	0	0	0	16	16	17
Construction du Centre de Santé de Languibonou	0	0	75	56	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire l'Hopital d'Angré	4 000	3 000	5 000	2 869	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire l'Hôpital Moscati de Yakro	0	0	3 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire et Equiper les Blocs opératoires Hôpital général Grand Bassam et de Tafiré	0	0	750	507	30	31	32	0	0	0	30	31	32
Construire le Siège du Fonds National de Lutte contre le SIDA	0	0	100	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire et équiper les blocs opératoires du CHU de Treichville	0	0	1 000	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire et équiper le centre national de médecine nucléaire d'Abidjan	220	220	1 100	210	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction Centre de Radiothérapie	0	0	5 000	6 622	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	23 253	2 220	2 287	2 355	0	0	0	2 220	2 287	2 355
Construction et Equipement du CHR de Yopougon	0	0	0	4 860	2 220	2 287	2 355	0	0	0	2 220	2 287	2 355
Construction Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie	0	0	0	18 393	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 2	63 902	83 156	94 985	129 512	108 612	111 870	115 226	0	0	0	108 612	111 870	115 226

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2019	2020	2018	2019	2 020	2 018	2019	2020
Action 3: Approvisionnement en médicaments et autres intrants stratégiques													
Personnel	1 188	3 043	3 879	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	1 402	6 700	4 512	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert	1 874	2 159	2 739	10 771	12 931	8 328	8 577	0	0	0	12 931	8 328	8 577
Approvisionner la NPSP en médicament	0	2 731	1 443	1 443	1 443	1 486	1 531	0	0	0	1 443	1 486	1 531
Appuyer la NPSP en médicament				0	1 000	1 030	1 061				1 000	1 030	1 061
Liquider la PSP	0	1 900	1 000	1 003	2 303	2 372	2 443	0	0	0	2 303	2 372	2 443
Approvisionner l'Institut d'hygiène publique en Vaccin	1 402	2 069	2 069	2 069	100	103	106	0	0	0	100	103	106
Assurer une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins	866	1 070	1 497	2 915	4 442	4 575	4 713	0	0	0	4 442	4 575	4 713
Garantir la qualité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques	203	204	596	566	622	641	660	0	0	0	622	641	660
Réaliser des missions de prévention sur l'hygiène publique	805	885	646	2 775	3 021	3 112	3 205	0	0	0	3 021	3 112	3 205
Investissement	0	0	0	1 528	12 580	12 957	13 346	0	0	0	12 580	12 957	13 346
Trésor	0	0	0	1 528	12 580	12 957	13 346	0	0	0	12 580	12 957	13 346
Assurer la couverture de nouveaux de GAVI (appui initiative indépendance vaccinale)	0	0	0	1 528	12 580	12 957	13 346	0	0	0	12 580	12 957	13 346
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 3	4 464	11 902	11 130	12 299	25 511	21 285	21 923	0	0	0	25 511	21 285	21 923
Action 4: Assurer la prise en charge médicale et autres soutiens aux différents niveaux de la pyramide sanitaire													
Personnel	9 983	20 618	22 418	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	11 536	16 026	14 348	14 005	13 655	14 065	14 487	0	0	0	13 655	14 065	14 487
Assurer la prise en charge curative dans les CHR	1 675	1 658	1 492	1 195	1 094	1 127	1 161	0	0	0	1 094	1 127	1 161
Assurer la prise en charge curative dans les HG	3 572	3 763	3 210	2 516	2 526	2 602	2 680	0	0	0	2 526	2 602	2 680

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2019	2020	2018	2019	2 020	2 018	2019	2020
Assurer la prise en charge curative dans les Hpsy	145	155	141	253	250	258	265	0	0	0	250	258	265
Assurer la prise en charge curative dans les FSU, CSU, DU, MU, PMI, SSSU	3 846	4 431	4 022	3 108	3 102	3 195	3 291	0	0	0	3 102	3 195	3 291
Assurer la prise en charge curative dans les CAT	288	320	292	214	214	220	227	0	0	0	214	220	227
Assurer la prise en charge curative dans les CSR	2 010	1 987	1 629	1 229	1 207	1 243	1 281	0	0	0	1 207	1 243	1 281
Assurer la prise en charge curative de personnes vivantes avec le VIH/SIDA Gestion des Anti Retroviraux (ARV)	0	3 712	3 262	5 262	5 262	5 420	5 582	0	0	0	5 262	5 420	5 582
Secours d'Urgence aux Accidentés de la Voie Publique (AVP)	0	0	300	228	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert	10 092	11 273	9 416	32 022	38 890	38 994	40 164	0	0	0	38 890	38 994	40 164
Accroître la prise en charge des maladies du cœur (ICA)	725	725	600	2 305	2 825	2 910	2 997	0	0	0	2 825	2 910	2 997
Assurer la prise en charge des malades de la lèpre (IRF)	812	943	700	939	1 032	1 063	1 095	0	0	0	1 032	1 063	1 095
Accroître la prise en charge des malades au niveau des 5 Centres Hospitaliers Universitaires (CHU)	5 076	5 476	4 355	22 532	25 200	25 956	26 735	0	0	0	25 200	25 956	26 735
Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse (SAMU)	2 808	2 828	2 485	3 517	6 797	7 001	7 211	0	0	0	6 797	7 001	7 211
Assurer la prise en charge curative (CROIX ROUGE, CROIX BLEUE, DON ORIONE, AIBEF, ONG Les Amis de Thérèse HAURY)	126	126	113	95	96	99	102	0	0	0	96	99	102
Assurer la prise en charge curative (Hôpital confessionnel et privé, HP Dabou)	175	175	163	134	134	138	142	0	0	0	134	138	142
Assurer la prise en charge curative (Evacuation Sanitaire)	370	1 000	1 000	2 500	2 506	2 581	2 659	0	0	0	2 506	2 581	2 659
Assurer la radioprotection et la sécurité nucléaire				0	300	309	318	0	0	0	300	309	318
Investissement	612	1 879	915	806	200	206	212	0	0	0	200	206	212

En millions de FCFA

	REALISATIONS			BUDGET* ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2 017	2 018	2019	2020	2018	2019	2 020	2 018	2019	2020
Trésor	612	1 879	915	806	200	206	212	0	0	0	200	206	212
Assurer la riposte aux épidémies (Urgence Epidemie)	612	1 879	915	806	200	206	212	0	0	0	200	206	212
Appuyer la riposte aux épidémies (Appui à la Riposte épidémiologique)				0	0	0	0	0			0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 4	32 223	49 796	47 097	46 833	52 745	53 264	54 862	0	0	0	52 745	53 264	54 862
Action 5: Formation et renforcement des capacités des agents de santé													
Personnel	743	2 145	2 012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	0	0	0	180	150	155	159	0	0	0	150	155	159
Assurer la Politique Nationale de Formation Continue	0	0	0	180	150	155	159	0	0	0	150	155	159
Transfert	5 723	6 068	7 166	8 996	8 567	8 824	9 089	0	0	0	8 567	8 824	9 089
Renforcer les capacités des ressources humaines de santé et réaliser des recherches en santé publique	463	463	400	1 162	1 143	1 177	1 213	0	0	0	1 143	1 177	1 213
Former les agents de santé	903	903	700	1 768	1 728	1 780	1 833	0	0	0	1 728	1 780	1 833
Appuyer la formation des nouveaux personnels soignants (ETUDIANTS HOSPITALIERS, INTERNES DES HÔPITAUX, ELEVES INFAS)	4 357	4 702	6 066	6 066	5 696	5 867	6 043	0	0	0	5 696	5 867	6 043
Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 5	6 466	8 213	9 178	9 176	8 717	8 979	9 248	0	0	0	8 717	8 979	9 248
TOTAL PROGRAMME 2	111 260	159 401	175 291	217 229	207 700	207 877	214 113	0	0	0	207 700	207 877	214 113

EN MILLION DE FCFA

	REALISATIONS			COLLECTIF	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE													
Action 1: Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose													
Personnel	2	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	0	6 300	6 300	4 800	4 800	4 944	5 092	0	0	0	4 800	4 944	5 092
Mettre en œuvre la Gratuité Lutte contre le Paludisme / DAF	0	6 300	6 300	4 800	4 800	4 944	5 092	0	0	0	4 800	4 944	5 092
Transfert	440	443	1 117	237	238	245	252	0	0	0	238	245	252
Mobiliser les ressources additionnelles en faveur de la lutte contre le sida	144	147	127	89	90	93	95	0	0	0	90	93	95
Elaborer et mettre en oeuvre le plan d'action du FNLS	296	296	990	148	148	152	157	0	0	0	148	152	157
Investissement	274	19 133	40 729	41 768	39 193	40 369	41 580	0	0	0	39 193	40 369	41 580
Trésor	274	1 798	4 888	6 589	2 938	3 026	3 117	0	0	0	2 938	3 026	3 117
Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNPEC)	96	390	1 692	2 376	1 200	1 236	1 273	0	0	0	1 200	1 236	1 273
Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	60	1 056	2 628	3 059	1 500	1 545	1 591	0	0	0	1 500	1 545	1 591
Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	70	73	411	813	200	206	212	0	0	0	200	206	212
Renforcer de Lutte contre le SIDA chez les Populations Hautement Vulnérables	7	43	48	35	8	8	8	0	0	0	8	8	8
Prévenir et prendre en charge les IST/VIH/SIDA des Prof. du sexe	18	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Faire la planification familiale et la prévention du VIH/SIDA Phase III et IV (AIMAS)	0	0	0	197	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurer la coordination de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial	8	203	109	109	30	31	32	0	0	0	30	31	32

EN MILLION DE FCFA

	REALISATIONS			COLLECTIF	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Appuyer la Décentralisation de la Lutte contre le SIDA	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	17 335	35 841	35 179	36 255	37 343	38 463	0	0	0	36 255	37 343	38 463
Mettre sous traitement ARV au moins 80% des PVVIH (adultes et enfants) éligibles	0	14 399	1 493	19 793	9 295	9 574	9 861	0	0	0	9 295	9 574	9 861
Acquérir des antituberculeux de deuxième ligne pour la prise en charge de 50 malades tuberculeux multi-résistants chaque année	0	1 539	1 539	3 202	2 664	2 744	2 826	0	0	0	2 664	2 744	2 826
Distribuer gratuitement les moustiquaires imprégnées	0	1 397	32 809	12 184	24 296	25 025	25 776	0	0	0	24 296	25 025	25 776
Sous Total Action 1	716	25 878	48 148	46 805	44 231	45 558	46 925	0	0	0	44 231	45 558	46 925
Action 2: Renforcement de la lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées													
Personnel	3 969	5 173	5 519	5 886	6 533	6 728	6 930	0	0	0	6 533	6 728	6 930
Gérer le personnel du programme	3 969	5 173	5 519	5 886	6 533	6 728	6 930	0	0	0	6 533	6 728	6 930
Biens services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert	0	0	319	1 170	829	854	879	0	0	0	829	854	879
Renforcer la lutte contre le tabac, alcoolisme et autres addictions	0	0	319	1 170	829	854	879	0	0	0	829	854	879
Investissement	4 755	6 020	19 549	19 940	15 428	15 891	16 368	0	0	0	15 428	15 891	16 368
Trésor	4 755	6 020	6 133	5 940	3 544	3 650	3 760	0	0	0	3 544	3 650	3 760
Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	2 857	3 681	3 297	2 830	2 000	2 060	2 122	0	0	0	2 000	2 060	2 122
Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (STEPS)	72	72	72	59	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Renforcer le Programme National de Lutte contre le Cancer	108	109	109	81	38	39	40	0	0	0	38	39	40

EN MILLION DE FCFA

	REALISATIONS			COLLECTIF	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Lutter contre le Cancer du Sein/Access Roche	0	193	276	264	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Renforcer le Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales	68	68	68	65	12	12	13	0	0	0	12	12	13
Lutter contre l'Hépatite Virale/ Access Roche	0	356	664	444	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète	105	105	70	67	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Renforcer le Programme National de Lutte contre le Tabagisme	129	129	144	96	29	30	31	0	0	0	29	30	31
Renforcer le Programme National de Lutte contre la schistosomiase, les Géo helminthiases et la filariose lymphatique	148	148	101	262	104	107	110	0	0	0	104	107	110
Renforcer le Programme de Lutte contre la lèpre	84	84	107	91	31	32	33	0	0	0	31	32	33
Renforcer le Programme de Lutte contre la santé oculaire et l'Onchocercose – PNSOLO	108	108	108	84	24	25	25	0	0	0	24	25	25
Renforcer le Programme de Lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine – PNETHA	170	55	55	154	30	31	32	0	0	0	30	31	32
Renforcer le Programme de Lutte contre l'Ulçère Buruli	305	305	256	150	30	31	32	0	0	0	30	31	32
Eradiquer le Ver de Guinée / Eau et Assainissement (PNEV/EA)	44	44	35	35	6	6	6	0	0	0	6	6	6
Renforcer Programme de Promotion de la Médecine Traditionnelle	143	146	121	86	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Renforcer le Programme National de Développement de l'Activités Pharmaceutiques	163	166	100	82	32	33	34	0	0	0	32	33	34
Renforcer le Programme National de Promotion Santé Bucco-Dentaire (PNPSBD)	158	158	132	65	10	10	11	0	0	0	10	10	11

EN MILLION DE FCFA

	REALISATIONS			COLLECTIF	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Renforcer le Programme National Santé Mentale	93	93	118	75	18	19	19	0	0	0	18	19	19
Renforcer le système de santé et se préparer à la lutte contre Ebola (CA & CB)	0	0	300	950	1 000	1 030	1 061	0	0	0	1 000	1 030	1 061
Financement extérieur	0	0	13 416	14 000	11 884	12 241	12 608	0	0	0	11 884	12 241	12 608
Renforcer le système de santé et se préparer à la lutte contre Ebola (CA & CB)	0	0	13 416	14 000	11 884	12 241	12 608	0	0	0	11 884	12 241	12 608
Sous Total Action 2	8 724	11 193	25 068	26 996	22 790	23 473	24 177	0	0	0	22 790	23 473	24 177
Action 3: Prévention de la santé et l'hygiène publique et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles													
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	326	470	1 604	1 289	235	242	249	0	0	0	235	242	249
Trésor	326	434	1 568	1 249	235	242	249	0	0	0	235	242	249
Renforcer le Programme National de Nutrition	300	408	1 408	1 107	200	206	212	0	0	0	200	206	212
Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF:Survie de l'Enfant /Santé Nutrition	10	10	20	18	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Renforcer le Projet de Promotion de l'Hygiène Publique	0	0	100	67	10	10	11	0	0	0	10	10	11
Renforcer le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)/Santé	0	0	20	19	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Renforcer le Prog d'Appui à l'accélération de l'accès Durable à l'eau, à l'hygiène et à l'assainis. (PADEHA)/Santé	16	16	20	19	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Renforcer la sécurité des patients	0	0	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	36	36	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0

EN MILLION DE FCFA

	REALISATIONS			COLLECTIF	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Renforcer le Programme de Coopération Côte d'Ivoire/UNICEF:Survie de l'Enfant /Santé Nutrition	0	36	36	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 3	326	470	1 604	1 289	235	242	249	0	0	0	235	242	249
Action 4: Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes													
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens services	13 000	13 000	13 000	9 500	9 500	9 785	10 079	0	0	0	9 500	9 785	10 079
Renforcer la Mise en oeuvre Gratuité Accouchement / DAF	6 600	6 600	6 600	4 850	4 850	4 996	5 145	0	0	0	4 850	4 996	5 145
Renforcer la Mise en oeuvre Gratuité Césarienne / DAF	6 400	6 400	6 400	4 650	4 650	4 790	4 933	0	0	0	4 650	4 790	4 933
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	650	13 047	1 137	10 419	9 181	9 456	9 740	0	0	0	9 181	9 456	9 740
Trésor	650	3 047	1 137	419	643	662	682	0	0	0	643	662	682
Améliorer la santé de la reproduction /Planification Familiale	199	196	199	94	18	19	19	0	0	0	18	19	19
Appuyer la Prévention & la Prise en Charge des Violences Sexuelles	41	41	25	24	4	4	4	0	0	0	4	4	4
Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Neonatale en Côte d'Ivoire	78	78	532	68	568	585	603	0	0	0	568	585	603
Améliorer la Santé de la Reproduction et Planing Familial/C2D	0	2 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Renforcer le Programme National de Santé Infantile (PNSI)	221	221	241	127	23	24	24	0	0	0	23	24	24
Renforcer le Programme de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU)	111	111	140	106	30	31	32	0	0	0	30	31	32

EN MILLION DE FCFA

	REALISATIONS			COLLECTIF	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Financement extérieur	0	10 000	0	10 000	8 538	8 794	9 058	0	0	0	8 538	8 794	9 058
Renforcer la Mise en œuvre du Cadre d'Accelération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Neonatale en Côte d'Ivoire	0	10 000	0	10 000	8 538	8 794	9 058	0	0	0	8 538	8 794	9 058
Sous Total Action 4	13 650	26 047	14 137	19 919	18 681	19 241	19 819	0	0	0	18 681	19 241	19 819
TOTAL PROGRAMME 3	23 416	63 588	88 957	95 009	85 937	88 515	91 170	0	0	0	85 937	88 515	91 170

**SECTION 33 : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

I- Présentation générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Diagnostic

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) assure la gouvernance et l'administration de son département, conformément à la Loi n° 2015-635 du 17 septembre 2015 portant modification de la Loi n° 95-696 du 07 septembre 1995 relative à l'enseignement.

Au plan des **ressources humaines**, le MESRS dispose d'un effectif de **6 287** fonctionnaires dont 3 970 Enseignants–Chercheurs, 330 Chercheurs, 83 autres enseignants dispensant des cours et 1 904 Personnels Administratifs et Techniques (PAT).

A ces personnels fonctionnaires, il faudra ajouter **1 670** agents des sociétés prestataires de services ou main d'œuvre occasionnelle qui participent au fonctionnement des structures sous tutelle. Ils représentent **46,73%** de l'ensemble des PAT du MESRS mais **52,09%** des PAT des EPN (soit 1 670 agents contractuels pour 1 536 fonctionnaires).

L'effectif global du MESRS s'élève donc à **7 957 agents**.

Le tableau 3 présente la répartition de ces personnels selon les établissements.

Tableau 3 : Répartition des personnels

Etablissements	Enseignants-chercheurs	Chercheurs	PAT	Autre enseignant disposant des cours	TOTAL fonctionnaire	% fonctionnaire	Main d'œuvre occasionnelle	% Moo
Administration Centrale	28	1	368	0	397		0	0,00%
Total AC	28	1	368	0	397	6,31%	0	0,00%
UFHB	1 965	146	374	45	2530		452	54,72%
UAO	593	17	141	4	755		187	57,01%
UNA	263	55	166	4	488		100	37,59%
UJLG	276	0	27	0	303		80	74,77%
UPGC	281	5	29	0	315		177	85,92%
UMan	29	0	3	0	32		51	94,44%
UVCI	23	1	5	0	29		0	0,00%
ENS	144	0	54	10	208		105	66,04%
INP-HB	354	3	318	20	695		100	23,92%
Total Univ+GE	3 928	227	1 117	83	5 355	85,18%	1 252	52,85%
CROU A1	3	1	133	0	137		94	41,41%
CROU A2	0	0	2	0	2		21	91,30%
CROU B	0	0	51	0	51		55	51,89%
CROU D	0	0	18	0	18		76	80,85%
CROU K	0	0	30	0	30		51	62,96%
Total CROU	3	1	234	0	238	3,79%	297	55,93%
CRO	0	34	67	0	101		73	52,14%
IPCI	11	67	118	0	196		48	28,92%
Total CR + IR	11	101	185	0	297	4,72%	121	39,54%
TOTAL	3 970	330	1 904	83	6 287	100%	1 670	46,73%
TOTAL EFFECTIF MESRS (Fonctionnaire + MOO)							7 957	

Au niveau de l'enseignement supérieur, en 2016-2017, la formation académique est dispensée dans 55 établissements publics dont 07 universités, 02 grandes écoles, 46 établissements de formation spécialisée et 256 établissements privés dont 28 universités et 228 grandes écoles avec 75% de l'ensemble de ces établissements concentrés dans le District d'Abidjan.

Sur la période 2015-2016, l'effectif des étudiants est estimé à 203 317, soit 849 étudiants pour 100 000 habitants reparti comme suit :

- **179 760 étudiants** inscrits dans les établissements sous tutelle du MESRS, **soit 88,41%** de l'ensemble des étudiants ;
- **et 23 557 étudiants** dans des établissements hors MESRS, **soit 11,58%**.

Diagramme 1 : Répartition des effectifs étudiants selon le type d'établissements

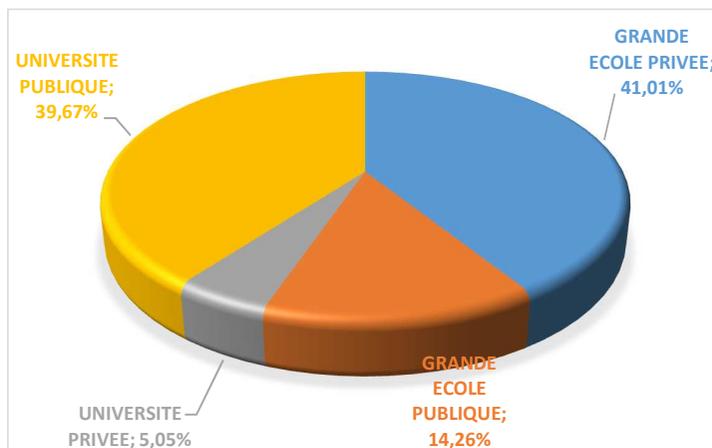
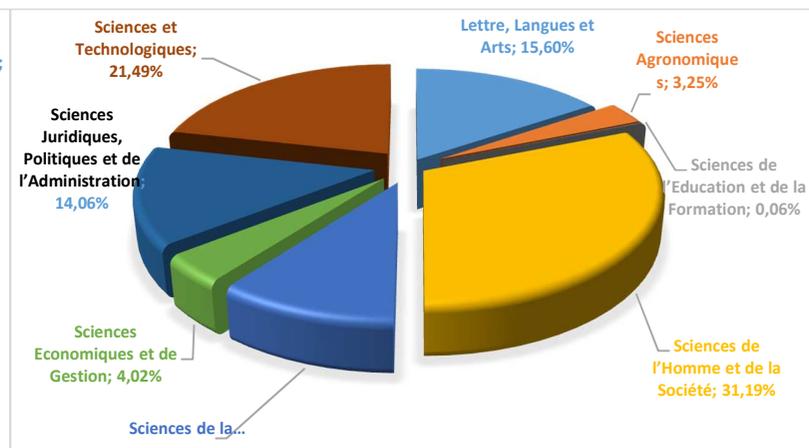


Diagramme 2 : Répartition des effectifs étudiants selon les domaines du LMD



Concernant les œuvres universitaires et la vie estudiantine, les Centres Régionaux des Œuvres Universitaires (CROU-A1, CROU-A2, CROU-B, CROU-D et CROU-K) sont chargés d'assurer les prestations d'hébergement, de restauration, de santé et des activités socioculturelles et sportives des étudiants.

Les CROU gèrent :

- les résidences universitaires qui disposent de 11 148 lits pour 131 057 étudiants, soit 1 lit pour 20 étudiants ;

- les restaurants universitaires ;
- les infirmeries ;
- les aires de jeux (de football, de basketball, de hand-ball, de tennis, de volley-ball), une piscine olympique non fonctionnelle, une salle d'art martial et un gymnase. Seul le CROU-A dispose de ces infrastructures sportives.

Il faut rappeler que les étudiants de l'INP-HB et de l'Université de Man bénéficient de ces mêmes prestations gérées par leurs établissements respectifs.

La gestion des Bourses d'étude et des aides est assurée par la Direction des Bourses.

Le budget alloué aux bourses et aides est de l'ordre de 7,5 milliards CFA pour les étudiants poursuivant leurs études en Côte d'Ivoire et de 3,7 milliards CFA pour les étudiants hors Côte d'Ivoire.

Pour les bourses en Côte d'Ivoire, **24 016** étudiants ont obtenu une bourse d'étude ou l'aide sur 32 041 postulants pour l'année 2016-2017.

Pour les bourses et secours financiers hors Côte d'Ivoire, **1 532** étudiants ont postulé pour l'année 2016-2017 et **697** étudiants ont été retenus, soit **45,00%** des postulants. Ces chiffres sont en deçà de ceux de 2015-2016 où les postulants étaient de **1 632** pour 898 retenus soit **55,02%**.

La Recherche Scientifique et l'Innovation compte différents organismes de recherche. Les structures de recherches sous tutelle du MESRS sont de 3 types :

- les Instituts et centres de recherche autonomes (le Centre de Recherches Océanologique (CRO), l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI),
- les Instituts et centres de recherche rattachés aux universités (CRE, IREN, CIRES (CAPEC), IRMA, CEMV, CRD, CNF, CIERPA, CRAU, CURAT, IES, IHAAA, ILENA, IMERFI, ISAD, IREEP, Lamto Géophysique, GRTO etc.) ;
- les Instituts et centres de recherche de type particulier (CNRA, Africa Rice (ex-ADRAO), IRD (ex-ORSTOM), CSRS, PASRES).

NB : Parallèlement, il existe des structures de recherches, hors tutelle du MESRS, au sein d'autres départements Ministériels et d'entreprises privées. (CIRBA, I2T, VITIB, LBTP, NESTLE, LANADA, LANEMA, SODEMI).

Identification des problèmes

L'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique font face à des problèmes systémiques que sont :

- des insuffisances constatées dans la loi n° 95-696 du 07 septembre 1995 relative à l'enseignement ;
- l'absence d'une loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- le faible financement des activités de la recherche et de l'innovation ;
- l'absence de mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique ;
- l'insuffisance des personnels enseignant-chercheurs, chercheurs, administratifs et techniques ;
- l'insuffisance des infrastructures académiques et administratives (amphis, salles (TD, TP), bibliothèques, bureaux des personnels, etc.);
- l'insuffisance des infrastructures sportives, culturelles et sociales ;
- l'insuffisance du matériel pédagogique et didactique ;
- l'absence d'un système d'informations et de gestion intégré ;
- la faible utilisation des TICE ;
- l'insuffisance des équipements de laboratoire de recherche ;
- la faible valorisation et vulgarisation des résultats de la recherche ;
- la faible insertion professionnelle des diplômés ;
- l'insuffisance de l'enveloppe allouée aux bourses d'études ;
- la violence en milieu universitaire ;
- le retard du paiement des frais d'écologie alloués aux établissements privés d'enseignement supérieur.

Les réponses apportées

Pour trouver des solutions aux problèmes systémiques énumérés ci-dessus, le MESRS a entamé:

- la révision de la loi n° 95-696 du 07 septembre 1995 relative à l'enseignement ;
- l'élaboration du projet de loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation ;
- l'élaboration d'une nouvelle politique de coopération internationale ;
- la mise en place de programmes nationaux pour redynamiser le secteur de la recherche ;

- la réhabilitation et l'équipement des universités, des grandes écoles, des CROU, des centres et instituts de recherche. Il importe d'indiquer que la poursuite et l'achèvement de ces travaux de réhabilitation ainsi que la livraison des équipements sont en cours. De façon précise, la situation se présente comme suit :
 - la première phase de la construction de l'Université de Man est en cours d'achèvement avec la réalisation d'amphithéâtres, de bâtiments de TD, de bâtiments de TP, de bâtiment administration, d'infirmerie, de bâtiments d'hébergement, de salle de restauration et de cuisine. Elle a ouvert ses portes à la rentrée académique 2016-2017, avec 500 étudiants ;
 - les travaux de construction de l'Université de San-Pedro sont prévus en 2019 et ceux de Bondoukou en 2020 ;
 - dans le cadre de l'extension et de l'équipement, les Universités Jean Lorougnon GUEDE à Daloa et Péléforo Gon COULIBALY à Korhogo ont vu la construction et l'équipement de nouveaux ouvrages (un amphithéâtre, un bâtiment TD, un bâtiment pour les bureaux des enseignants, une cuisine et un restaurant) pour chacune d'elle, avec en plus des résidences universitaires de 1 080 lits en construction pour le CROU de Korhogo ;
 - le MESRS a identifié de nouveaux sites universitaires à Abengourou, Odienné, Daoukro, et Dabou. La prospection pour de nouveaux sites est en cours à Divo et Séguéla;
 - à Adiaké, les études topographiques et les plans parcellaires sont achevés, et les dossiers de purge sont en cours d'élaboration. Quant à Abengourou, Odienné, Daoukro et Dabou, les études topographiques sont en cours ;
 - les équipements didactiques et de laboratoires ont été commandés pour les universités publiques ;
 - le Centre de Calcul et le Centre d'Analyse sont également en cours d'équipement;
 - l'Institut Pasteur a développé le Centre de Ressources Biologiques (Biobanque) et construit et équipé le laboratoire P3. Le laboratoire P4 est en cours de construction.

Afin d'améliorer ses outils de gestion et d'aide à la prise de décision, le MESRS a mis en oeuvre les actions suivantes :

- l'élaboration de la Carte Universitaire de Côte d'Ivoire en 2013 dont la finalisation est en cours ;
- la création de la Direction des Systèmes d'Informations de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui montre la volonté du MESRS de disposer des solutions logicielles et matérielles pour la modernisation des outils de gestion et la conception de stratégies d'informatisation et d'interconnexion des structures.
- le renforcement du dispositif en matière d'utilisation des TICE, par :

- la création de l'Université Virtuelle de Côte d' Ivoire (Décret n°2015-775 du 09 décembre 2015 portant création, attribution, organisation et fonctionnement d'un établissement public administratif dénommé Université Virtuelle de Côte d' Ivoire en abrégé UVCI). Elle a accueilli pour la rentrée académique 2016-2017, 3 600 étudiants;
- l'interconnexion des universités existantes à moyen terme par le Réseau Ivoirien de Télécommunication dédié à l'Enseignement et à la Recherche (RITER).

Pour faire face à l'insuffisance du personnel enseignant-chercheur et améliorer le ratio étudiant/enseignant, le MESRS dispose d'une **Commission Nationale de Recrutement** des Enseignants du Supérieur (**CNRES**) qui procède chaque année à la sélection des nouveaux enseignants du supérieur. Pour l'année 2016, 490 postes budgétaires pour les assistants de l'enseignement supérieur et 80 postes pour les attachés de recherche (soit un total de 570) ont été alloués au MESRS.

Pour l'année 2016, 51 assistants (enseignant-chercheurs) ont été recrutés pour UMan (28) et UVCI (23), 24 Assistants Chef de clinique pour les UFR des Sciences de la Santé, soit 75 enseignants-chercheurs et le recrutement pour les autres universités est en cours (419 postes disponibles). Pour la même année 2016, 76 attachés de recherche (chercheurs) ont été recrutés pour les centres et instituts de recherche ; et **215 PAT** ont été recrutés et affectés au niveau central et dans les structures sous tutelle.

Une lettre de cadrage a été adressée aux universités, sur la base de laquelle elles devront rédiger leurs projets d'établissement. Ces projets sont en cours d'élaboration avec l'appui du C2D et permettront la signature des contrats-programmes entre l'Etat et les structures avec obligation de résultats.

Des séminaires de sensibilisation de la communauté universitaire et de formation à la reconfiguration des curricula au format **LMD**, à l'attention de toutes les parties prenantes, ont été organisés, depuis février 2012, avec l'appui de l'UEMOA et de la Coopération française (AUF et AFD).

Dans sa quête d'un enseignement supérieur et d'une recherche répondant aux normes internationales, le MESRS a créé la **Direction Générale de la Qualité et des Evaluations**. Elle est chargée entre autres de concevoir et de mettre en œuvre la politique d'assurances qualité, de certification et d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche, en liaison avec les agences de normalisation.

En vue de faire face au taux de chômage élevé, le MESRS a également créé la **Direction de l'Insertion Professionnelle** qui veillera à l'adaptation permanente des programmes d'enseignement supérieur aux besoins du marché de l'emploi et à la production des rapports périodiques sur l'insertion professionnelle des diplômés.

Défis et priorités

Malgré les réponses apportées aux problèmes suscités, de nombreux défis et priorités restent à relever.

Les **défis transversaux** au secteur :

- assurer la certification et l'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- dématérialiser les actes et les procédures administratifs ;
- pacifier l'environnement universitaire ;

Ainsi, en matière d'**enseignement supérieur**, les principaux défis sont :

- élaborer et faire adopter un projet de Loi spécifique à l'enseignement supérieur ;
- développer le numérique éducatif ;
- améliorer l'insertion professionnelle des diplômés.

Quant à la **recherche scientifique**, les défis consistent à :

- élaborer et faire adopter un projet de Loi portant programmation et orientation de la recherche scientifique ;
- valoriser et vulgariser les résultats de la recherche ;
- renforcer le financement de la recherche.

I-2- Politique sectorielle

Contexte

La politique nationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique reflète l'ambition du Gouvernement d'assurer aux titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent un enseignement supérieur de qualité débouchant sur des emplois stables et à développer la recherche pour un mieux-être de la population.

A cet effet, le Gouvernement a adopté le 31 mai 2017, en Conseil des Ministres, le Plan Sectoriel Education/Formation (PSE) 2016- 2025. C'est un plan ambitieux qui vise à assurer à tous les enfants et adultes du pays, une éducation et une formation de qualité qui améliore le capital humain et débouche sur des emplois créateurs de retombées positives pour la Côte d'Ivoire. Il s'agit d'une nouvelle politique éducative qui prend en compte les acquis du système actuel et les ambitions de la Côte d'Ivoire déclinées dans le PND 2016-2020, pour l'atteinte de l'émergence.

Présentation de la politique du Ministère

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a pour mission la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche au terme du Décret N° 2016-565 du 27 juillet 2016 portant organisation du MESRS.

A ce titre, il assure, en liaison avec les autres départements ministériels concernés, l'enseignement et la formation au niveau supérieur et développe la recherche scientifique et l'innovation technologique en vue de contribuer efficacement au développement continue et dynamique de la Côte d'Ivoire.

Pour la mise en œuvre de cette politique, il dispose, outre le Cabinet, d'une Inspection Générale, de trois (03) Directions Générales, de quinze (15) Directions Centrales et a sous sa tutelle d'une part, sept (07) Universités publiques, deux (02) Grandes Écoles publiques, cinq (05) Centres Régionaux des Œuvres Universitaires, deux (02) Centres et Instituts de Recherche et d'autre part, 28 universités privées et 228 grandes écoles privées.

Principales orientations retenues

La politique sectorielle repose sur les **huit (08) axes stratégiques majeurs** suivants :

- le renforcement de la gouvernance dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique ;
- l'amélioration de l'accès à l'Enseignement Supérieur ;
- l'amélioration de la qualité et la pertinence des formations dans l'enseignement Supérieur ;
- le développement du numérique éducatif (enseignement à distance) ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail ;
- le développement d'un système national de recherche scientifique et d'innovation performant et compétitif ;
- le renforcement du financement de la recherche ;
- l'émergence d'une communauté universitaire responsable et engagée pour le développement de l'enseignement supérieur et la recherche.

Les objectifs

Quatre (04) objectifs globaux sous-tendent cette politique ministérielle. Il s'agit de:

- **Objectif Global 1** : Renforcer la gouvernance de l'Administration Centrale et des institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche ;
- **Objectif Global 2** : Améliorer la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés.
- **Objectif Global 3** : Améliorer les conditions sociales de vie des étudiants ;

- **Objectif Global 4** : Développer une recherche scientifique et d'innovation technologique d'excellence au service du développement du pays.

Les résultats attendus à moyen terme

- le projet de Loi spécifique à l'enseignement supérieur est élaboré et adopté ;
- le projet de Loi portant orientation et programmation de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation est élaboré et adopté ;
- un mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique est mis en place ;
- les contrats d'établissement (contrat de performance) sont signés entre les Universités, les grandes écoles publiques et l'Etat ;
- les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique sont inscrits dans la démarche qualité ;
- le système d'informations et de gestion intégré est fonctionnel ;
- l'enveloppe allouée aux bourses d'études est conséquente ;
- la réhabilitation, l'extension et l'équipement de l'INPHB sont réalisés ;
- toutes les résidences universitaires existantes sont réhabilitées et opérationnelles ;
- les infrastructures sportives, culturelles et sociales sont construites ;
- l'extension et l'équipement des Universités JEAN LOROUGNON GUEDE et PELEFORO GON COULIBALY sont réalisés ;
- la construction de l'Université de Man est achevée ;
- la construction des universités de San-Pedro et de Bondoukou a démarré ;
- le numérique éducatif est développé ;
- les capacités techniques de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire sont renforcées ;
- l'harmonisation du système LMD est effective dans toutes les universités et grandes écoles ;
- l'environnement universitaire est pacifié ;
- le paiement des frais d'écologie alloués aux établissements privés d'enseignement supérieur est assuré à temps ;
- l'insertion professionnelle des diplômés est améliorée ;
- les quatorze (14) programmes nationaux de recherche créés sont mis en œuvre ;
- le Centre de Calcul et le Centre d'Analyse sont opérationnels ;
- les incubateurs d'entreprises, les start-ups et les unités de recherche industrielle sont fonctionnels ;
- les produits de la recherche et de l'innovation sont valorisés et vulgarisés ;

- la réhabilitation, l'extension, la construction et l'équipement des centres et instituts de recherche sont réalisés ;
- la recherche bénéficie de financements conséquents ;
- le ratio d'encadrement des étudiants est amélioré.

I-3- Mission-vision du Ministère

Décret d'attribution de la mission du ministère (numéro et intitulé des actes)

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a pour missions la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique conformément au Décret N° 2016-21 du 27 janvier 2016 portant attribution des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret N°2016-339 du 25 mai 2016 et le Décret N° 2016-565 du 27 juillet 2016 portant organisation du MESRS.

Raison d'être du ministère ou objectif fondamental qu'il essaie d'atteindre en termes de développement et de bien-être des populations.

La vision du MESRS en matière d'**Enseignement Supérieur** est d'assurer l'accessibilité à un enseignement supérieur mettant l'accent sur le numérique éducatif, la qualité et la pertinence des formations et d'orienter la **Recherche Scientifique et l'Innovation** vers le développement et l'industrialisation de la Côte d'Ivoire.

Cette vision se traduit par une meilleure performance et une plus grande crédibilité de l'ensemble du système national d'enseignement supérieur et de recherche, en prise directe avec les réalités socio-économiques du pays.

I-4- Identification des programmes

La mission du ministère se décline en quatre (04) programmes :

Programme 1 : Administration Centrale ;

Programme 2 : Enseignement Supérieur ;

Programmes 3 : Œuvre Universitaire et Vie Estudiantine ;

Programme 4 : Recherche Scientifique et Innovation.

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVE ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P1 : ADMINISTRATION GENERALE	CABINET IGESR DRCRM DFP CPMP DP DRH DCRP DSIESRS DGQE DECA DAQN			Programme de Développement Education, Formation, et Insertion des jeunes (Cpsante Enseign Sup)/ C2D	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	ORGANISMES PRIVES ET ONG SUBVENTIONNEES	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P2 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	DGESIP DEXCO DESUP DIP	UFHB UNA UAO UJLG UPGC UMAN UVCI UIGB INP-HB ENS		ENSEIGNEMENT SUPERIEUR / 2ème C2D Mise en Œuvre du Télé-Enseignement Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Korhogo Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Daloa Renforcement et Equipement des Infrastructures UNIV Bouaké Renforcement des Equipements Université NANGUI ABROGOUA Réhabilitation et équipement INPHB Yamoussoukro Renforcement des Infrastructures Techniq et Admini de l'ENS Renforcement des Equipements Pédagogiques de l'ENS	
P3 : ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET VIE ESTUDIANTINE	DB DVAG	CROU A1 CROU A2 CROU B CROU D CROU K		Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa Construction et équipement Restaurant CROU-Bouaké	
P4 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION SCIENTIFIQUE	DGRI DR DVI	IPCI CRO CIRES (CAPEC) CRE CEMV CNF LAMTO Géo GRTO PASRES Société Math CNRA IRD CSRS		Mise en œuvre Programme Recherche des Pôles de compétences Mise en réseau Internet des Structures de Recherche Réhabilitation Bâtiment et Equipement LAMTO ECOLOGIE Réhabilitation et équipement STATION LAMTO Création des Fermes Agro-Pastorale Réhab et Equip Institut Pasteur/IPCI (Labo P3+Labo P4) Réhabilitation et Equipement CRO	

II.1.2- Tableau de performance

Programmes-1 : Administration Générale								
Objectif global : Renforcer la gouvernance de l'Administration Centrale et des institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche		Indicateur 1 : Taux de satisfaction des usagers						
		Indicateurs de performance	Situation de référence (2017)	Cibles				Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
				2018	2019	2020	2021	
Objectif spécifique 1.1	Améliorer la Gouvernance et le Pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Proportion de services certifiés	0	0	25%	50%	75%	Commentaire : mesure la mise aux normes des services de l'administration centrale et des structures sous tutelle en vue de leur accréditation et de leur certification Méthode de calcul : Nombre de services certifiés/Nombre total de service x 100 Reporting Moyen de vérification : Rapport de la DGQN
		Nombre de cellules qualité mises en place dans l'administration centrale	0	6	12	18		
		Disponibilité des outils de gestion Nombre d'outils de gestion conçus	2	3	4	5	6	
Objectif spécifique 1.2	Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'encadrement (Ratio Etudiant/Enseignant)	26	26	25	25	25	Commentaire : Rapport du nombre d'étudiants au nombre d'enseignants (en équivalent temps plein) Méthode de calcul : Nombre d'enseignant /Nombre d'étudiant Moyen de vérification : Annuaire statistique DP et DRH
		Taux d'exécution du budget	80%	90%	100%	100%	100 %	Commentaire : Rapport budget exécuté sur budget actuel Méthode de calcul : budget exécuté/budget actuel Moyen de vérification : DFP, Annuaire Statistique DP

Programmes-2 : Enseignement Supérieur

Objectif global : Améliorer la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés		Indicateur 1 : Taux d'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur						
		Indicateurs de performance	Situation de référence (2016)	Cibles				Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
				2017	2018	2019	2020	
Objectif spécifique 2.1	Améliorer la qualité des formations et de l'orientation des étudiants dans l'Enseignement Supérieur	Taux d'admissibilité à examen du BTS	53%	55%	60%	65%	70%	<p>Commentaires : Calcul le rapport des candidats admissibles à l'examen du BTS au nombre total de candidats</p> <p>Méthode de calcul : Nombre de candidats admissibles/nombre total de candidats inscrits x 100</p> <p>Moyen de vérification : DEXCO</p>
		Pourcentage d'étudiants orientés dans les universités publiques	43%	45%	47%	48%	50%	<p>Commentaires : Rapport des bacheliers orientés dans les universités publiques sur le nombre total de bacheliers d'une année</p> <p>Méthode de calcul : Bacheliers orientés dans les universités publiques/le nombre total de bacheliers x100</p> <p>Moyen de vérification : DSI</p>
		Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	20%	25%	30%	50%	60%	<p>Commentaires : La normalisation des années académiques</p> <p>Méthode de calcul : Rapport entre le Nbre d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours et le nombre total d'UFR</p> <p>Moyen de vérification : DESUP</p>

Programmes-2 : Enseignement Supérieur

Objectif global : Améliorer la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés		Indicateur 1 : Taux d'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur						Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Indicateurs de performance	Situation de référence (2016)	Cibles				
				2017	2018	2019	2020	
Objectif spécifique 2.2	Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	790	800	810	830	850	Commentaires : Mesure le niveau de représentativité des habitants ayant fait les études supérieures Méthode de calcul : Nbre d'étudiant x nbre d'habitants/100 000 Moyen de vérification : DP
		Taux d'exécution physique des réhabilitations (PIP)	100%	100%	100%	100%	100%	Commentaires : Mesure le niveau d'avancement des travaux de réhabilitation Méthode de calcul : Nombre de décompte validé/coût global du projet Moyen de vérification : DP
		Taux d'exécution physique des constructions (PIP)	100%	100%	100%	100%	100%	Commentaires : Mesure le niveau d'avancement des travaux de construction Méthode de calcul : Nombre de décompte validé/cout global du projet Moyen de vérification : PDU
		Ratio étudiant/salle de TD (Universités et grandes écoles publiques)						Commentaires : Mesure la disponibilité des salles spécialisées Méthode de calcul : Rapport étudiant/salle de TD Moyen de vérification : DP
		Ratio étudiant/salle de TP (Universités et grandes écoles publiques)						Commentaires : Mesure la disponibilité des salles spécialisées Méthode de calcul : Rapport étudiant/salle de TP Moyen de vérification : DP

Programmes 3 : Œuvres Universitaires et Vie Etudiante									
Objectif global : Améliorer les conditions sociales de vie des étudiants.		Indicateur 1 : Taux de satisfaction des demandes en logements							Commentaires : Méthode de calcul : Moyen de vérification
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles					
				2017	2018	2019	2020		
Objectif spécifique 3.1	Améliorer la gestion des œuvres universitaires	Part des bourses/budget MESRS	10%	10%	10%	12%	10%	Commentaires : Mesurer la proportion des bourses d'étude par rapport au budget de fonctionnement du MESRS Méthode de calcul : Budget bourse/budget de fonctionnement x 100 Moyen de vérification : DF	
		Proportion d'étudiants boursiers	10%	10%	10%	12%	15%	Commentaires : Mesurer la proportion des boursiers relativement à l'effectif total des étudiants Méthode de calcul : Effectif des boursiers/effectifs des étudiants Moyen de vérification : DB, DP	
		Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence tenue	1	2	3	4	5	Commentaires : Disponibilité des infrastructures socio culturelles et sportives. Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DOUVAG, DP	
Objectif spécifique 3.2	Accroître les capacités d'accueil des œuvres universitaires	Nombre d'infrastructures socio culturelles et sportives	10	10	10	15	20	Commentaires : Disponibilité des infrastructures socio culturelles et sportives. Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DOUVAG, DP	
		Ratio étudiant/lit	20	20	10	8	5	Commentaires : Calcul le rapport entre le nombre d'étudiant et le nombre de lit Méthode de calcul : Nombre d'étudiant/Nombre de lit Moyen de vérification : CROU	
		Taux de satisfaction des demandes en chambres dans les résidences universitaires	10%	13%	15%	15%	15%	Commentaires : La satisfaction des demandes de logement des étudiants Méthode de calcul : Le rapport entre le nombre de demandes satisfaites et les demandes Moyen de vérification : DOUVAG	
		Nombre de repas servis par jour	17 000	20 000	22 000	28 000	30 000	Commentaires : Mesurer le nombre de plats servis quotidiennement dans tous les CROU Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : CROU	

Programmes 4 : Recherche Scientifique et Innovation

Objectif global ou stratégique : développer une recherche scientifique et d'innovation technologique d'excellence au service du développement du pays		Indicateur 1 : Loi d'orientation et de programmation promulgué						Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles				
				2017	2018	2019	2020	
Objectif spécifique 4.1	Assurer une meilleure gestion de la recherche et l'innovation	La part du budget de la recherche- développement (R-D) dans le PIB	0,35%	0,35%	0,40%	0,50%	1%	Commentaires : Capter l'information sur le financement de la R-D dans le PIB Méthode de calcul : Budget de la R-D sur PIB Moyen de vérification : IPST/DGRI
		Proportion de programmes Nationaux de Recherche élaborés	100%					Commentaires : Mesurer la proportion de programmes nationaux de recherche élaborés. Méthode de calcul : Nbre de Programmes élaborés/Nbre de programmes prévus
		Proportion de programmes nationaux de recherche (PNR) mis en œuvre	0	0	0	7.14%	21.42%	Commentaires : Mesurer la proportion PNR mis en œuvre par rapport au Nombre total de PNR Méthode de calcul : Nombre de PNR mise en oeuvre/ Nombre total de PNR x 100 Moyen de vérification : DR
		Nombre de résultats de recherche valorisés	20	25	25	30	35	Commentaires : Capter l'information sur résultats de la recherche valorisés Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DVI
		Nombre de Brevets acquis	25	27	30	32	35	Commentaires : Capter l'information sur les Brevets acquis Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DVI
		Nombre de résultats de recherche vulgarisés	5	7	7	8	10	Commentaires : Capter l'information sur résultats de la recherche vulgarisés Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DVI

Programmes 4 : Recherche Scientifique et Innovation

Objectif global ou stratégique : développer une recherche scientifique et d'innovation technologique d'excellence au service du développement du pays		Indicateur 1 : Loi d'orientation et de programmation promulgué						Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles				
				2017	2018	2019	2020	
Objectif spécifique 4.2	Accroître les capacités infrastructurelles et matérielles (plateaux techniques) du système de recherche et d'innovation	Nombre de structures de recherche réhabilitées et équipées	03	03	03	03		Commentaires : Capter le nombre de structures en cours de réhabilitation Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DP
		Nombre de moyens communautaires fonctionnels	0	0	1	2	4	Commentaires : Capter le nombre de moyens communautaires fonctionnels Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DGRI
		Nombres d'unité de production Agropastorales fonctionnels	00	01	02	03	05	Commentaires : Capter le nombre de structures en réhabilitation Méthode de calcul : Reporting Moyen de vérification : DP

II.1.3- Tableau financier global

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
1. RESSOURCES	155 153	162 510	200 429	212 315	233 341	193 438	199 241	106	0	0	233 448	193 438	199 241
1.1 Ressources Intérieures	150 253	162 510	200 429	206 207	226 090	185 970	191 549	106	0	0	226 197	185 970	191 549
1.1.1 Budget Etat	150 253	162 510	200 429	200 099	218 839	178 502	183 857	106	0	0	218 946	178 502	183 857
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0	6 108	7 251	7 468	7 692	0	0	0	7 251	7 468	7 692
1.2 Ressources Extérieures	4 900	0	0	2 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	7 300	6 040	5 900	5 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. CHARGES	155 153	162 510	200 429	212 315	233 341	193 438	199 241	106	0	0	233 448	193 438	199 241
2.1 Personnel	53 699	68 633	71 017	80 687	82 726	85 207	87 764	0	0	0	82 726	85 207	87 764
2.1.1 Solde y compris EPN	53 699	68 633	71 017	80 687	82 726	85 207	87 764	0	0	0	82 726	85 207	87 764
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2 Biens et services	6 469	6 132	6 864	7 553	10 110	10 403	10 715	106	0	0	10 216	10 403	10 715
2.3 Transferts et subventions	66 841	71 887	70 471	82 384	102 849	97 828	100 763	0	0	0	102 849	97 828	100 763
Subventions Etat	66 841	71 887	70 471	76 276	95 598	90 360	93 071	0	0	0	95 598	90 360	93 071
Ressources propres				6 108	7 251	7 468	7 692				7 251	7 468	7 692
2.4 Investissement*	28 144	15 858	52 076	41 691	37 657	0	0	0	0	0	37 657	0	0
Trésor	23 244	15 858	52 076	38 901	35 657	0	0	0	0	0	35 657	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	4 900	0	0	2 790	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0

* Budget actuel correspond au Collectif 2017

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	10 485	10 959	14 867	14 982	15 115	15 568	16 035	0	0	0	15 115	15 568	16 035
Biens et services	4 506	4 104	4 987	5 292	5 972	6 140	6 325	0	0	0	5 972	6 140	6 325
Transferts	1 500	1 500	1 005	4 000	4 000	4 120	4 244	0	0	0	4 000	4 120	4 244
Investissements	453	307	80	85	55	0	0	0	0	0	55	0	0
TOTAL DEPENSES	16 944	16 870	20 940	24 359	25 141	25 829	26 604	0	0	0	25 141	25 829	26 604

PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	41 180	55 375	53 944	63 102	64 852	66 797	68 801	0	0	0	64 852	66 797	68 801
Biens et services	1 223	1 242	1 197	1 286	3 167	3 262	3 360	0	0	0	3 167	3 262	3 360
Transferts	44 604	48 200	48 975	51 854	67 329	61 243	63 081	0	0	0	67 329	61 243	63 081
Investissement	22 290	11 798	45 176	37 775	33 684	0	0	0	0	0	33 684	0	0
TOTAL DEPENSES	109 297	116 614	149 293	154 017	169 033	131 303	135 242	0	0	0	169 033	131 303	135 242

PROGRAMME 3 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION GENERALE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	762	765	550	671	821	846	871	0	0	0	821	846	871
Biens et services	516	558	512	797	812	836	861	106	0	0	918	836	861
Transferts	17 075	17 830	17 013	17 739	21 110	21 743	22 395	0	0	0	21 110	21 743	22 395
Investissements	4 247	2 108	6 080	2 224	368	0	0	0	0	0	368	0	0
TOTAL DEPENSES	22 600	21 261	24 155	21 430	23 111	23 425	24 128	106	0	0	23 217	23 425	24 128

PROGRAMME 4 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	1 272	1 534	1 656	1 933	1 938	1 996	2 056	0	0	0	1 938	1 996	2 056
Biens et services	224	228	167	178	159	163	168	0	0	0	159	163	168
Transferts	3 662	4 358	3 478	2 683	3 159	3 254	3 351	0	0	0	3 159	3 254	3 351
Investissements	1 153	1 646	740	1 607	3 550	0	0	0	0	0	3 550	0	0
TOTAL DEPENSES	6 311	7 765	6 042	6 400	8 805	5 413	5 575	0	0	0	8 805	5 413	5 575

II.2.2- Tableau synthétique du budget programme

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE													
Action 1.1: Cordination et Animation du système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche													
PERSONNEL	10 485	10 959	14 867	14 982	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	142	201	152	144	151	156	161	0	0	0	151	156	161
Assurer la coordination des activités des différents services du MESRS et des rencontres avec les organes de régulation	38	71	55	46	58	60	62	0	0	0	58	60	62
Contrôler l'application par les services et les structures sous tutelle de la réglementation et des instructions dans les matières relevant des attributions du Ministère	14	15	10	6	8	8	8	0	0	0	8	8	8
Régler les conflits et Tenir les Rencontres avec les Structures et Organes des Syndicats du Système du MESRS	20	20	13	12	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Renforcer la coopération et les relations avec les autres ministères	21	45	16	36	25	26	26	0	0	0	25	26	26
Renforcer le cadre juridique et institutionnelle													
Organiser un atelier de mise en place d'un mécanisme de la relation avec les autres ministères	0	0	0	15	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Organiser un atelier d'elaboration des textes	0	0	0	15	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Organiser un atelier d'elaboration d'un projet de Loi spécifique à l'Enseignement Supérieur	49	50	58	15	15	15	16	0	0	0	15	15	16
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 1.1	10 627	11 159	15 020	15 126	151	156	161	0	0	0	151	156	161

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 1.2: Planification, Programmation et Suivi-Evaluation des Actions du Système ESRS													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	70	71	48	45	45	46	48	0	0	0	45	46	48
Planifier les actions du MESRS et Faire le Suivi-Evaluation des réalisations	22	20	21	15	16	16	16	0	0	0	16	16	16
Elaborer, éditer et diffuser des annuaires statistiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	48	52	27	30	30	30	31	0	0	0	30	30	31
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	453	253	80	85	55	0	0	0	0	0	55	0	0
Trésor	453	253	80	85	55	0	0	0	0	0	55	0	0
Assurer le suivi de la mise en œuvre de la carte universitaire/PDU	453	253	80	85	55	0	0	0	0	0	55	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action1. 2	523	324	128	130	100	46	48	0	0	0	100	46	48
Action 1.3: Gestion des Systèmes d'information et de Communication													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	14	30	52	68	67	69	71	0	0	0	67	69	71
Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	14	30	21	19	24	25	26	0	0	0	24	25	26
Automatiser le système d'information de l'enseignement supérieur et de la recherche	0	0	11	20	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Gerer les ressources logicielles et Informatiques et Assurer l'équipement et la maintenance informatique du ministère et des structures sous tutelle	0	0	21	29	23	23	24	0	0	0	23	23	24
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 1.3	0	30	52	68	67	69	71	0	0	0	67	69	71

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 1.4: Developpement de la démarche Qualité du Système d'ESRS													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	35	30	20	113	127	120	124	0	0	0	127	120	124
Concevoir et mettre en œuvre la politique d'assurance qualité, de certification et d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et de recherche, en liaison avec les agences de normalisation	0	0	0	22	25	26	27	0	0	0	25	26	27
Organiser un séminaire pour la mise en place de la démarche qualité	0	0	0	25	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Définir et mettre en œuvre la politique d'assurance qualité des établissements d'enseignements supérieur et de recherche	0	0	0	19	23	24	24	0	0	0	23	24	24
Evaluer les établissements privés d'enseignement supérieur à agréer (CTS)	0	0	0	8	10	10	11	0	0	0	10	10	11
Définir et Contrôler les normes pédagogiques et Evaluer périodiquement les établissements supérieurs pour maintenir la qualité de l'enseignement	0	0	0	20	24	24	25	0	0	0	24	24	25
Organiser les sessions de la commission d'Etablissements d'Enseignement Supérieur	35	30	20	20	25	15	16	0	0	0	25	15	16
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 1.4	35	30	20	113	127	120	124	0	0	0	127	120	124

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 1.5 : Gestion des Ressources Humaines, Matérielles et Financières													
PERSONNEL	0	0	0	0	15 115	15 568	16 035				15 115	15 568	16 035
Payer les salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat de l'Administration Centrale					15 115	15 568	16 035				15 115	15 568	16 035
BIENS & SERVICES	4 245	3 772	4 715	4 921	5 582	5 749	5 922	0	0	0	5 582	5 749	5 922
Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des organismes sous tutelle	33	40	26	29	27	28	29	0	0	0	27	28	29
Suivre et actualiser le Fichier du Patrimoine	4	4	3	6	7	7	7	0	0	0	7	7	7
Gerer les abonnements eau, électricité et téléphone de l'administration centrale du MESRS	70	34	605	171	61	63	64	0	0	0	61	63	64
Gerer les abonnements eau, électricité et téléphone des structures sous tutelle du MESRS	3 573	2 839	3 306	4 086	4 806	4 950	5 099	0	0	0	4 806	4 950	5 099
Payer les Honoraires du BNETD	61	125	125	131	131	135	139	0	0	0	131	135	139
Assurer la passation des marchés publics du MESRS et suivre leur exécution	0	0	20	19	25	26	27	0	0	0	25	26	27
Gerer les dépenses centralisées du MESRS	100	314	245	157	191	197	202	0	0	0	191	197	202
Payer les primes de recherche (DAAF)	0	0	4	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gerer les dépenses des séminaires et conférences hors Côte d'Ivoire	115	115	115	115	115	118	122	0	0	0	115	118	122
Renforcer les capacités des ACD et ordonnateurs des EPN et des structures sous-tutelle et les membres de l'Equipe CDMT du MESRS dans le cadre de la reforme du budget de l'etat	150	150	150	95	85	88	90	0	0	0	85	88	90
Preparer les travaux des Conférences de Performances et Organiser les conférences budgétaires	0	0	0	8	8	8	8	0	0	0	8	8	8
Réaliser le suivi des activités CDMT	0	0	0	8	33	33	34	0	0	0	33	33	34
Renforcer les équipements des services en mobiliers de bureau et matériels informatiques	20	30	30	14	14	14	15	0	0	0	14	14	15
Renforcer le dialogue intersectoriel éducation/formation (Task Force)	21	16	15	10	10	10	11	0	0	0	10	10	11

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Planifier et gérer les enseignants-chercheurs, chercheurs et personnels administratifs et techniques	44	31	21	27	25	26	26	0	0	0	25	26	26
Organiser les sessions de recrutement de la CNRES	45	45	30	25	25	26	27	0	0	0	25	26	27
Assurer la formation continue des enseignants-chercheurs et des personnels administratifs et techniques	10	30	20	18	20	21	21	0	0	0	20	21	21
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	1 500	1 500	1 005	4 000	4 000	4 120	4 244	0	0	0	4 000	4 120	4 244
Apurer les passifs des frais de scolarité des établissements privés du MESRS	1 500	1 500	1 005	4 000	4 000	4 120	4 244	0	0	0	4 000	4 120	4 244
INVESTISSEMENTS	0	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabiliter et équiper l'immeuble symphonie	0	28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabiliter et équiper l'immeuble OSDI	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 1.5	5 745	5 326	5 720	8 921	24 697	25 438	26 201	0	0	0	24 697	25 438	26 201
TOTAL PROGRAMME 1	16 931	16 870	20 940	24 359	25 141	25 829	26 604	0	0	0	25 141	25 829	26 604
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR													
Action 2.1: Gestion des Universités et des Grandes Ecoles													
PERSONNEL	41 180	55 375	53 944	63 102	64 852	66 797	68 801	0	0	0	64 852	66 797	68 801
Assurer le paiement des salaires des personnels l'Université Félix Houphouët Boigny	20 665	27 736	26 714	31 688	30 272	31 181	32 116	0	0	0	30 272	31 181	32 116
Assurer le paiement des salaires des personnels l'Université Nangui Abrougoua	3 999	4 610	4 860	5 575	6 333	6 523	6 719	0	0	0	6 333	6 523	6 719
Assurer le paiement des salaires des personnels l'Université Alassane Ouattara	5 654	8 412	7 949	9 234	9 644	9 933	10 231	0	0	0	9 644	9 933	10 231
Assurer le paiement des salaires des personnels l'Université Lorougnon Guédé	814	1 631	2 093	2 853	3 448	3 551	3 658	0	0	0	3 448	3 551	3 658

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer le paiement des salaires des personnels l'Université Péléforo Gon Coulibaly	267	1 816	2 108	3 330	4 009	4 130	4 254	0	0	0	4 009	4 130	4 254
Assurer le paiement des salaires des personnels Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	8 033	9 320	7 838	7 854	8 315	8 564	8 821	0	0	0	8 315	8 564	8 821
Assurer le paiement des salaires des personnels Ecole Normale Supérieure	1 699	1 800	2 382	2 567	2 645	2 725	2 806	0	0	0	2 645	2 725	2 806
Assurer le paiement des salaires des personnels de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	0	0	0	0	77	79	82	0	0	0	77	79	82
Assurer le paiement des salaires des personnels l'Université de Man	50	50	0	0	108	111	115	0	0	0	108	111	115
BIENS & SERVICES	1 223	1 242	1 197	1 260	3 128	3 222	3 318	0	0	0	3 128	3 222	3 318
Définir la politique nationale en matière d'enseignement supérieur	22	28	16	38	23	23	24	0	0	0	23	23	24
Organiser les prix d'excellence de l'Enseignement Supérieur.	25	25	28	5	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Organiser un atelier d'harmonisation des Curricula dans les universités et grandes écoles	15	15	15	25	13	13	13	0	0	0	13	13	13
Améliorer l'organisation des examens, des concours et l'orientation des bacheliers	0	0	0	40	26	27	27	0	0	0	26	27	27
Payer les Primes et Indemnités relatives aux Examens du BTS	900	900	900	900	2 732	2 814	2 899	0	0	0	2 732	2 814	2 899
Organiser un atelier pour définir les nouvelles procédures d'orientation	15	20	15	12	10	10	11	0	0	0	10	10	11
Organiser les sessions de la Commission d'Homologation des Diplômes	15	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Organiser les Journées de l'Orientations du Nouveau Bachelier (JOB/ SESCO)	45	45	45	40	40	41	42	0	0	0	40	41	42
Veiller à la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'Enseignement Supérieur et Contrôler l'exécution des activités d'enseignement supérieur, professionnel, technique et académique menés des institutions (Univserités + Gdes ecoles) d'ENS SUP	21	47	25	14	26	27	27	0	0	0	26	27	27

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Organiser les inspections des stagiaires de l'ENS	165	146	138	185	244	251	259	0	0	0	244	251	259
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	44 574	48 170	48 955	51 632	59 213	60 989	62 819	0	0	0	59 213	60 989	62 819
Assurer les frais de scolarité aux établissements d'enseignement supérieur Technique privé laïc (Attributions + Renouvellement)	26 036	28 821	28 821	28 821	32 821	33 805	34 819	0	0	0	32 821	33 805	34 819
Assurer le Paiement des contributions de la CI aux écoles internationales	420	420	281	270	380	391	403	0	0	0	380	391	403
Assurer l'organisation des sessions de l'Examen du BTS	845	1 491	1 661	2 040	3 186	3 282	3 380	0	0	0	3 186	3 282	3 380
Payer les pécules des étudiants stagiaires de L'ENS et de Korhogo	62	62	62	605	976	1 005	1 035	0	0	0	976	1 005	1 035
Payer les pécules des étudiants stagiaires de l'ENS	19	19	19	532	903	930	958	0	0	0	903	930	958
Payer les pécules des étudiants stagiaires de Korhogo	43	43	43	73	73	75	77	0	0	0	73	75	77
Assurer le fonctionnement des Universités et Grandes Ecoles P	16 652	16 823	8 880	6 271	10 208	10 514	10 830	0	0	0	10 208	10 514	10 830
Assurer le fonctionnement de l'Université Félix Houphouët Boigny	4 075	4 212	851	984	1 693	1 744	1 796	0	0	0	1 693	1 744	1 796
Assurer le fonctionnement de l'Université Nangui Abrougoua	1 256	1 291	641	424	660	680	701	0	0	0	660	680	701
Assurer le fonctionnement de l'Université Alassane Ouattara	3 076	3 165	948	655	834	859	884	0	0	0	834	859	884
Assurer le fonctionnement de l'Université Lorougnon Guédé	556	603	247	303	553	570	587	0	0	0	553	570	587
Assurer le fonctionnement de l'Université Péléforo Gon Coulibaly	1 749	1 769	856	606	1 362	1 402	1 444	0	0	0	1 362	1 402	1 444
Assurer le fonctionnement de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	3 136	3 122	2 952	1 770	1 969	2 028	2 089	0	0	0	1 969	2 028	2 089
Assurer le fonctionnement de l'Ecole Normale Supérieure	1 204	1 236	1 428	1 206	504	519	535	0	0	0	504	519	535
Assurer le fonctionnement de l'Université de Man	200	25	19	281	1 123	1 157	1 192	0	0	0	1 123	1 157	1 192

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer le fonctionnement de l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	0	0	0	41	1 010	1 040	1 072	0	0	0	1 010	1 040	1 072
Assurer le fonctionnement de l'Université Internationale de Grand Bassam	1 400	1 400	938	0	500	515	530	0	0	0	500	515	530
Activité 2.3: Equiper les services en matériels et mobiliers (Transfert en Capital T2)	560	553	374	395	870	896	923	0	0	0	870	896	923
Equiper les services de l'Université Félix Houphouët Boigny en matériels et mobiliers (UFHB)	115	115	77	39	289	297	306	0	0	0	289	297	306
Equiper les services de l'Université Nangui Abrougoua en matériels et mobiliers (UNA)	65	75	50	61	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Equiper les services de l'Université Alassane Ouattara en matériels et mobiliers	47	47	31	43	40	41	42	0	0	0	40	41	42
Equiper les services de l'Université Lorougnon Guédé en matériels et mobiliers (UJloG)	83	83	59	26	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Equiper les services de l'Université Péléforo Gon Coulibaly en matériels et mobiliers (UPGC)	117	100	67	11	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Equiper les services de l'Université de Man en matériels et mobiliers (U.MAN)	100	0	0	130	326	336	346	0	0	0	326	336	346
Equiper les services de l'Université Virtuelle en matériels et mobiliers (UVCI)	0	0	0	0	45	46	48	0	0	0	45	46	48
Equiper les services de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny en matériels et mobiliers (INPHB)	0	100	67	43	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Equiper les services de l'Ecole Normale Supérieure en matériels et mobiliers (ENS)	33	33	22	43	30	31	32	0	0	0	30	31	32
Payer les heures supplémentaires	0	0	1 050	1 281	2 111	2 174	2 239	0	0	0	2 111	2 174	2 239
Payer les heures supplémentaires de l'Université Félix Houphouët Boigny	0	0	400	400	400	412	424	0	0	0	400	412	424
Payer les heures supplémentaires de l'Université Nangui Abrougoua	0	0	95	95	255	263	271	0	0	0	255	263	271
Payer les heures supplémentaires de l'Université Alassane Ouattara	0	0	300	300	300	309	318	0	0	0	300	309	318

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Payer les heures supplémentaires de l'Université Lorougnon Guédé	0	0	56	56	125	129	133	0	0	0	125	129	133
Payer les heures supplémentaires de l'Université Péléforo Gon Coulibaly	0	0	199	199	199	205	212	0	0	0	199	205	212
Payer les heures supplémentaires de l'Université de Man	0	0	0	25	125	129	133	0	0	0	125	129	133
Payer les heures supplémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	0	0	0	206	206	212	219	0	0	0	206	212	219
Payer les heures supplémentaires de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)					500	515	530				500	515	530
Payer les heures Complémentaires	0	0	4 327	6 617	8 661	8 921	9 189	0	0	0	8 661	8 921	9 189
Payer les heures Complémentaires l'Université Félix Houphouët Boigny	0	0	2 572	3 319	4 335	4 465	4 599	0	0	0	4 335	4 465	4 599
Payer les heures Complémentaires l'Université Nangui Abrougoua	0	0	355	503	650	670	690	0	0	0	650	670	690
Payer les heures Complémentaires l'Université Alassane Ouattara	0	0	1 100	1 562	1 562	1 609	1 658	0	0	0	1 562	1 609	1 658
Payer les heures Complémentaires l'Université Lorougnon Guédé	0	0	100	408	741	763	786	0	0	0	741	763	786
Payer les heures Complémentaires l'Université Péléforo Gon Coulibaly	0	0	200	524	524	540	556	0	0	0	524	540	556
Payer les heures Complémentaires l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	0	0	0	250	250	258	265	0	0	0	250	258	265
Payer les heures Complémentaires l'Ecole Normale Supérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les heures Complémentaires l'Université de Man	0	0	0	50	70	72	74	0	0	0	70	72	74
Payer les heures Complémentaires l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les heures Complémentaires de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)					529	545	561				529	545	561
Payer les primes de recherche	0	0	3 500	5 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Payer les primes de recherche Université Félix Houphouët Boigny	0	0	2 000	2 740	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche Université Nangui Abrougoua	0	0	500	392	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche Université Alassane Ouattara	0	0	500	780	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche Université Lorougnon Guédé	0	0	250	362	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche Université Péléforo Gon Coulibaly	0	0	250	384	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche Institut National Polytechnique Houphouët Boigny	0	0	0	470	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche Ecole Normale Supérieure	0	0	0	182	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche Université de Man	0	0	0	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	2 400	6 290	15 785	10 471	14 719	0	0	0	0	0	14 719	0	0
Trésor	2 400	6 290	15 785	7 682	14 719	0	0	0	0	0	14 719	0	0
Appui à la réforme du système LMD/C2D	2 400	5 900	7 585	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Programme de Développement Education, Formation, et Insertion des jeunes (Cpsante Enseign Sup)/ C2D	0	140	5 000	4 500	12 500	0	0	0	0	0	12 500	0	0
Créer l'Université Virtuelle de Cote d'Ivoire (UVCI)	0	250	3 200	96	284	0	0	0	0	0	284	0	0
Créer un Projet de Centres d'Excellence d'Enseignement Supérieur en Afrique	0	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mettre en place le centre d'excellence africain-changement climatique/UFHB				1 195	650	0	0	0	0	0	650	0	0
Mettre en place le centre d'excellence africain-Mines et environnement/IN-PHB				1 841	1 285	0	0	0	0	0	1 285	0	0
Financement extérieur	0	0	0	2 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créer un Projet de Centres d'Excellence d'Enseignement Supérieur en Afrique					0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 2.1	89 377	111 077	119 882	126 465	141 911	131 008	134 938	0	0	0	141 911	131 008	134 938

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 2.2 : Amélioration de l'Insertion Professionnelle des Diplômés													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	0	0	0	27	40	41	42	0	0	0	40	41	42
Réorganiser l'offre de formation pour l'adapter aux besoins de développement économique et social													
Veiller à l'adaptation permanente des programmes d'enseignement supérieur aux besoins du marché de l'emploi	0	0	0	27	40	41	42	0	0	0	40	41	42
Produire des rapports périodiques sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur													
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	30	30	20	12	247	254	262	0	0	0	247	254	262
Assurer la formation des diplômés au Programme de Gest° de la Politique Econ (GPE)	30	30	20	12	247	254	262	0	0	0	247	254	262
INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor													
Financement extérieur													
Sous Total Action 2.2	30	30	20	39	287	295	304	0	0	0	287	295	304
Action 2.3 : Réhabilitation et Equipement des Infrastructures des universités et Grandes Ecoles Publiques													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	7 500	0	0	0	0	0	7 500	0	0
Entretien des Universités et CROU	0	0	0	0	7 500	0	0	0	0	0	7 500	0	0
INVESTISSEMENTS	11 700	4 758	29 184	2 976	4 515	0	0	0	0	0	4 515	0	0
Trésor	6 800	4 758	29 184	2 976	4 515	0	0	0	0	0	4 515	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Réhabiliter les infrastructures des universités et des grandes écoles publiques	6 800	3 876	28 743	1 482	4 110	0	0	0	0	0	4 110	0	0
Réhabiliter et Equiper les infrastuctures de l'Université Cocody/UFHB	1 250	625	20 029	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabiliter et Equiper les infrastuctures de l'Université Korhogo/UPGC	1 026	500	1 803	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabiliter et Equiper les infrastuctures de l'Université DALOA/UJLoG	1 026	500	1 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabiliter et Equiper les infrastuctures de l'Université BOUAKE/UAO	1 250	625	2 674	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabiliter et Equiper les infrastuctures de l'Université ABOBO-ADJAME/UNA	2 000	1 500	2 894	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabiliter les infrastructures de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny (INPHB)	100	125	100	1 482	200	0	0	0	0	0	200	0	0
Réhabiliter les infrastructures de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction, réhabilitation et équipement des Universités/SIMDCI				0	3 910	0	0	0	0	0	3 910	0	0
Equiper les infrastructures des universités et des grandes écoles publiques (Renforcement des Infrastuctures des Universités & GE)	0	882	441	1 494	405	0	0	0	0	0	405	0	0
Renforcer les Equipements des Infrastructures UNIV/UPGC-Kohogo	0	100	50	259	70	0	0	0	0	0	70	0	0
Renforcer les Equipements des Infrastructures UNIV/UJLoG-DALOA	0	157	80	417	60	0	0	0	0	0	60	0	0
Renforcer les Equipements des Infrastructures UNIV/UAO-BOUAKE	0	125	95	62	75	0	0	0	0	0	75	0	0
Renforcer les Equipements des Infrastructures UNIV/UNA-AboboAdjamé	0	306	106	574	100	0	0	0	0	0	100	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE				MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020	
Information de la scolarité/Université de Cocody	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Renforcer les infrastructures Techniques et Administratifs de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	0	93	30	154	50	0	0	0	0	0	50	0	0	
Renforcer les infrastructures Pédagogiques et académiques de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	0	100	30	29	50	0	0	0	0	0	50	0	0	
Financement extérieur	4 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Rénover l'Institut National Polytechnique (INP HB)/C2D	4 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sous Total Action 2-3	11 700	4 758	29 184	2 976	12 015	0	0	0	0	0	12 015	0	0	
Action 2-4 : Construction, Extension et Equipement des Infrastructures des Universités et Grandes Ecoles Publiques														
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
BIENS & SERVICES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	210	370	0	0	0	0	0	370	0	0	
Cellule suivi construction université				210	370	0	0	0	0	0	370	0	0	
INVESTISSEMENTS	8 190	750	207	24 327	14 450	0	0	0	0	0	14 450	0	0	
Trésor	8 190	750	207	24 327	14 450	0	0	0	0	0	14 450	0	0	
Etendre les infrastructures des universités et des grandes écoles publiques	100	750	207	11 005	6 450	0	0	0	0	0	6 450	0	0	
Etude construction Université Internationale CI	100	250	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Etendre les Infrastructures des UFR/Universités de Cocody	0	500	132	1 255	450	0	0	0	0	0	450	0	0	
Etendre les infrastructures de l'Université Lorougnon Guédé/UJLoG				3 062	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	
Etendre les infrastructures de l'Université Péléforo Gon Coulibaly/UPGC				2 116	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	
Etendre du réseau Wifi_Universités Publiques	0	0	0	4 571	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Construire et Equiper les infrastructures des universités et des grandes écoles publiques	8 090	0	0	13 322	8 000	0	0	0	0	0	8 000	0	0
Construire et Equiper l'Université de Bondoukou	1 400	0	0	3 747	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire et Equiper l'Université de Man	5 190	0	0	6 107	8 000	0	0	0	0	0	8 000	0	0
Construire et Equiper l'Université de San-Pedro	1 500	0	0	3 468	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 2-4	8 190	750	207	24 537	14 820	0	0	0	0	0	14 820	0	0
TOTAL PROGRAMME 2	109 297	116 614	149 293	154 017	169 033	131 303	135 242	0	0	0	169 033	131 303	135 242
PROGRAMME 3 : Œuvres Universitaires et vie estudiantine													
Action 3.1 : Gestion des Œuvres Universitaires													
PERSONNEL	762	765	550	671	821	846	871	0	0	0	821	846	871
Assurer le paiement des salaires des personnels des CROUs	762	765	550	671	821	846	871	0	0	0	821	846	871
Assurer le paiement des salaires des personnels du CROU A 1	603	578	381	469	617	635	654	0	0	0	617	635	654
Assurer le paiement des salaires des personnels du CROU A2	5	5	0	3	3	3	4	0	0	0	3	3	4
Assurer le paiement des salaires des personnels du CROU B	143	174	162	191	194	200	206	0	0	0	194	200	206
Assurer le paiement des salaires des personnels du CROU D	5	3	3	3	4	4	4	0	0	0	4	4	4
Assurer le paiement des salaires des personnels du CROU K	5	5	3	3	3	3	4	0	0	0	3	3	4
BIENS & SERVICES	516	558	512	797	812	836	861	106	0	0	918	836	861
Organiser les travaux d'attribution des bourses aux étudiants/COMMISSION DES BOURSES	32	37	30	22	32	33	34	0	0	0	32	33	34

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Suivre et contrôler l'ensemble des opérations de gestion des bourses et des secours financiers	24	61	30	19	25	25	26	106	0	0	131	25	26
Veiller à la mise en œuvre des mesures propres à améliorer les conditions de vie des étudiants	0	0	0	28	25	26	27	0	0	0	25	26	27
Définir une politique de vie associative en milieu universitaire et de veiller à son application													
Promouvoir le genre en milieu universitaire													
Favoriser l'accès des jeunes filles aux filières scientifiques (octroi de bourses, logements, équipements)													
organiser de sensibilisation à la non violence	25	25	17	8	10	10	11	0	0	0	10	10	11
Gérer les transports des étudiants boursiers à l'étranger	435	435	435	720	720	742	764	0	0	0	720	742	764
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	17 075	17 830	17 013	17 739	21 110	21 743	22 395	0	0	0	21 110	21 743	22 395
Payer les primes de Recherche au Crou A	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de Recherche pour le Peronnell Crou A	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les heures supplémentaires				548	621	639	658	0	0	0	621	639	658
Payer les heures supplémentaires du CROU B				102	102	105	108	0	0	0	102	105	108
Payer les heures supplémentaires du CROU D				30	30	31	32	0	0	0	30	31	32
Payer les heures supplémentaires du CROU K				36	65	66	68	0	0	0	65	66	68
Payer les heures supplémentaires du CROU A1				330	330	340	350	0	0	0	330	340	350
Payer les heures supplémentaires du CROU A2				50	94	97	100				94	97	100
Assurer le fonctionnement des CROUs	5 564	6 323	5 395	5 361	7 539	7 766	7 999	0	0	0	7 539	7 766	7 999
Assurer le fonctionnement CROU A 1	2 740	2 740	2 024	1 295	2 161	2 225	2 292	0	0	0	2 161	2 225	2 292
Assurer le fonctionnement CROU A 2	78	22	4	758	1 303	1 342	1 382	0	0	0	1 303	1 342	1 382
Assurer le fonctionnement CROU B	1 866	2 086	1 963	1 609	1 971	2 030	2 091	0	0	0	1 971	2 030	2 091

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer le fonctionnement CROU D	702	851	857	878	1 090	1 123	1 157	0	0	0	1 090	1 123	1 157
Assurer le fonctionnement CROU K	178	625	548	821	1 015	1 045	1 077	0	0	0	1 015	1 045	1 077
Equiper les services en matériels et mobiliers Transfert en Capital T2)	320	316	224	337	194	200	206	0	0	0	194	200	206
Equiper les services du CROUA 1 en matériels et mobiliers	65	65	44	35	70	72	74	0	0	0	70	72	74
Equiper les services du CROUA 2 en matériels et mobiliers	22	3	15	117	20	21	21	0	0	0	20	21	21
Equiper les services du CROUA B en matériels et mobiliers	109	109	73	112	35	36	37	0	0	0	35	36	37
Equiper les services du CROUA D en matériels et mobiliers	52	67	45	26	34	35	36	0	0	0	34	35	36
Equiper les services du CROUA K en matériels et mobiliers	72	72	48	48	35	36	37	0	0	0	35	36	37
Payer les Bourses aux Etudiants en CI et HCI	11 191	11 191	11 391	11 491	12 756	13 138	13 532	0	0	0	12 756	13 138	13 532
Attribuer des bourses aux étudiants en CIV	7 456	7 456	7 456	7 456	8 456	8 709	8 971	0	0	0	8 456	8 709	8 971
Attribuer des bourses aux étudiants ivoiriens hors CIV	3 735	3 735	3 735	3 735	4 000	4 120	4 244	0	0	0	4 000	4 120	4 244
Payer des bourses d'excellence aux étudiants	0	0	200	300	300	309	318	0	0	0	300	309	318
INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 3.1	18 353	19 153	18 075	19 206	22 743	23 425	24 128	106	0	0	22 849	23 425	24 128
Action 3-2 : Réhabilitation et Equipement des Infrastructures des œuvres universitaires													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
INVESTISSEMENTS	3 447	1 820	6 005	1 901	287	0	0	0	0	0	287	0	0
Trésor	3 447	1 820	6 005	1 901	287	0	0	0	0	0	287	0	0
Réhabiliter et Equiper les infrastructures des œuvres universitaires	3 447	1 750	5 955	1 657	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation & Equipement du CROU Daloa	947	500	1 018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation & Equipement des Cités Uni/CROU BOUAKE	1 000	500	1 536	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation Cités Universitaires / CROUA	1 500	750	3 402	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation et équipement centres médicaux des CROU				1 657	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Equiper les infrastructures des œuvres universitaires (Renforcement des Infrastructures des Crous)	0	70	50	244	287	0	0	0	0	0	287	0	0
Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa	0	70	50	57	50	0	0	0	0	0	50	0	0
Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU BOUAKE				187	42	0	0	0	0	0	42	0	0
Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-A2				0	195	0	0	0	0	0	195	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 3-2	3 447	1 820	6 005	1 901	287	0	0	0	0	0	287	0	0
Action 3.3 : Construction, Extension et Equipements des Infrastructures des Œuvres Universitaires													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	800	288	75	323	81	0	0	0	0	0	81	0	0
Trésor	800	288	75	323	81	0	0	0	0	0	81	0	0
Construire et Equiper les infrastructures des œuvres universitaires	800	288	75	323	81	0	0	0	0	0	81	0	0
Construire et équiper le Restaurant CROU-Bouaké	400	229	75	323	81	0	0	0	0	0	81	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Construire et équiper le Restaurant CROU-Korhogo	400	58	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 3-3	800	288	75	323	81	0	0	0	0	0	81	0	0
TOTAL PROGRAMME 3	22 600	21 261	24 155	21 430	23 111	23 425	24 128	106	0	0	23 217	23 425	24 128
PROGRAMME 4 : Recherche scientifique et Innovation Technologique													
Action 4-1 : Gestion de la Recherche et l'Innovation et des Centres et Instituts de Recherche													
PERSONNEL	1 272	1 534	1 656	1 933	1 938	1 996	2 056	0	0	0	1 938	1 996	2 056
Assurer le paiement des salaires des personnels des centres et instituts de recherche	1 272	1 534	1 656	1 933	1 938	1 996	2 056	0	0	0	1 938	1 996	2 056
Assurer le paiement des salaires des personnels de IPCI	755	934	935	1 153	1 154	1 189	1 224	0	0	0	1 154	1 189	1 224
Assurer le paiement des salaires des personnels de CRO	518	601	721	779	784	808	832	0	0	0	784	808	832
BIENS & SERVICES	224	228	167	178	159	163	168	0	0	0	159	163	168
Elaborer et faire adopter la loi de programmation de la recherche et de l'innovation													
Concevoir et coordonner la politique nationale de recherche scientifique	20	31	29	42	16	16	17	0	0	0	16	16	17
Assurer la formation continue des personnels de la recherche en liaison avec la DRH													
Organiser le seminaire de Restructuration de la Recherche	20	13	0	25	14	14	15	0	0	0	14	14	15
Evaluer les Chercheurs au CAMES	10	10	7	9	13	13	13	0	0	0	13	13	13
Mettre en œuvre la politique de recherche dans les instituts et centres de recherche	42	42	28	21	21	21	22	0	0	0	21	21	22
Actualiser les travaux de l'I P S T de la Recherche	0	0	0	0	10	10	11	0	0	0	10	10	11
Organiser la commission des programmes	10	10	7	3	5	5	5	0	0	0	5	5	5

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Payer les abonnements dans les revues scientifiques (Réseau d'Information Scientifique/PERI)	25	15	10	5	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Mettre en œuvre la politique de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	22	30	15	17	21	21	22	0	0	0	21	21	22
Organiser le Concours de detection des Jeunes Inventeurs (PRIX du PATRONNAT)	0	2	2	10	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Organiser le Concours de detection des Jeunes Inventeurs (PRIX du PATRONNAT)	15	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produire les PAD pour la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	15	15	10	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Organiser la Semaine de la Promotion de la Recherche Ivoirienne (SEPRI) / QIST	45	45	45	40	40	41	42	0	0	0	40	41	42
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	3 662	4 358	3 478	2 683	3 159	3 254	3 351	0	0	0	3 159	3 254	3 351
Organiser le prix de la recherche	55	65	44	270	500	515	530	0	0	0	500	515	530
Appuyer Financièrement la Recherche	103	0	500										
Assurer le fonctionnement des centres et instituts de recherche	3 377	4 166	2 850	2 104	2 483	2 557	2 634	0	0	0	2 483	2 557	2 634
Assurer le fonctionnement de IPCI	607	698	468	289	360	371	382	0	0	0	360	371	382
Assurer le fonctionnement du CRO	498	547	366	198	290	299	308	0	0	0	290	299	308
Assurer le fonctionnement du PASRES	300	370	248	234	280	288	297	0	0	0	280	288	297
Assurer le fonctionnement du CSRS	40	40	80	80	80	82	85	0	0	0	80	82	85
Assurer le fonctionnement de CNRA	1 420	1 520	1 120	1 075	1 100	1 133	1 167	0	0	0	1 100	1 133	1 167
Assurer le fonctionnement du CEMV	352	391	262	100	100	103	106	0	0	0	100	103	106
Assurer le fonctionnement de LAMTO Géo	25	35	23	40	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Assurer le fonctionnement du CAPEC	50	50	34	13	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Assurer le fonctionnement de la Société Mathématique	0	250	168	40	180	185	191	0	0	0	180	185	191

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer le fonctionnement du CNF	9	10	7	3	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Assurer le fonctionnement de IRD (Ex Ostrom)	10	27	18	9	8	8	8	0	0	0	8	8	8
Assurer le fonctionnement du CIRES (Université des nations Unies)	15	15	10	5	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Assurer le fonctionnement du Comité Bipartie ADRAO/CI	10	203	10	4	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Assurer le fonctionnement du GRTO	10	10	7	4	5	5	5	0	0	0	5	5	5
Assurer le fonctionnement de l'Université Recherche	30	0	30	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Equiper les services en matériels et mobiliers (Transfert en Capital T2)	127	127	85	43	16	17	17	0	0	0	16	17	17
Equiper les services de l'IPCI en matériels et mobiliers	127	127	85	22	16	17	17	0	0	0	16	17	17
Equiper les services du CRO en matériels et mobiliers	0	0	0	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche	0	0	0	106	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche de IPCI	0	0	0	60	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche de CRO	0	0	0	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les primes de recherche du CNRA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Payer les heures supplémentaires				160	160	165	170	0	0	0	160	165	170
Payer les heures supplémentaires de l'IPCI				100	100	103	106	0	0	0	100	103	106
Payer les heures supplémentaires de CRO				60	60	62	64	0	0	0	60	62	64
INVESTISSEMENTS	350	753	440	206	210	0	0	0	0	0	210	0	0
Trésor	350	753	440	206	210	0	0	0	0	0	210	0	0
Assurer le fonctionnement des instances de gouvernance des pôles de compétences/programmes	0	0	0	0	90	0	0	0	0	0	90	0	0
Mettre en œuvre les programmes nationaux de recherche des pôles de compétences	350	400	175	81									

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Mettre en place les moyens communautaires de la recherche													
P4O1A1_Suivre la mise en œuvre des fermes Agro-Pastorales	0	250	200	96	100	0	0	0	0	0	100	0	0
Mise en réseau Internet des Structures de Recherche	0	103	65	29	20	0	0	0	0	0	20	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 4.1	5 508	6 872	5 742	4 999	5 465	5 413	5 575	0	0	0	5 465	5 413	5 575
Action 4.2 : Réhabilitation et Equipements des Infrastructures des Centres et Instituts de Recherche													
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	87	314	105	368	275	0	0	0	0	0	275	0	0
Trésor	87	314	105	368	275	0	0	0	0	0	275	0	0
Réhabilitation et Equipement Bâtiment du siège CRE	0	33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation et Equipement des Bâtiments de LAMTO ECOLOGIE	0	83	65	62	75	0	0	0	0	0	75	0	0
Réhabilitation et équipement STATION LAMTO GEOPHYSIQUE	87	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réhabilitation et équipement du CEMV	0	0	0	191	100	0	0	0	0	0	100	0	0
Rehabilitation et Equipement du CRO	0	198	40	115	50	0	0	0	0	0	50	0	0
Réhabilitation et équipement du centre national de floristique				0	50	0	0	0	0	0	50	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total Action 4.2	87	314	105	368	275	0	0	0	0	0	275	0	0
Action 4.3 : Construction, Extension et Equipements des Infrastructures des Centres et Instituts de Recherche													

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTION DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
PERSONNEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIENS & SERVICES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS (SUBVENTIONS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	716	579	195	1 033	3 065	0	0	0	0	0	3 065	0	0
Trésor	716	579	195	1 033	1 065	0	0	0	0	0	1 065	0	0
Construire le Centre de Ressources Biologiques (Biobanques/IPCI)	660	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construire les Laboratoires P3 et P4 de l' IPCI	26	479	150	956	900	0	0	0	0	0	900	0	0
Etendre les Infrastructures de la Station Géophysique de Lamto	0	100	45	77	80	0	0	0	0	0	80	0	0
Construire et Equiper les Laboratoires du CRO	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Equipement du Centre National de Calcul				0	85	0	0	0	0	0	85	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0
Equipement du Centre National de Calcul	0	0	0	0	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0
Sous Total Action 4-2-2	716	579	195	1 033	3 065	0	0	0	0	0	3 065	0	0
TOTAL PROGRAMME 4	6 311	7 765	6 042	6 400	8 805	5 413	5 575	0	0	0	8 805	5 413	5 575

**SECTION 34 : SECRETARIAT D'ETAT, CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

I- Présentation générale du Ministère

I.1- Situation du secteur

Créé dès 1959 avec la formation du premier Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Ministère de l'Enseignement Technique avait pour mission de former les cadres, les techniciens et les ouvriers dont le pays avait besoin pour assurer la prise en main du secteur industriel naissant et promouvoir le développement du monde rural. En 1970, ce département ministériel a vu ses missions s'étendre à la Formation Professionnelle. Cette période a permis au secteur de la formation de connaître un essor tant au plan quantitatif que qualitatif. Cela s'est traduit par la mise à disposition de cadres, de techniciens, d'ouvriers spécialisés et d'ingénieurs spécialisés dont l'économie naissante avait besoin. Cet essor a connu un ralentissement considérable dans les années 1980 du fait de la crise économique et des différents changements institutionnels imposés par celle-ci.

La situation s'est aggravée avec la crise sociopolitique que le pays a connue depuis 1999 et qui a atteint son paroxysme en septembre 2002, avec la crise militaro-politique puis en novembre 2010 avec la crise postélectorale. Cette situation a eu pour effet la destruction des outils de formation et de production.

Cependant, le Gouvernement, conscient du rôle moteur joué par le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) dans la croissance économique, a pris des mesures visant le développement de cet ordre d'enseignement (PSR-ETFP 2012-2021, PAMT 2012-2015, PND, Réforme ETFP 2016-2025).

Si ces initiatives ont permis d'amorcer la mise à niveau du dispositif de l'ETFP, d'énormes difficultés subsistent qui justifient la nécessité d'un diagnostic.

Diagnostic

Les forces

Le secteur de l'ETFP présente d'importants atouts qui tiennent, entre autres :

- au maintien de dispositif de l'ETFP ;
- à la continuité des formations dans le système d'ETFP ;
- à la reconstitution du ministère en charge de l'ETFP ;
- à la présence de structures d'encadrement ;
- à l'existence de programmes de formation (101) ;

- au taux de réussite aux examens maintenu à un niveau supérieur à 50% ;
- aux ressources financières (additionnelles) générées par certains établissements de l'ETFP.

En dépit de ces atouts, l'ETFP présente de nombreuses difficultés accentuées par la longue crise qu'a connue le pays. De manière générale, celles-ci sont liées à :

Les faiblesses

- une faiblesse relative des effectifs ;
- une insuffisance des ressources financières allouées (par le budget de l'état) à l'ETFP ;
- une absence de cadre réglementaire dans la gestion des ressources financières générées par les établissements de l'ETFP ;
- une faible capacité d'accueil ;
- une faible couverture du territoire national ;
- une faiblesse qualitative caractérisée à la fois par des offres de formation insuffisantes, des contenus de formation désuets et pas toujours adaptés aux besoins de qualification de l'économie nationale ;
- un faible niveau de formation des enseignants, de faibles taux de rendement interne ;
- une vétusté et une obsolescence des équipements ;
- une absence de matériels roulants pour les structures opérationnels et d'encadrement ;
- de nombreuses difficultés à trouver des stages pour la majorité des apprenants ;
- une Inexistence de plateforme d'échange et de collaboration avec les autres ministères qui font de la formation professionnelle ;
- un mode de gouvernance peu efficace ;
- une insuffisance de collaboration avec les acteurs du secteur productif ;
- une priorisation du secteur moderne (6,5% de la population active) au détriment du secteur agricole (43%) et du secteur informel (34%) qui occupent la plus grande proportion de la population active ;
- une insuffisance de matières d'œuvre pour les formations pratiques ;
- la fermeture des internats ;
- l'interruption du processus de mise en œuvre de profil de carrière des enseignants ;
- un taux de rejet élevé des apprenants.

Identification des problèmes

De manière spécifique, l'état des lieux du secteur de l'ETFP révèle d'importantes faiblesses qui se situent à trois (3) niveaux :

Au niveau de l'administration générale

- Absence d'un système intégré de collecte et de gestion des données ;
- Insuffisance de formation des administrateurs de crédits, des économistes et des intendants, à l'élaboration et à l'exécution des budgets ;
- Absence de plan de développement des ressources humaines de l'ETFP ;
- Insuffisance de renforcement des capacités du personnel de l'ETFP (Personnel Enseignants, personnel Administratif et d'encadrement).

Au niveau de la formation professionnelle

- Faiblesse du niveau de régulation des flux et du niveau d'absorption des stocks de jeunes demandeurs de formation ;
- Inadéquation formation/emploi ;
- Faible déploiement de l'apprentissage sous toutes ses formes et de la formation par alternance sur toute l'étendue du territoire national ;
- Faible promotion de l'auto-emploi et de l'entrepreneuriat ;
- Inadaptation du cadre institutionnel et réglementaire de l'ETFP, à la mise en œuvre efficace de ses missions ;
- Inadaptation du système de gouvernance des établissements de formation professionnelle ;
- Obsolescence des équipements de formation professionnelle ;
- Vétusté des bâtiments abritant les centres de formation professionnelle.

Les réponses apportées

A la lumière de ce diagnostic et des différents problèmes identifiés, le Ministère a engagé des réformes matérialisées dans le PND 2012-2015, le PND 2016-2020 et le plan stratégique de Réforme de l'ETFP 2016-2025, en vue d'apporter des réponses idoines aux différentes préoccupations. Il s'agit essentiellement de :

Volet administration générale

- Mise en place d'un système intégré de collecte et de gestion des données (SIG) ;
- Renforcement des capacités de certains administrateurs de crédits, des économistes et des intendants ;
- Adoption d'un nouveau mode de gouvernance et de gestion des établissements ;
- Mise en place du système centralisé d'information (SIG).

Volet formation professionnelle

Certaines actions ont été amorcées depuis l'exercice budgétaire 2011, à savoir :

- la mise en œuvre du plan stratégique de réforme du système de l'ETFP en vue d'adapter les formations aux besoins de l'économie nationale ;
- le développement de partenariat avec le secteur privé ;
- la mise en place de la carte des formations professionnelles et l'appui à l'élaboration des statistiques ;
- l'étude du schéma directeur de la réhabilitation des infrastructures ;
- le renforcement de l'adéquation de l'offre et de la demande en matière de Formation Professionnelle ;
- l'acquisition d'un siège pour la Direction des Examens et Concours (DEXC) ;
- la construction, l'extension, la réhabilitation et l'équipement d'infrastructures ;
- la mise en œuvre du projet de modernisation de la chaîne de fabrication de médailles ;
- l'appui à l'accès des personnes Handicapées à l'ETFP ;
- la mise en œuvre du programme de Formation d'Apprentissage et d'Insertion ;
- la création d'incubateurs dans les établissements de formation professionnelle ;
- la réalisation d'une étude sur la mobilisation et l'organisation du Partenariat public/privé dans le cadre de l'ETFP (Réalisée par la Banque Mondiale) ;
- la réalisation d'une étude sur l'organisation de la formation par alternance et les conditions du déploiement de l'apprentissage par alternance en Côte d'Ivoire (réalisée par la Banque Mondiale) ;
- la création et l'installation des instances partenariales de la mise en œuvre de la réforme de la Formation Professionnelle ;
- la mise en œuvre de projets pilotes relatifs à la modernisation du dispositif de formation professionnelle et technique en partenariat avec les branches professionnelles (projet C2D/composante Formation Professionnelle ; projet PROFORME/UE - ONUDI) ;
- l'analyse légère des besoins en compétences sur l'ensemble des branches ;
- l'élaboration d'un Plan Rénové de l'offre global de formation ;
- la réhabilitation et équipement du Lycée professionnel de Man.

Défis et priorités

Les défis à relever par l'ETFP sont les suivants :

- résoudre le problème de la régulation des flux et de l'absorption des stocks de jeunes demandeurs de formation ;
- répondre au plus juste à la demande des acteurs de l'économie, publics ou privés ;

- déployer l'apprentissage sous toutes ses formes et la formation par alternance sur toute l'étendue du territoire national ;
- favoriser la création de nouvelles richesses par l'auto-emploi et par l'entrepreneuriat ;
- adapter le cadre institutionnel et réglementaire du dispositif de Formation Professionnelle et Technique, tout en mettant en évidence la cohérence, l'efficacité et l'efficience, afin de satisfaire les besoins de l'économie ;
- adapter le système de gouvernance des établissements afin qu'ils jouent pleinement leur rôle d'agent de développement local ;
- placer les établissements de la formation professionnelle au cœur de la réforme ;
- réajuster la carte des Formations Professionnelles (secteurs public et privé), afin de pouvoir accompagner efficacement le développement des territoires (Régions) ;
- préparer le projet de loi d'orientation et réviser les textes réglementaires ;
- mettre en place un Système Intégré de Gestion de la Formation Professionnelle (SIG-FP) ;
- élaborer une carte des formations professionnelles sur la base des potentialités des différentes régions ;
- concevoir les programmes de formation et renforcer les capacités des formateurs du Lycée Professionnel de Grand Lahou ;
- réhabiliter et équiper le Lycée Professionnel de Grand Lahou et le port d'application ;
- équiper les centres de Formation Professionnelle Ferkessédougou 1 et réhabiliter le lycée professionnel de Ferké ;
- rééquiper 08 Ateliers de l'Institut Pédagogique National l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) ;
- réhabiliter et équiper 24 internats (Daoukro, Gagnoa, Grand-Lahou, Jacquenville, Man, Odienné, San Pedro, Adzopé, Agboville, Bouaké, Abengourou, Bondoukou, Bongouanou, Divo, Ferké 1, Guiglo, Katiola, Korhogo, Mankono, Touba, Yamoussoukro, Daloa, Bimbresso) ;
- construire et équiper une infirmerie dans chacun des 59 établissements de la Formation Professionnelle ;
- Identifier les besoins en formation des groupes vulnérables ou spécifiques ;
- offrir les formations qualifiantes de courtes durées suivies de l'insertion professionnelle de 24 119 jeunes sur 3 ans (600 000 FCFA pour formation +kit d'insertion par jeune) ;
- opérationnaliser les branches professionnelles : mettre en place l'équipe des branches professionnelles, élaborer le répertoire et la nomenclature codifiée des spécialités de formation des secteurs de l'économie, élaborer un guide du comité national des branches professionnelles ;
- élaborer les référentiels de qualification dans chaque branche professionnelle : élaborer les référentiels métiers de spécialité, identifier les compétences nécessaires pour chaque référentiel métier et développer les curricula ;

- mettre en place des incubateurs d'entreprises dans les établissements (Lycées Professionnels (LP), Centre de Perfectionnement aux Métiers (CPM), Centre d'Enseignement Technique (CET), Centre de Formation Professionnelle (CFP) et faire de la sous-traitance auprès des entreprises ;
- mettre en œuvre le programme d'apprentissage et d'insertion ;
- mettre en place un mécanisme de suivi de l'insertion des formés de la Formation Professionnelle ;
- produire l'annuaire statistique de la Formation Professionnelle ;
- réaliser le projet pilote /C2D-EF volet Formation Professionnelle ;
- créer, rénover et équiper quatre (04) établissements de Formation Professionnelle (Lycées Professionnels Hôtelier (LPH) Yamoussoukro, Centre d'Enseignement Technique (CET) Issia et Bouaflé, CBCG Bouaké) (Projet FSD) ;
- rénover et équiper le Lycée Professionnel d'Odienné (Projet BID) ;
- construire et équiper 14 Directions Régionales (Bouaké, Man, Korhogo, Odienné, Touba, Séguéla, Daloa, San Pedro, Yamoussoukro, Abidjan-Nord, Abidjan-Sud Bondoukou, Abengourou, Dimbokro) et 18 Directions Départementales (Mankono, Touba, Minignan, Boundiali, Divo, Aboisso, Agboville, Adzopé, Daoukro, Guiglo, Duekoué, Soubré, Bongouanou, Sassandra, Bouaflé, Ferkessédougou, Katiola, Bouna) ;
- construire et équiper 10 antennes régionales de l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (AGEFOP) (Abidjan, Abengourou, Bondoukou, Bouaké, Daloa, Korhogo, Man, Odienné, San Pedro, Yamoussoukro);
- construire et équiper 10 Antennes régionales pour l'Inspection Générale de l'Enseignement Professionnel dans les 10 pôles de développement ;
- développer et utiliser des outils modernes de gestion des stocks, de calculs des coûts unitaires et de gestion des Ressources Humaines ;
- étendre et équiper le CELIA, rénover et équiper le Lycée Professionnel de Ferké et le Lycée Professionnel Industriel de Gagnoa (projet BADEA) ;
- équiper le CELIA en matériels didactiques de Télécommunication (projet Canadien) ;
- équiper et installer les cellules de veille technologique et les cellules d'études et d'actions prospectives avec les Secrétaires Exécutifs de la Relation Formation-Emploi (SERFE) (9 Lycées Professionnels) ;
- équiper le Centre de Perfectionnement aux Métiers de la Mécanique et de l'Electricité de Koumassi en matériels didactiques de Froid et Climatisation (projet Canadien) ;
- réaliser les formations continues des travailleurs des entreprises ;
- exonérer de frais de scolarité les groupes vulnérables (3000 apprenants/an) et les filles dans les filières industrielles ;
- doter 300 personnes handicapées inscrits dans la Formation Professionnelle d'équipements spécifiques chaque année ;

- appuyer les personnes handicapées à accéder à la Formation Professionnelle ;
- développer la formation continue des acteurs du système ;
- augmenter le nombre de bénéficiaires de la formation continue par immersion dans les entreprises ;
- élaborer des normes d'encadrement pédagogique et administratif ;
- mettre en place un système intégré de collecte et de gestion des données ;
- assurer la formation des administrateurs de crédit, des économistes et des intendants à l'élaboration et à l'exécution des budgets ;
- élaborer le plan de développement des ressources humaines du METFP ;
- renforcer les capacités du personnel du METFP (Personnel Enseignants, personnel Administratif, Inspecteurs) ;
- construire et équiper de 12 lycées technique- professionnels dans les chefs-lieux de districts ;
- construire et équiper de 29 Centres de Formation-Production dans les Départements non chef lieux de région ;
- construire et équiper d'un Institut National d'Innovation Technologique (nouvelles technologies et énergies renouvelables) ;
- Construire et équiper des laboratoires de simulation dans les Cellules de Fabrication mécanique, Construction métallique, Mécanique automobile, Electrotechnique et ELN, informatique, génie civil (BTP), menuiserie et Télécom à l'IPNETP ;
- construire un centre multisectoriel de formation aux métiers de l'Industrie Agro-alimentaire et à la Maintenance Industrielle à Yopougon et rénover et étendre le centre sectoriel de formation aux métiers des BTP à Daoukro ;
- mettre en place un système de visio-enseignement au niveau des Lycées Techniques et de lycées Professionnels de l'ETFP ;
- construire 4 centres sectoriels (Mines à Man, Agricole à Botro, Transport à Abidjan, Automobiles à Abidjan) projet C2D2 ;
- construire la Cité de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle à Yopougon ;
- réaliser l'enquête sur l'offre et les besoins de formation en Côte d'Ivoire ;
- construire et équiper 09 lycées professionnels dans les chefs-lieux de région non pourvus.

I-2- Politique sectorielle

Contexte

La crise qu'a connue la Côte d'Ivoire, a eu des répercussions néfastes sur tous les secteurs d'activité y compris l'ETFP. Pour juguler cette situation qui a affaibli l'Etat dans ses fondements, le Gouvernement s'est donné pour ambition de hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays émergents à l'horizon 2020.

L'atteinte de cet objectif important passe par la relance de l'économie nationale qui s'appuie sur le capital humain, en vue de l'amélioration de la productivité et la compétitivité des entreprises ; d'où la nécessité pour tous les secteurs d'engager des réformes profondes.

Dans cette perspective, le Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, à l'instar des autres départements ministériels, a entrepris de réorganiser le secteur de la formation professionnelle.

Présentation de la politique du Ministère

Le Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (SEETFP) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement technique et de formation professionnelle.

L'objectif général conformément à la vision du Gouvernement est d'une part, (i) de répondre aux besoins en formation des populations pour leur insertion dans la vie active et leur promotion socioprofessionnelle, et d'autre part, (ii) de satisfaire les besoins en personnels qualifiés des entreprises pour améliorer leur performance et leur compétitivité. Dans cette perspective, et conformément au plan stratégique de Réforme de l'ETFP 2016-2025, la nouvelle politique de l'ETFP présente sept (07) axes essentiels, à savoir :

Axe stratégique 1 : **Partenariat Ecole- Entreprise et Insertion professionnelle**

Axe stratégique 2 : **Accès à la formation**

Axe stratégique 3 : **Offre de formation**

Axe stratégique 4 : **Certification des compétences**

Axe stratégique 5 : **Gouvernance du système**

Axe stratégique 6 : **Assainissement et encadrement des établissements privés**

Axe stratégique 7 : **Financement du système d'ETFP**

Les résultats attendus à moyen terme

- Le processus de mise en œuvre de la réforme du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est amorcé ;
- Le cadre institutionnel, politique et juridique du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle bénéficie d'un renforcement susceptible d'améliorer la qualité de ses prestations ;
- La formation initiale et continue en matière de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est assurée au profit des populations se trouvant dans le besoin ;
- Les stratégies et programmes de la formation professionnelle sont planifiées, mises en œuvre et évaluées ;

- Les établissements de formation professionnelle sont suivis et évalués ;
- Les collectivités décentralisées sont assistées dans le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- L'utilisation des nouvelles technologies est promue dans le cadre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- La formation par apprentissage et la formation par alternance sont promues ;
- Des partenariats en matière de la Formation Professionnelle au niveau communautaire et international sont signés ;
- La formation et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des groupes spécifiques sont assurées ;
- La planification, le suivi et l'évaluation des programmes, des projets et des activités du Ministère sont améliorés ;
- Les ressources financières sont rationnellement réparties entre les entités fonctionnelles du Ministère et gérées selon les principes du CDMT ;
- Les ressources humaines du Ministère sont formées et rationnellement réparties sur l'ensemble du territoire de sorte à combler les déficits.

I-3- Mission-vision du Ministère

Mission du Ministère

Conformément au décret N°2017-166 du 1er mars 2017 portant organisation du Secrétariat d'Etat, chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (SEETFP), la mission de ce département consiste à mettre en œuvre et suivre la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle.

A ce titre, il est chargé de :

- contribuer au développement de l'Enseignement Technique ;
- répondre aux besoins en Formation professionnelle des populations ;
- satisfaire les besoins en personnels qualifiés des entreprises en vue d'améliorer leur performance et leur compétitivité.

Vision du Ministère

La vision du SE-ETFP est d'amorcer des réformes qui permettront d'avoir un système de Formation Professionnelle et d'Enseignement Technique accessible à tous intégrant le programme de l'école pour tous.

Aussi, cette vision reposera-t-elle sur des ressources humaines compétentes, de qualité, capables de stimuler l'économie nationale et à même de contribuer à faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020, avec un ivoirien nouveau.

Plus spécifiquement, cette vision s'articule autour des points suivants :

- répondre aux demandes en formation de toutes les populations cibles ;
- transformer les structures de formation de l'ETFP en centres de formation-production en lien avec le secteur privé productif ;
- introduire de nouveaux modes de formation tels que l'alternance et l'apprentissage ;
- développer le télé-enseignement ;
- développer les filières d'avenir, notamment celles relatives au développement durable, aux énergies renouvelables et à l'économie numérique.

Conformément à ses attributions et à la vision du Président de la République, les nouvelles orientations de la politique du SE-ETFP sont articulées autour de deux (02) programmes, accompagnés d'indicateurs de performance, visant à évaluer l'efficacité et l'efficacité des interventions dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, et à mesurer l'évolution de la qualité de l'offre des services.

I-4- Identification des programmes

- Programme 1 : **Administration générale**
- Programme 2 : **Formation professionnelle**

II- Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) – Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1- Projets Annuels de Performance (PAP)

II.1.1- Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS COFINANCE	PROJETS HORS PIP
P1 : ADMINISTRATION GENERALE	Cabinet ; Inspection Générale (IG) ; Inspection Générale Audit ; Service de la Communication, de la Documentation et des Archives (SERCOM) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction des Affaires Juridiques (DAJ) ; Direction de la Planification et des Statistiques (DPS) ; Comité de Mise en œuvre de la Réforme (CMR) ; Comité Sectoriel du CDMT ; 15 Directions Régionales (DR) ; 18 Directions Départementales (DD).		Mise en place du système centralisé d'informations (SIG) / DPS Système intégré de gestion du patrimoine de l'ETFP Mise en place de carte scolaire et appui à l'élaboration des statistiques		

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
P2 : FORMATION PROFESSIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> - Direction des Projets, de l'équipement et de la Maintenance (DPEM) ; - Direction de la Formation Professionnelle initiale (DFPI) ; - Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses (DECOB) ; - Direction de la Pédagogie et du Développement des Programmes (DPDP) - Direction de la Formation Qualifiante, de l'Apprentissage et de l'Insertion (DFQAI) ; - Direction de la Formation Continue et des relations avec le Secteur Privé Productif (DFCRSP) ; - Direction des filières, de l'Innovation et de la Qualité (DFIQ) ; - les Unités Mobiles de Formation (UMF) ; - Les Ateliers d'Application et de Production (AAP) ; - Tous les établissements de Formation Professionnelle, publics. 	AGEFOP ; CIDFOR ; CPNTIC ; IPNETP ; EIBMA.	<ul style="list-style-type: none"> - Rénovation des établissements d'enseignement Technique et professionnel ; - Fonds saoudien / création et rénovation ETP/ ; - Construction CET (Bouaflé, Issia), LP Hôtelier Yakro et LT Bouake ; - Elaboration des référentiels de qualification ; - Opérationnalisation des branches Professionnelles ; - Construction onze établissements ETFP ; - Rénovation et équipement bureau DR Abidjan Nord ; - Formation professionnelle/purge des droits coutumiers ; - Programme de réhabilitation établissements de L'ETFP ; - Création d'incubateurs/phase 2 ; - Construction et équipement d'un centre de Documentation et d'information/ CIDFOR ; - Réhabilitation internats des établissements de L'ETFP ; - Réhabilitation et équipement du lycée hôtelier D'Abidjan - Réhabilitation des infrastructures du CMP de Grand Lahou - Acquisition de 10 unités mobiles de formation (UMF) pour les chefs-lieux de régions - Construction et équipement de 3 délégations - Programme d'appui à la formation prof et à L'insertion des jeunes/ PROFORME régionales de l'AGEFOP - Projet de formation et insertion des personnes Handicapées - Formation professionnelle / 1er C2D - Formation professionnelle / 2eme C2D - Construction et d'équipement du centre de Formation aux métiers des TIC/ BAD - Réhabilitation de 3 Lycées Professionnels (GAGNOA, FERKE, CELIA) - Projet BADEA 3 / Equipement Complémentaire - Construction et équipement du centre Multisectoriel BTP, hôtellerie du tourisme deYopougon/ FONDATION MOHAMED VI 	

II.1.2- Tableau de performance

Programme 1 : Administration Générale								
Objectif global ou stratégique : Assurer une meilleure coordination et animation des actions et activités, une planification des programmes du Ministère et des projets et une gestion efficiente de ses ressources humaines, matérielles et financières.		Indicateur 1 : Niveau d'intervention du METFP inspirée des documents référentiels						Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Indicateur 2 : Niveau d'amélioration de la gestion des finances et des ressources humaines du METFP par type						
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles				
2017	2018			2019	2020			
Objectif spécifique 1	Assurer la coordination générale en matière d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle	Proportion d'entités fonctionnelles assistées dans l'élaboration de projets de texte	100%	100%	100%	100%	100%	<u>Mode de calcul :</u> (Nombre d'entités fonctionnelles ayant bénéficié d'assistance / nombre total d'entités fonctionnelles ayant formulé une demande d'assistance) X 100 <u>Source de vérification :</u> Cabinet /DAJ
		Nombre d'établissements visités par des missions de supervision de coordination.	35	25	35	50	60	<u>Mode de calcul :</u> Nombre d'établissements visités (Nombre d'établissements appliquant la politique de l'ETFP/Nombre d'établissements visités) x 100 <u>Source de vérification :</u> Cabinet /IG
		Pourcentage d'établissements appliquant effectivement la politique de l'ETFP dans les établissements.	48,6%	35%	50%	60%	75%	<u>Source de vérification :</u> Cabinet /IG
		Niveau de mise en œuvre de la Réforme de l'ETFP	10%	25%	50%	75%	100%	<u>Mode de calcul :</u> Nombre de textes réglementaires adoptés relatifs à la Réforme de l'ETFP Existence du plan stratégique adopté par le Gouvernement. <u>Source de vérification :</u> SGG ; JORCI

Programme 1 : Administration Générale								
Objectif global ou stratégique : Assurer une meilleure coordination et animation des actions et activités, une planification des programmes du Ministère et des projets et une gestion efficiente de ses ressources humaines, matérielles et financières.		Indicateur 1 : Niveau d'intervention du METFP inspirée des documents référentiels						
		Indicateur 2 : Niveau d'amélioration de la gestion des finances et des ressources humaines du METFP par type						
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles				Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
2017	2018			2019	2020			
Objectif spécifique 2	Améliorer la gestion financière, matérielle et des ressources humaines	Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	0%	0%	10%	30%	45%	<u>Mode de calcul :</u> (Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité/Effectif total du personnel du Ministère) x 100 <u>Source de vérification :</u> DRH
		Proportion de personnels affectés et exerçant effectivement sur le lieu d'affectation	60%	60%	70%	80%	90%	<u>Mode de calcul :</u> (Nombre de personnels affectés exerçant effectivement/Nombre total de personnel affecté) x 100 <u>Source de vérification :</u> DRH
		Pourcentage des administrateurs de crédit formés en matière de gestion des finances publiques	0%	10%	30%	50%	75%	<u>Mode de calcul :</u> (Nombre d'administrateurs de crédits formés/ effectif total des administrateurs de crédits) x 100 <u>Source de vérification :</u> - DAF - Rapport de la formation
		Taux d'absorption des crédits budgétaires	95%	95%	95%	95%	95%	<u>Critères de performance :</u> - (Total des allocations budgétaires utilisés/Budget total du Ministère) x 100

Programme 1 : Administration Générale								
Objectif global ou stratégique : Assurer une meilleure coordination et animation des actions et activités, une planification des programmes du Ministère et des projets et une gestion efficiente de ses ressources humaines, matérielles et financières.		Indicateur 1 : Niveau d'intervention du METFP inspirée des documents référentiels						Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
		Indicateur 2 : Niveau d'amélioration de la gestion des finances et des ressources humaines du METFP par type						
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles				
2017	2018			2019	2020			
Objectif spécifique 3	Améliorer le système de communication et de documentation	Taux de couverture des activités du Ministère	60%	60%	70%	80%	90%	<u>Mode de calcul</u> : (Nombre d'activités ayant fait l'objet de couverture médiatique/Nombre total d'activités censées faire l'objet d'une couverture médiatique) x 100 <u>Source de vérification</u> : CABINET/SERCOM
		Existence de mécanisme d'archivage électronique Pourcentage de documents électroniques archivés	0 10%	0 10%	0 20%	1 50%	1 75%	<u>Mode de calcul</u> : Existence d'un mécanisme d'archivage (Nombre de documents archivés électroniquement/Nombre total de documents produits) x 100 <u>Source de vérification</u> : CABINET/SERCOM

Programme 2 : Formation professionnelle								
Objectif global ou stratégique : Contribuer au développement des compétences afin d'offrir à un plus grand nombre de population la possibilité de s'employer et d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises		Indicateur 1 : Taux des formés insérés						
		Indicateur 2 : Niveau de satisfaction des entreprises						
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles				Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
2017	2018			2019	2020			
Objectif spécifique 1	Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de la Formation Professionnelle	Proportion des infrastructures construites	20%	25%	40%	60%	75%	<p>Mode de calcul : (Nombre d'infrastructures construits/Nombre d'infrastructures à construire) x 100</p> <p>(Nombre d'infrastructures réhabilitées/Nombre d'infrastructures à réhabiliter) x 100</p> <p>(Nombre d'infrastructures équipées/Nombre d'infrastructures à équiper) x 100</p> <p>Source de vérification : <u>CABINET/DFPI/DPEM/DPS/IG</u></p>
		Proportion des infrastructures Réhabilitées	30%	35%	50%	65%	75%	
		Proportion des infrastructures équipées	30%	35%	40%	65%	80%	
		Taux d'accroissement des effectifs des établissements de la Formation Professionnelle	5%	10%	20%	25%	30%	

Programme 2 : Formation professionnelle								
Objectif global ou stratégique : Contribuer au développement des compétences afin d'offrir à un plus grand nombre de population la possibilité de s'employer et d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises		Indicateur 1 : Taux des formés insérés						
		Indicateur 2 : Niveau de satisfaction des entreprises						
		Indicateurs de performance	Situation de référence	Cibles				Commentaires des indicateurs : Méthode de calcul et Moyen de vérification
2017	2018			2019	2020			
Objectif spécifique 2	Administrer une Formation Professionnelle de qualité à un plus grand nombre de demandeurs en vue de faciliter leur accès à l'enseignement supérieur.	Proportion des acteurs formés	10%	25%	50%	75%	100%	Mode de calcul : (Nombre d'acteurs du système formés / nombre total des acteurs du système) x 100 Source de vérification : <u>CABINET/IG/DET/ DPS/DRH/DFPI</u>
		Proportion de curricula de formation élaboré	10%	20%	40%	60%	80%	Mode de calcul : (Nombre de curricula élaborés/nombre total de curricula à élaborer) x 100 Source de vérification : <u>CABINET/ IG/IPNETP/ DPS/DFPI</u>
		Proportion d'apprenants ayant bénéficié d'une aide à l'insertion	10%	20%	25%	30%	50%	Mode de calcul : (Nombre d'apprenants ayant bénéficié d'une aide à l'insertion/nombre total d'apprenants à aider en vue de leur insertion) x 100 Source de vérification : <u>CABINET/IG /DPS/DFPI</u>

II.1.3- Tableau financier global

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCE			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
1. RESSOURCES	16 031	13 102	20 077	70 999	68 821	54 321	53 962	3 867	140	133	72 702	54 478	54 082
1.1 Ressources Intérieures	14 753	12 954	19 664	66 796	65 091	54 321	53 962	345	140	133	65 450	54 478	54 082
1.1.1 Budget Etat	14 753	12 954	19 664	66 550	64 776	53 996	53 627	345	140	133	65 120	54 153	53 747
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0	246	316	325	335	0	0	0	329	325	335
1.2 Ressources Extérieures	1 278	148	413	4 203	3 730	0	0	3 522	0	0	7 252	0	0
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	1 278	148	413	4 203	3 730	0	0	3 522	0	0	7 252	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. CHARGES	16 031	13 102	20 077	70 999	68 821	54 321	53 962	3 867	140	133	72 702	54 478	54 082
2.1 Personnel	0	0	0	30 630	35 121	36 175	37 260	0	0	0	35 121	36 175	37 260
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0	30 630	35 121	36 175	37 260	0	0	0	35 121	36 175	37 260
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2.2 Biens et services	4 089	3 153	3 875	3 941	3 705	3 804	3 918	0	0	0	3 705	3 804	3 905
2.3 Transferts et subventions	0	0	8 235	11 181	11 918	12 276	12 644	0	0	0	11 932	12 276	12 644
Subventions Etat	9 099	9 088	8 235	10 935	11 603	11 951	12 309	0	0	0	11 603	11 951	12 309
Ressources propres	0	0	0	246	316	325	335	0	0	0	329	325	335
2.4 Investissement*	2 843	861	7 967	7 648	18 077	2 067	140	3 867	140	133	21 944	2 224	273
Trésor	1 565	713	7 554	3 445	14 347	2 067	140	345	140	133	14 692	2 224	273
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 278	148	413	4 203	3 730	0	0	3 522	0	0	7 252	0	0

II.2- Budget Programme

II.2.1- Tableau des dépenses par nature

PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	0	0	0	3 063	3 512	3 617	3 726	0	0	0	3 512	3 617	3 726
Biens et services	1 014	805	1 856	1 857	1 529	1 575	1 622	0	0	0	1 529	1 575	1 622
Transferts	0	0	0	184	160	165	169	0	0	0	160	165	169
Investissements	30	43	25	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES	1 044	848	1 881	5 157	5 201	5 357	5 517	0	0	0	5 201	5 357	5 517

PROGRAMME 2 : FORMATION PROFESSIONNELLE

En millions de FCFA

NATURES DE DEPENSES	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Personnel	0	0	0	27 567	31 609	32 557	33 534	0	0	0	31 609	32 557	33 534
Biens et services	3 075	2 349	2 019	2 084	2 176	2 229	2 296	0	0	0	2 176	2 229	2 283
Transferts	9 099	9 088	8 235	28 351	32 270	12 111	12 475	0	0	0	32 270	12 111	12 475
Investissement	2 813	818	7 942	7 594	18 077	2 067	140	3 867	140	133	21 944	2 224	273
TOTAL DEPENSES	14 987	12 255	18 196	65 842	84 132	48 965	48 445	3 867	140	133	88 013	49 122	48 565

II.1.2- Tableau synthétique du budget programme

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE													
Action 1.1: Coordination et animation des activités de l'ETFP													
Personnel													
Biens services	364	213	522	312	297	306	315	0	0	0	297	306	315
Mettre en œuvre les activités /projets du Cabinet (Cabinet METFP)	0	0	230	73	70	73	75	0	0	0	70	73	75
Assurer l'hôtel du Ministre	0	0	3	3	4	4	4	0	0	0	4	4	4
Assister le Cabinet en faisant appel à une expertise extérieure (REGIE CONVENTION BNETD)	0	0	110	96	96	99	102	0	0	0	96	99	102
Superviser, Coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle en régions et départements (DR et DD)	364	213	180	135	124	127	131	0	0	0	124	127	131
Réfléchir sur toutes les questions stratégiques relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (Conseil National d'Apprentissage)	0	0	0	4	3	3	3	0	0	0	3	3	3
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Don	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Action 1.1	364	213	522	312	297	306	315	0	0	0	297	306	315

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 1.2: Planification et suivi-évaluation des activités de Formation Professionnelle													
Personnel													
Biens services	127	71	123	64	84	87	89	0	0	0	84	87	89
Elaborer les matrices de programmation, suivre et l'évaluer les activités et/ projets du ministère (DPS)	0	0	40	3	3	3	3	0	0	0	3	3	3
Produire l'annuaire statistique du Secretariat d'Etat (DPS/Annuaire)	40	50	30	18	11	12	12	0	0	0	11	12	12
Elaborer le DPPD-PAP / CDMT, le suivre et l'évaluer dans sa mise en œuvre (CDMT)	0	0	25	25	25	26	27	0	0	0	25	26	27
Coordonner; suivre et évaluer la mise en œuvre de la réforme de la l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (CMR)	87	21	28	18	14	14	15	0	0	0	14	14	15
Calculer le taux d'insertion des formés et déterminer le niveau de satisfaction des entreprises (DAF/Dispositif de suivi)	0	0	0	0	31	32	33	0	0	0	31	32	33
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	30	43	25	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	30	43	25	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mettre en place un Système centralisé d'informations (SIG)	30	43	25	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Don	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Action 1.2:	157	114	148	118	84	87	89	0	0	0	84	87	89
Action 1.3: Contrôle et suivi de la réglementation des structures du SE-ETFP													
Personnel													
Biens services	79	31	103	67	49	51	52	0	0	0	49	51	52
Contrôler les actes administratifs et financiers des structures et services de	59	8	76	50	35	36	37	0	0	0	35	36	37

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (Audit)													
Contrôler l'application de la législation, de la réglementation et des directives en matière d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (IG ETFP)	15	19	15	10	8	8	8	0	0	0	8	8	8
Assister les entités fonctionnelles du ministère dans l'élaboration des projets de textes et gérer les contentieux (DAJ)	-	-	9	3	3	3	3	0	0	0	3	3	3
Organiser la séance de la commission nationale d'agrément de manuels scolaires (agrément manuels)	5	3	3	4	4	4	4	0	0	0	4	4	4
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Don	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Action 1.3:	79	31	103	67	49	51	52	0	0	0	49	51	52
Action 1.4: Gestion des Ressources Humaines, financière et matérielle de la Formation Professionnelle,													
Personnel	0	0	0	3 063	3 512	3 617	3 726	0	0	0	3 512	3 617	3 726
Payer les salaires des agents des structures Centrales du Secrétariat d'Etat	0	0	0	3 063	3 512	3 617	3 726	0	0	0	3 512	3 617	3 726
Biens services	440	485	1 097	1 409	975	1 004	1 035	0	0	0	975	1 004	1 035
Assurer la gestion et le suivi des carrières des personnels du ministère (DRH) ;	0	0	53	31	19	19	20	0	0	0	19	19	20
Renforcer les capacités des personnels du Secrétariat d'Etat (DRH; 6231) ;	0	0	40	22	13	14	14	0	0	0	13	14	14
Organiser la séance de la commission nationale d'affectation et mutation des agents de la formation professionnelle (Commission affectation)	7	5	3	3	2	2	2	0	0	0	2	2	2

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer une gestion efficiente du budget du METFP (DAF)	0	0	153	42	36	37	39	0	0	0	36	37	39
Ameliorer le processus de passation des marchés des projets relatifs à la formation professionnelle (Cellule de passation)	0	0	0	12	9	9	10	0	0	0	9	9	10
Assurer les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences en Côte d'Ivoire (Conférence et Mission en CI)	15	25	50	25	25	26	27	0	0	0	25	26	27
Assurer les frais de transport et les indemnités des missions et les conférences hors Côte d'Ivoire (Conférences et Mission hors CI)	0	0	11,25	57	57	58	60	0	0	0	57	58	60
Exécuter les dépenses centralisées du METFP (DAF dépenses centralisées)	418	455	786	1 218	814	838	863	0	0	0	814	838	863
Transfert	0	0	0	184	160	165	169	0	0	0	160	165	169
Activité 10: Payer les charges d'électricité, eau et telephone des structures Centrales du Secrétariat d'Etat	0	0	0	184	160	165	169	0	0	0	160	165	169
Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Don	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Action 1	440	485	1 097	4 650	4 647	4 786	4 930	0	0	0	4 647	4 786	4 930

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Action 1.5: Gestion du système d'information et de communication													
Personnel													
Biens services	5	5	11	6	123	127	130	0	0	0	123	127	130
Organiser les journées promotionnelles de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	0	0	0	0	117	121	125	0	0	0	117	121	125
Organiser les olympiades des métiers de l'ETFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Organiser les réunions de rentrée et des réunions bilans de fin d'année	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Editer les revues d'information sur l'ETFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation des filles sur les risques liés au mariage et aux grossesses précoces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Promouvoir l'accès des filles à l'Enseignement Technique et à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Elaborer un site web du ministère	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurer une meilleure circulation de l'information interne et externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Développer et entretenir les relations avec l'ensemble des médias	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Développer et entretenir les relations publiques institutionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer sur les activités de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (SERCOM)	0	0	7	3	3	3	3	0	0	0	3	3	3
Promouvoir l'accès des filles à l'ETFP notamment dans les filières industrielles (Cellule Genre)	5	5	4	3	2	3	3	0	0	0	2	3	3
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésor	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Don	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Action 5	5	5	11	6	123	127	130	0	0	0	123	127	130
TOTAL PROGRAMME 1 :	1 044	848	1 881	5 152	5 201	5 357	5 517	0	0	0	5 201	5 357	5 517
PROGRAMME 2 : FORMATION PROFESSIONNELLE													
Action 2.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale continue													
Personnel	0	0	0	27 567	31 609	32 557	33 534	0	0	0	31 609	32 557	33 534
Payer les salaires des agents des structures opérationnelles du Secrétariat d'Etat	0	0	0	27 567	31 609	32 557	33 534	0	0	0	31 609	32 557	33 534
Biens services	2 923	2 252	1 922	1 992	2 095	2 157	2 222	0	0	0	2 095	2 157	2 209
Coordonner et manager les activités de formation professionnelles initiales dans les établissements publics de formation professionnelle (DFPI)	0	0	20	8	6	6	6	0	0	0	6	6	6
Coordonner et manager les activités de formation professionnelles Continues dans les établissements publics de formation professionnelle en relation avec le secteur reproductif (DFCRSP)	0	0	10	3	3	3	3	0	0	0	3	3	3
Coordonner et manager les activités de mise à jour des filières, d'innovation et de qualité (DFIQ)	0	0	12	3	3	3	3	0	0	0	3	3	3

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Assurer la formation professionnelle initiale et continue des élèves et étudiants et travailleurs (tous les établi.)	1 779	1 219	950	742	859	884	911	0	0	0	859	884	898
Coordonner les activités de formation dans les établissements privés de formation professionnelle et Assainir leur environnement (Etablissements privés)	0	0	16	12	9	9	9	0	0	0	9	9	9
Confectionner les diplômes de la formation professionnelle (DAF Confection diplôme)	5	25	4	13	9	10	10	0	0	0	9	10	10
Mettre en place un système d'archivage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moderniser le système d'archivage à travers la Gestion électronique des archives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Concevoir, réaliser et implanter les curricula/développer les programmes (DPDP)	120	171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Organiser la séance de la commission nationale d'orientation et d'attribution de bourses (commission bourse)	47	47	33	53	48	50	51	0	0	0	48	50	51
Coordonner l'organisation des examens et concours de la Formation Professionnelle (DECOB);	0	0	0	9	7	7	7	0	0	0	7	7	7
Organiser les examens et concours de la Formation professionnelle (DEXC/Examens et concours)	972	791	879	1 151	1 151	1 185	1 221	0	0	0	1 151	1 185	1 221
Transfert	7 503	7 759	7 105	9 567	10 288	10 597	10 914	0	0	0	10 288	10 597	10 914
Former les jeunes au métier spécifique de la Bijouterie et des métiers annexes (EIBMA)	324	257	283	240	222	229	236	0	0	0	222	229	236
Assurer la formation initiale et continue, le recyclage et le perfectionnement de formateurs de la FP (IPNETP)	1 740	1 479	1 371	1 372	1 916	1 973	2 032	0	0	0	1 916	1 973	2 032
Suivre et certifier les stagiaires de l'IPNETP sur le terrain;(Dexc/examen et certification)	10	14	-	32	30	31	32	0	0	0	30	31	32

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Developper la formation professionnelle en CI à l'aide d'outils d'information et de documentation (CIDFOR)	219	160	119	99	84	86	89	0	0	0	84	86	89
Former les enseignants par immersion dans les entreprises.(CIDFOR/Immersion)	50	35	25	20	15	15	16	0	0	0	15	15	16
Payer les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans la formation professionnelle privée (élève de la FP)	1 165	1 216	861	1 216	1 685	1 736	1 788	0	0	0	1 685	1 736	1 788
Octroyer des pécules et indemnités aux stagiaires et élèves de la formation professionnelle en Côte d'Ivoire, surtout ceux des filières industrielles (Pécules stagiaires BT)	50	50	49	50	50	52	53	0	0	0	50	52	53
Octroyer des bourses aux élèves inscrits en FP en Côte d'Ivoire (Bourses CI)	1 023	1 025	1 225	1 225	1 225	1 262	1 300	0	0	0	1 225	1 262	1 300
Octroyer des bourses aux élèves de la Formation Professionnelle inscrits à l'étranger (Bourses HCI)	1 912	2 912	2 612	2 612	2 612	2 690	2 771	0	0	0	2 612	2 690	2 771
Développer l'informatique et assurer la maintenance des équipements informatiques de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (CPNTIC)	315	251	244	191	163	168	173	0	0	0	163	168	173
Octroyer des bourses aux stagiaires de l'IPNETP	184	184	184	184	184	190	196	0	0	0	184	190	196
Octroyer des pécules de stage pratique aux stagiaires de l'IPNETP	67	67	67	67	67	69	71	0	0	0	67	69	71
Payer les charges d'électricité, eau et téléphone des structures opérationnelles du Secrétariat d'Etat	0	0	0	1 653	1 438	1 481	1 525	0	0	0	1 438	1 481	1 525
Payer les indemnités de correction des examens et concours du Secrétariat d'Etat	347	25	0	567	567	584	601	0	0	0	567	584	601
Renforcer les équipements des établissements formant au BTS lors des examens (Appui BTS)	96	83	66	39	29	30	31	0	0	0	29	30	31

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Investissement	133	153	186	93	39	110	140	0	0	0	39	110	140
Trésor	133	153	186	93	39	110	140	0	0	0	39	110	140
Opérationnaliser les branches professionnelles;(Branches prof.)	75	95	93	47	20	55	70	0	0	0	20	55	70
Elaborer les référentiels de qualification dans chaque branche professionnelle ; (Referentiel de qualification)	58	58	93	47	20	55	70	0	0	0	20	55	70
Don	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Action 2.1	10 559	10 164	9 213	39 168	44 032	45 421	46 811	0	0	0	44 032	45 421	46 798
Action 2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle													
Personnel													
Biens services	0	0	13	6	7	0	0	0	0	0	7	0	0
Coordonner l'élaboration et l'exécution des projets, le suivi des équipements et leurs maintenances (DPEM)	0	0	13	6	7	0	0	0	0	0	7	0	0
Transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	2 680	665	7 734	7 472	18 025	1 957	0	3 867	140	133	21 892	2 114	133
Trésor	1 401	517	7 321	3 269	14 296	1 957	0	345	140	133	14 640	2 114	133
Projet /Réhabilitation et équipement de 24 internats de l'ETFP	19	55	34	73	31	0	0	0	0	0	31	0	0
Projet /Construire et équiper le Centre de Documentation et d'Information (CDI) de la FP (CIDFOR)	100	70	85	93	27	0	0	0	0	0	27	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Projet /Rénovation des établissements d'enseignement technique et professionnel	0	0	33	39	17	0	0	0	0	0	17	0	0
Programme /Rehabilitation d'Etabissements de l'Enseignement Technique et Professionnel	0	0	0	931	64	0	0	0	0	0	64	0	0
Projet /Réhabilitation et Equip Lycée Hotelier d'Abidjan	19	0	11	91	38	0	0	0	0	0	38	0	0
Projet / Construction de deux centre sectoriels (Daoukro et Yopougon) C2D1	0	0	4 600	0	5 354	0	0	0	0	0	5 354	0	0
Projet / Faire des études préparatoires du C2D2	0	0	2 000	0	5 650	0	0	0	0	0	5 650	0	0
Concevoir et mettre en place un Système intégré de gestion du patrimoine de l'ETFP. (DAF/Patrimoine)	0	0	0	0	0	0	0	46,08	140	133	46	140	133
Projet / Construction de 11 établissements de FP	0	0	0	931	1 500	0	0	0	0	0	1 500	0	0
Projet /Formation Prof-Purge des droits coutumiers	0	0	0	579	343	0	0	0	0	0	343	0	0
Projet /Rénovation équipements bureau Abidjan Nord	0	0	0	13	8	0	0	0	0	0	8	0	0
Projet / Réhabilitation des Infrastructures du CMP de Gd Lahou	0	244	125	205	222	0	0	0	0	0	222	0	0
BADEA 2 / Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia)	37	33	45	100	123	1 497	0	0	0	0	123	1 514	0
Activité Projet BADEA3/ Equiper le Lycée Professionnel de Man (part Etat)	0	63	309	214	520	460	0	0	0	0	520	460	0
Construire et équiper le Lycée Professionnel et Technique de DALOA/ FKD	0	0	0	0	0	0	0	119	0	0	119	0	0
Construire et équiper quatre (04) établissemnt de Formation Professionnelle (Dabou, Dimbokro, Agboville et Bonoua) /BID-OFPPT	0	0	0	0	0	0	0	180	0	0	180	0	0
Création et Rénovation d'Ets Enseig Tech & Prof	1 226	51	79	0	400	0	0	0	0	0	400	0	0
Don	0	0	0	0	0	0	0	158	0	0	158	0	0

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Construire et équiper quatre (04) établissements de Formation Professionnelle (Dabou, Dimbokro, Agboville et Bonoua) /BID-OFPPPT	0	0	0	0	0	0	0	158	0	0	158	0	0
Emprunt	1 278	148	413	4 203	3 730	0	0	3 364	0	0	7 094	0	0
Activité Projet BADEA3/ Equiper le Lycée Professionnel de Man	0	63	290	849	375	0	0	0	0	0	375	0	0
BADEA 2 / Réhabilitation 3 Lycées Prof (Gagnoa, Ferké, Celia	52	33	45	1 886	1 886	0	0	0	0	0	1 886	0	0
Construire et équiper le Lycée Professionnel et Technique de DALOA/ FKD	0	0	0	0	0	0	0	1 864	0	0	1 864	0	0
Construire et équiper quatre (04) établissements de Formation Professionnelle (Dabou, Dimbokro, Agboville et Bonoua) /BID-OFPPPT	0	0	0	0	0	0	0	1 500	0	0	1 500	0	0
Création et Rénovation d'Ets Enseig Tech & Prof	1 226	51	79	1 469	1 469	0	0	0	0	0	1 469	0	0
Financement extérieur	1 278	148	413	4 203	3 730	0	0	3 522	0	0	7 252	0	0
Total Action 2.2:	2 680	665	7 747	7 479	18 032	1 957	0	3 867	140	133	21 899	2 114	133
Action 2.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage													
Personnel													
Biens services	152	97	84	85	74	71	74	0	0	0	74	71	74
Initier le projet pilote de la formation par apprentissage (Cellule AIFPA)	17	10	7	4	3	3	3	0	0	0	3	3	3
Developper les formations par apprentissage et l'appui à l'insertion puis créer le cadre de validation des acquis (DFQAI)	0	0	11	6	4	4	5	0	0	0	4	4	5
Assurer la formation qualifiante des jeunes descolarisés en milieu rural (UMF)	106	69	53	54	47	44	46	0	0	0	47	44	46
Assurer le perfectionnement des artisans et apporter un appui logistique aux jeunes diplômés du système (AAP)	29	18	13	21	19	19	20	0	0	0	19	19	20

En millions de FCFA

	HISTORIQUE			BUDGET ACTUEL	PROJECTIONS DE REFERENCES			MESURES NOUVELLES			PROJECTIONS FINALES		
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Transfert	1 596	1 329	1 130	18 786	21 667	1 190	1 225	0	0	0	1 155	1 190	1 225
ospecter, analyser les besoins de formation et mettre en œuvre les projets pilotes de formation (AGEFOP)	1 596	1 329	1 130	1 184	1 155	1 190	1 225	0	0	0	1 155	1 190	1 225
Financer les activités de la formation professionnelle par la taxe d'apprentissage/ FDFP				17 600	20 511								
Investissement	0	0	23	29	12	0	0	0	0	0	12	0	0
Trésor	0	0	23	29	12	0	0	0	0	0	12	0	0
AGEFOP / Appui accès aux personnes Handicapées à l'ETFP	0	0	23	29	12	0	0	0	0	0	12	0	0
Don	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Action 2:	1 748	1 426	1 237	18 898	21 753	1 261	1 299	0	0	0	1 241	1 261	1 299
TOTAL PROGRAMME 2 :	14 987	12 255	18 196	65 896	83 816	48 640	48 110	3 867	140	133	67 172	48 797	48 230